



MFPPrécaution
Le garant de vos projets

RAPPORTS NARRATIFS 2021

➤ **SFCR** ⁽¹⁾

de l'Union MFPPrécaution

Approuvé par le Conseil d'administration du 6 avril 2022

(1) Solvency and Financial Condition Report (rapport sur la solvabilité et la situation financière)

INTRODUCTION

Le présent rapport est rédigé en mars 2022. Il présente les résultats de l'exercice 2021, à l'exception des résultats de l'ORSA qui eux, sont basés sur les comptes de l'exercice 2020, l'ORSA ayant été présenté au Conseil d'administration d'octobre 2021. Le prochain ORSA prenant en compte les résultats au 31 décembre 2021 ne sera présenté qu'au Conseil d'administration d'octobre 2022.

Ce rapport a été validé, pour transmission à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), 4 place de Budapest, CS 92459, 75436 PARIS CEDEX 09, par le Conseil d'administration de l'Union MFPrécaution lors de sa séance du 6 avril 2022.

Table des matières

SYNTHESE	6
A Activité et résultats	9
A.1 Informations générales	9
A.2 Résultats de souscription	11
A.3 Résultats des investissements	12
A.4 Autres produits et dépenses importants	12
A.5 Autres informations et perspectives	13
B Système de gouvernance	13
B.1 Informations générales sur le système de gouvernance	13
B.2 Exigences de compétence et honorabilité	21
(a) Description des exigences d'aptitudes, de connaissances et d'expertise appliquées par l'Union aux personnes qui la dirigent effectivement ou qui occupent d'autres fonctions clés en son sein	21
(b) Processus d'appréciation de la compétence et de l'honorabilité	21
B.3 Système de gestion des risques, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité	23
B.4 Système de contrôle interne	33
B.5 Fonction d'audit interne	37
B.6 Fonction actuarielle	39
B.7 Sous-traitance	39
B.8 Autres informations	41
B.8.1 Evaluation de l'adéquation du système de gouvernance	42
C Profil de risque	42
C.1 Informations qualitatives et quantitatives sur le profil de risque de l'Union	42
(a) Risque de souscription non-vie	42
(b) Risque de marché	43
(c) Risque de crédit	44
(d) Risque de liquidité	44
(e) Risque opérationnel	44
(f) Autres risques importants	44
C.2 Exposition aux risques	45
C.3 Concentration des risques	48
C.4 Atténuation du risque	49
C.5 Risque de liquidité : montant total du bénéfice attendu inclus dans les primes futures 50	
C.6 Sensibilité aux risques	50
C.7 Autres informations pertinentes	54
D Valorisation à des fins de solvabilité.....	55
D.1 Actifs	55

D.1.1	Principes de comptabilisation et valorisation des actifs	55
D.1.2	Principaux actifs de l'Union	55
D.2	Provisions techniques	58
D.2.1	Description des méthodologies actuarielles et des hypothèses utilisées pour le calcul des provisions techniques	58
D.2.2	Les montants recouvrables au titre des contrats de réassurance et des véhicules de titrisation	65
D.2.3	Changements importants par rapport à la précédente période de référence	65
D.3	Autres passifs	65
D.3.1	Impôts différés au passif	65
D.3.2	Autres passifs	65
D.4	Méthodes de valorisation alternatives	66
D.5	Autres informations	66
E	Gestion du capital	67
E.1	Fonds propres	67
(a)	Informations générales	67
	Par rapport à l'année précédente, seul le résultat excédentaire de l'exercice 2021 a fait évoluer positivement le niveau des fonds propres	68
(b)	Structure, montant et qualité des fonds propres	68
(c)	Montant des fonds propres éligibles pour couvrir le SCR et le MCR	69
(d)	Explication quantitative et qualitative des différences	69
(e)	Mesures transitoires	69
	Non concerné	69
(f)	Fonds propres auxiliaires	69
(g)	Déductions des fonds propres et restrictions notables	69
E.2	Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis	69
(a)	Montant du SCR et du MCR	69
(b)	Montant du SCR par module de risque	71
(c)	Calculs simplifiés	71
(d)	Paramètres propres à l'entreprise	71
(e)	Article 51 §2 alinéa 3 directive 2009/138/CE	71
(f)	Effet des paramètres propres à l'entreprise	72
(g)	Données utilisées par l'entreprise pour calculer le MCR	72
	Calcul du MCR	72
(h)	Changements importants du SCR ou du MCR durant la période de référence	72
E.3	Utilisation du sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée dans le calcul de capital requis	74
E.4	Modèle interne	74
E.5	Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité requis 74	

E.6 Autres informations 74
F Conclusion..... 75
G Annexes 76

SYNTHESE

➤ Activité et résultats

MFPrécaution est une Union mutualiste, soumise au livre II du code de la Mutualité. Elle a pour activité principale le cautionnement de prêts immobiliers.

En effet, MFPrécaution délivre un engagement de caution solidaire au profit d'établissements prêteurs pour garantir le remboursement des prêts immobiliers contractés par les membres participants des mutuelles en cas de défaillance de ceux-ci.

La cotisation associée à la caution accordée est prise en charge par la mutuelle souscriptrice dont relève le demandeur et lui évite l'inscription d'hypothèque et les frais de mainlevée de la garantie hypothécaire en cas de revente du bien acquis.

Après une année 2020 marquée par la pandémie et ses conséquences, 2021 a vu l'activité reprendre très fortement avec près de 375 M€ d'encours nouveau cautionnés.

La sinistralité continue d'être contenue et maîtrisée tant en fréquence qu'en montant avec cette année un très fort excédent de récupérations par rapport aux appels en garantie + frais. Pour ce qui est du nombre des appels en garantie constatés, il est quasi stable avec 8 sinistres contre 7 l'an dernier. La maîtrise du risque de l'Union est réelle et a donc été confirmée en 2021.

Le résultat de l'Union a, une nouvelle fois, été bénéficiaire à 0,46 M€, contre 0,71 M€ en 2020.

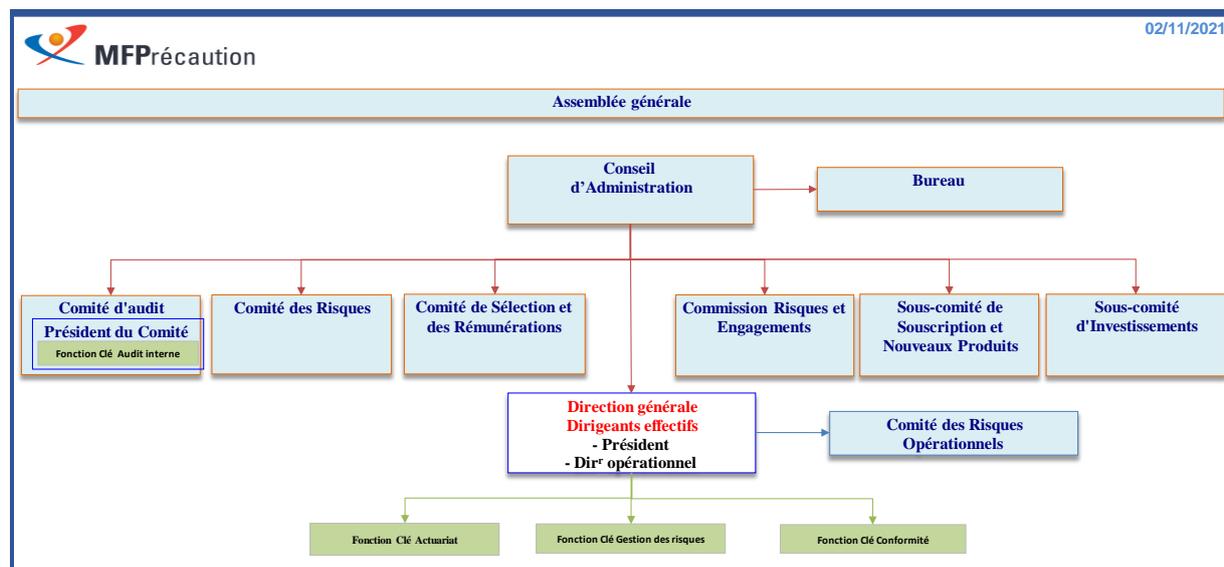
En 2021, les cotisations « caution » s'élèvent à 1,90 M€, celles concernant les contrats « chômage » à 0,40 M€.

Les produits financiers de l'Union s'élèvent quant à eux à 497 K€ contre 458 K€ en 2020.

Pour leur part, les frais généraux de la structure sont en baisse à 1,67 M€ contre 1,73 M€ en 2020.

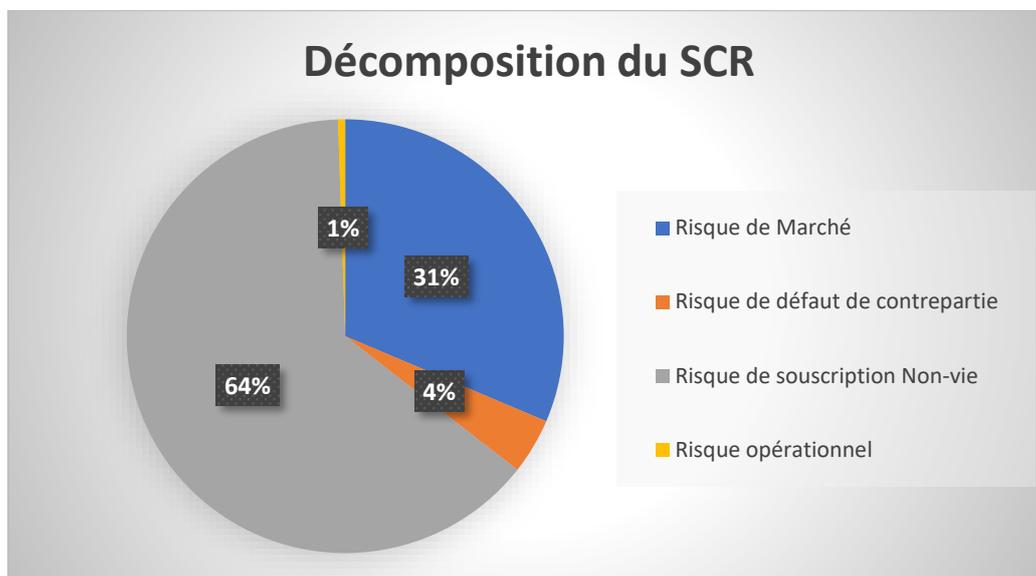
➤ Système de gouvernance

L'Assemblée générale, le Conseil d'administration et tous ses comités et sous-comités ont fonctionné normalement durant l'exercice. L'ensemble des fonctions-clés est pourvu au 31/12/2021 et a effectué les reportings nécessaires auprès des Instances. Cette gouvernance n'a pas évolué en 2021 par rapport à 2020 et se présente suivant le schéma ci-après.



➤ Profil de risque

Il peut être synthétisé de la manière suivante.



Par ses activités d'assurance Caution et de Perte d'emploi, MFPrécaution est soumise au risque de souscription Non-Vie (risque de prime et de réserve, risque de catastrophe et risque de rachat).

Le risque de souscription en Non-Vie (64 % du SCR) est le risque d'assurance spécifique qui résulte essentiellement des engagements de caution accordés par l'Union. Il a trait aux incertitudes relatives aux résultats des souscriptions de l'assureur.

Le risque de marché provient des risques de pertes ou de développements défavorables de la situation financière de l'entreprise, résultant de fluctuations des marchés financiers affectant le niveau et la volatilité de la valeur de marché des actifs et des passifs. Le risque de marché (31 % du SCR) peut concerner tous types d'actifs financiers : actions, actifs à revenus fixes, biens immobiliers ou SCPI. L'exposition aux deux autres risques de l'Union (défaut de contrepartie : 4 % et opérationnel : 1 %) reste marginale.

➤ Valorisation à des fins de solvabilité

Les principales classes d'actifs au bilan de l'Union MFPrécaution sont détaillées dans le présent rapport au chapitre D1 Actif.

Dans le cadre du bilan S2, le montant des actifs financiers augmente de 0,62 M€ du fait notamment de la bonne tenue des marchés financiers en 2021 tandis que les autres actifs sont en augmentation de 0,3 M€.

Au passif, les fonds propres se montent à 31,5 M€ en augmentation de 0,9 M€ par rapport à 2020. Cette hausse est principalement expliquée par l'affectation du résultat de l'exercice et la hausse de la réserve de réconciliation.

Les fonds propres présentent les caractéristiques suivantes.

- Tier 1 : Fonds propres de base (29 047 763€)
- Tier 2 : passifs subordonnés (2 500 000 €)

Les exigences de Solvabilité II sont donc respectées avec plus de 70 % correspondant au Tier1.

Quant aux provisions techniques, elles sont constituées :

- des best estimate de primes
- des best estimate de sinistres
- de la marge de risque

Elles sont en légère baisse à 3,0 M contre 3,1 M€ en 2020.

Les autres passifs sont également en diminution à 9,8 M€ contre 9,7 M€ en 2020.

➤ Gestion du capital

Le SCR a été calculé en utilisant la formule standard tel que présentée dans le règlement délégué.

Il présente au regard des fonds propres les taux de couvertures suivants à savoir 324 % en tenant compte des titres participatifs (TP) émis par l'Union et 298 % hors TP.

En amélioration par rapport à 2020, MFPrécaution couvre très largement en fin d'année 2021, le seuil de capital requis.

Taux de couverture

	2021
AMCR (Absolute floor of the MCR)	3 700 000
MCR (Minimum Capital Requirement)	3 700 000
SCR (Solvency Capital Requirement)	9 748 446
Fonds Propres S2 (Hors Passifs subordonnés)	
Passifs Subordonnés	29 047 763
	2 500 000
Ratio de couverture SCR (yc passifs subordonnés)	324%
Ratio de couverture MCR (yc passifs subordonnés)	805%
Ratio de couverture SCR (hors passifs subordonnés)	
	298%
Ratio de couverture MCR (hors passifs subordonnés)	785%

Il est important de souligner que la projection de résultats à un horizon de 10 ans, présentée et validée lors du CA du 14 octobre 2021, dans le cadre de l'ORSA décrit au chapitre 4-6-4 permet de s'assurer que le taux de couverture du SCR projeté n'est pas inférieur au seuil d'appétence fixé en 2021 à 150 %.

7 scénarios de stress ont été retenus dans cet ORSA, les résultats permettant de confirmer que si ces chocs se réalisaient, les exigences réglementaires Solvabilité 2 seraient respectées sur la période de projection de 10 ans (chapitre 5-7-3).

En revanche, s'agissant des exigences supplémentaires demandées par l'ACPR depuis 2018, elles nécessiteraient, selon cet ORSA, un recours à la réassurance à horizon 2023. Cependant, ce besoin potentiel de réassurance en 2023 est déjà organisé depuis 2018 au sein de l'Union, par la souscription d'un traité quinquennal en stop loss avec un réassureur, traité renouvelé, depuis, chaque année.

A Activité et résultats

A.1 Informations générales

- (a) **MFPrécaution** est une Union mutualiste, soumise au livre II du code de la Mutualité. Elle est inscrite au répertoire SIRENE sous le numéro 508 400 629. Elle a pour activité principale le cautionnement de prêts immobiliers.

L'Union MFPrécaution a été créée par l'Assemblée générale constitutive du 26 septembre 2008. Son activité exercée uniquement en France est née du transfert des activités des branches 15 et 16 de l'Union Mutualiste de Prévoyance Non-Vie et Caution de la Mutualité Fonction Publique dite MFPrévoyance (l'Union Fondatrice), à effet du 1^{er} janvier 2008.

Elle a son siège social à Paris (59-61bis rue PERNETY - 75014 PARIS). Elle est adhérente à la FNMF (Fédération Nationale de la Mutualité Française), organisation professionnelle représentant la quasi-totalité des mutuelles en France.

- (b) En application des dispositions de l'article L612-2 du code monétaire et financier, elle est soumise au contrôle de l'**Autorité de Contrôle prudentiel et de résolution** (ACPR), situé 4, place de Budapest – CS 92459 – 75436 PARIS CEDEX 09

- (c) L'Union a pour **Commissaire aux comptes** :

- Titulaire : Cabinet Mazars représenté par Monsieur Pierre de LATUDE (61 rue Henri Regnault, 92075 Paris La Défense Cedex)
- Suppléant : Monsieur Michel Barbet Massin (61 rue Henri Regnault, 92075 Paris La Défense Cedex).

- (d) Les **mutuelles ou Union membres de l'Union** étaient, au 31 décembre 2021, au nombre de 26 dont 23 souscriptrices de la Convention collective de cautionnement des prêts immobiliers (CACCP), principal contrat de l'Union.

- | | |
|---------------------|----------------------------|
| • UROPS* | • INTERIALE |
| • MAEE | • MMJ |
| • HARMONIE Mutuelle | • MGAS |
| • MNH | • MNT* |
| • MCDEF | • MSPP |
| • CDC Mutuelle | • MSP |
| • MGEFI* | • MVTE |
| • MCF | • MTH |
| • Douanes-Atlas | • MNFCT |
| • MGP | • MASFIP |
| • MOSPAN | • Mutame Savoie Mont Blanc |
| • MINSEE | • Mutame et Plus |
| • LAMIE | • Mutame Provence |

*Organisme non-souscripteur de la CACCP.

Pour cela, ces mutuelles ou Union régies par le code de la mutualité ont souscrit auprès de MFPrécaution, au bénéfice de leurs adhérents, au moins un contrat permettant à ces derniers de bénéficier des prestations et services de l'Union.

- (e) MFPrécaution est un **organisme solo** et ne fait partie d'aucun groupe

- (f) Depuis l'origine et conformément à son règlement, MFPrécaution n'exerce son activité de cautionnement de prêts immobiliers que sur le **territoire français métropolitain** et les **départements**

de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion. Elle n'exerce aucune activité à l'étranger.

MFPrécaution délivre un engagement de caution solidaire au profit d'établissements prêteurs pour garantir le remboursement des prêts immobiliers contractés par les membres participants des mutuelles en cas de défaillance de ceux-ci.

Pour répondre et offrir ce service, 23 mutuelles de la Fonction publique proposent la caution à leurs adhérents.

MFPrécaution a par ailleurs conclu des accords de partenariat avec 10 établissements bancaires, ces accords permettant aux adhérents des mutuelles de bénéficier d'avantages certains au regard des offres de prêt du marché.

Par ailleurs, en activités marginales, MFPrécaution assure trois contrats collectifs de caution locative et coassure minoritairement un contrat d'assurance emprunteur couvrant la perte d'emploi.

(g) Autres événements survenus pendant la période de référence ayant eu un impact important pour l'entreprise : **néant.**

Pour rappel, la caution délivrée par l'Union est un engagement de caution solidaire délivré par MFPrécaution au profit d'établissements prêteurs pour garantir le remboursement des prêts immobiliers contractés par les membres participants en cas de défaillance de ceux-ci.

Elle est offerte aux adhérents des mutuelles souscriptrices à coût nettement inférieur au marché (tarif de 1% à 2% du capital emprunté) et évite l'inscription d'hypothèque et les frais de mainlevée de la garantie hypothécaire (environ 0,7% du montant de l'emprunt) en cas de revente du bien acquis. La cotisation appelée par MFPrécaution pour chaque caution nouvelle accordée est prise en charge par la mutuelle adhérente à l'Union.

Elle offre à la banque une garantie pérenne. En contrepartie, la banque consent des conditions privilégiées aux adhérents disposant de la caution (taux privilégiés, absence d'indemnités en cas de remboursement anticipé partiel ou total, pas de frais de dossiers....).

L'ensemble des droits et obligations des partenaires ressort de Conventions de partenariat signées entre MFPrécaution et chacun de ses 10 partenaires bancaires.

Les conditions précises d'octroi de la garantie relèvent de la CACCPI synthétisées dans une notice remise à chaque adhérent cautionné.

En tant qu'Union de Livre 2 du Code de la mutualité, MFPrécaution respecte l'ensemble des règles prudentielles et des obligations des organismes d'assurance, pour les branches qu'elle assure. Elle se doit également de respecter les exigences supplémentaires de robustesse demandées par l'ACPR qui vont au-delà de la Directive européenne de Solvabilité 2.

A.2 Résultats de souscription

➤ Données clés et résultats des 3 contrats assurés par l'Union

	Cotisations nettes en €		Prestations nettes en €		Variation de provisions en €		Produits financiers affectés en €		Frais ou chargement de gestion en €		Résultat en €	
	2021	2 020	2021	2 020	2021	2 020	2021	2 020	2021	2 020	2021	2 020
Caution fédérale	1 794 493	1 341 779	589 316	68 154	750 951	1 664 912	220 299	230 384	-1 592 819	-1 663 575	1 762 241	1 641 655
Caution locative	21 702	20 336	-1 263	1 709	0	818	0	10	-9 513	-12 631	10 925	10 243
Chômage	400 724	437 682	-91 830	-110 859	28 821	27 195	3 119	3 636	-163 373	-180 437	177 462	177 217
TOTAL	2 216 920	1 799 797	496 222	-40 996	779 772	1 692 926	223 418	234 031	-1 765 705	-1 856 642	1 950 628	1 829 115

➤ Les contrats en portefeuille, les mutuelles adhérentes et les principaux résultats

☞ La convention d'assurances collectives de cautionnement de prêts immobiliers (CACCPPI) dénommée également « caution fédérale » relevant de la branche 15

Elle est souscrite par 23 mutuelles.

L'Union reçoit les demandes de souscription à cette Convention de la part des mutuelles et son Conseil d'administration décide de l'acceptation ou du refus de chaque souscription.

En tout état de cause, l'entrée dans la caution fédérale nécessite l'adhésion à l'Union.

Une fois souscrite, la caution apportée par MFPrécaution est proposée par les mutuelles à leurs adhérents à travers l'ensemble de leur communication et de leur réseau de conseillers mutualistes.

En 2021, le nombre de nouveaux dossiers cautionnés était de **1 835** contre 1.535 l'an dernier représentant **un encours nouveau de 374,9 M€** contre 284,4 M€ en 2020 et 328,1 M€ en 2019.

Le nombre de prêts sur lequel la garantie de l'Union est engagée était, à la fin de l'exercice 2021 de **67.872** contre 73.227 prêts pour un encours cautionné au 31 décembre 2021 de **3.560,9 M€**. Il était de 3.698,6 M€ un an auparavant.

Le chiffre d'affaires de la caution fédérale était en 2021 de **1,87 M€** contre 1,42 M€ l'an dernier. Il résulte de l'application du taux d'appel de cotisation approuvé par l'Assemblée générale à l'encours nouveau cautionné de l'année.

Le résultat technique du contrat est une nouvelle fois très positif en 2021 du fait d'une sinistralité qui, à l'instar des années précédentes, reste particulièrement faible à **390,35 K€** (668,50 K€ en 2020) d'appels en garantie et de frais payés pour **925,21 K€** de récupérations (661,99 K€ en 2020), permettant ainsi à l'Union de récupérer sur l'exercice plus que ce qu'elle a dû payer aux banques.

Le contrat de caution, la CACCPPI était réassuré en 2021 comme depuis 2018 au titre d'un traité quinquennal 2021-2025 en stop/loss.

Le ratio P/C brut ressort négatif à **- 25,8 %** compte tenu de la sinistralité négative. Le P/C net est également négatif à **- 26,7 %**.

☞ La convention de cautionnement des baux d'habitation dénommée également « caution locative » qui relève également de la branche 15

Elle est souscrite par MNFCT / MNT / MAEE / MASFIP / Mutuelle des Douanes Atlas / MMJ et depuis le 1^{er} janvier 2017, Harmonie Mutuelle section Fonction publique.

C'est une activité très marginale puisque **43 cautions locatives** ont été accordées en 2021 (54 en 2020) et le **stock de caution locative** au 31/12/2021 s'élevait à **147 dossiers** (179 à fin 2020). **Son chiffre**

d'affaires ressort à un peu plus de **21,70 K€** (20,37 K€ en 2020) avec un résultat positif de **9,7 K€** (il était positif l'an dernier à 10,2 K€).

Le contrat n'est pas significatif et n'est pas réassuré.

✚ **Le contrat d'assurances emprunteurs « perte d'emploi » dénommée aussi « contrat « chômage » relève de la branche 16**

Il est souscrit par MAEE / MNH / MCDEF / CDC Mutuelle / MCF / MNFCT / MGP / AMMPAN / MGEFI / LAMIE / INTERIALE / MMJ / MGAS / MSPP / MSP / MVTE / MTH / HFP/ MNT.

Ce contrat de **11.102 adhérents** (12.125 adhérents l'an dernier) est coassuré avec CNP Caution, cette dernière en étant l'apériteur. La quote-part de MFPrécaution est de 30% et n'est pas réassurée.

Au titre de la quote-part coassurée, le chiffre d'affaires du contrat en 2021 était de **400,7 K€** (437,7 K€ l'an dernier) et son résultat créditeur de **177,5 K€** (contre 177,2 K€ en 2020).

Le P/C brut du contrat est en 2021 de **22,92 %** (25,3 % l'an dernier) tandis que le P/C net est à **15,72 %** (19,1 % en 2020).

A.3 Résultats des investissements

Le résultat des investissements se monte en 2021 à **467,7 K€** (intégrant les frais internes de gestion financière) contre 457,9 K€ en 2020.

Types d'Actifs	Valeur de marché	Produits	Charges	Résultat des investissements		+/- values latentes
				2021	2020	
Obligations	10 260	260	21	239	294	305
Actions						
OPCVM Action	6 936	214	0	214	112	2 327
OPCVM Obligataire	14 850	5	0	5	-28	1 858
OPCVM Monétaire	735	0	3	-3	-6	0
SCPI	2 075	111	0	111	81	190
Immobilier	2 654	19	31	-12	68	134
Autres dépôts (compte sur livret)	3 642	2	0	2	1	0
Autres charges financières (dont frais de gestion...)			88	-88	-64	
Total	41 154	611	144	468	458	4 813

Quant aux plus-values latentes du portefeuille, elles sont en progression de 0,8 M€

A.4 Autres produits et dépenses importants

MFPrécaution ne dispose pas en 2021, d'autres produits ou dépenses importants participant au résultat hors ceux indiqués dans les paragraphes précédents.

En effet, la mission déléguée par les Mutuelles de pré-liquidation des dossiers de caution s'est réduite chaque année en raison de la dématérialisation des dossiers pour ne plus constituer en 2021, qu'un produit de **0,6 K€** (9,8 K€ en 2020).

A.5 Autres informations et perspectives

L'épidémie du coronavirus « covid-2019 » qui s'est propagé dans le monde entier à partir de 2020 entraînant deux confinements s'est poursuivie en 2021 obligeant l'Union à mettre en place le télétravail qui se poursuivra en 2022 et intégrera par la suite le mode d'organisation des services opérationnels de l'Union. Que ce soit pour la production nouvelle que pour les rétrocessions, la paralysie de 2020 des transactions immobilières et des tribunaux semble avoir été rattrapée en 2021 avec des nouvelles cautions en forte augmentation et des récupérations en très nettes augmentation. Parallèlement, il n'apparaît pas d'impact de cette crise sur la sinistralité qui est de son côté en très forte diminution.

Aucune autre information importante ou qualifiée comme telle par l'Union susceptible d'impacter l'activité ou les résultats n'est à mentionner.

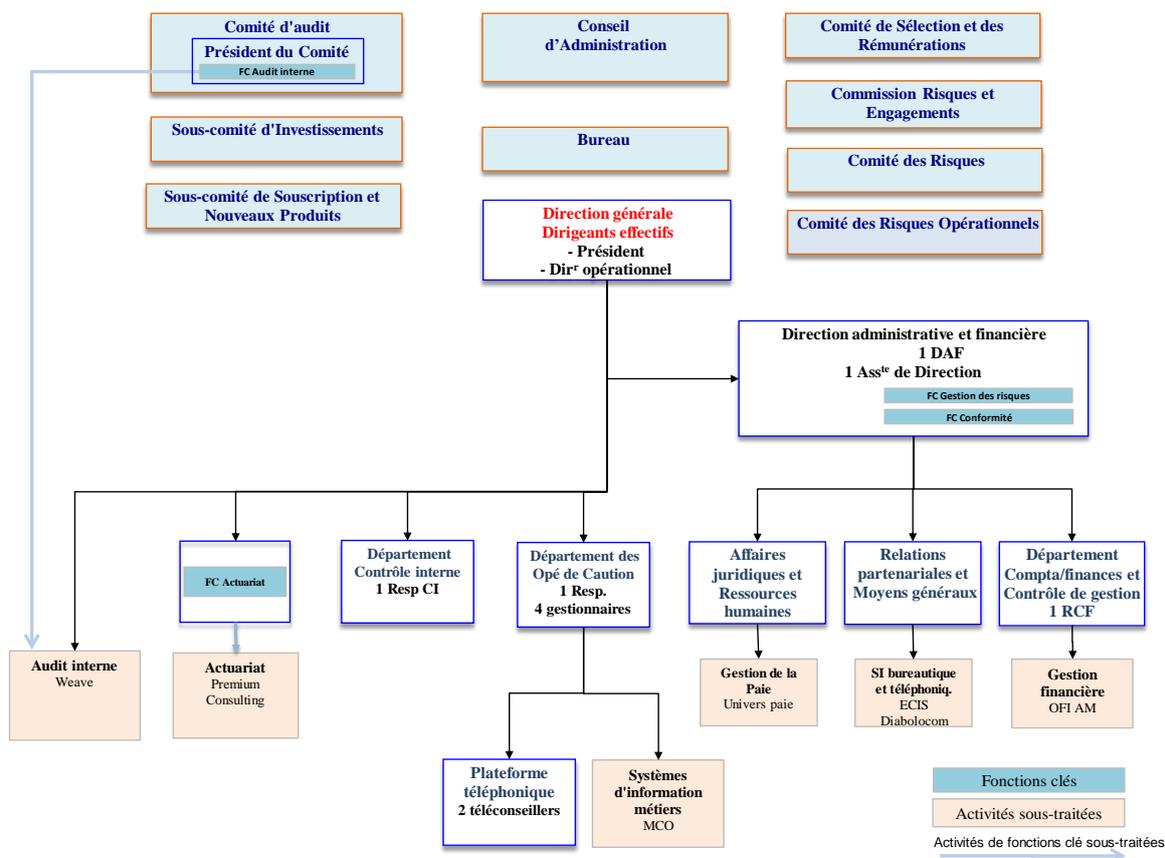
B Système de gouvernance

Le système de gouvernance de MFPrécaution fait l'objet d'une politique écrite nommée Charte de gouvernance et de Gestion des Risques, validée par le Conseil d'administration du 28 octobre 2015 et dont l'actualisation a été validée par le Conseil d'administration du 26 janvier 2022. Le système de gouvernance décrit ci-dessous a été instauré dans l'objectif d'une adaptation efficace au profil de risque de l'Union.

B.1 Informations générales sur le système de gouvernance

Le choix du système de gouvernance de l'Union a été opéré en conformité avec les articles 41 à 49 de la Directive, transposés aux articles L.114-21, L.211-121 à 14 du code de la mutualité et détaillés dans les articles 258 à 260, 266 à 275 des actes délégués.

La structure de l'Union et de sa gouvernance se présente comme suit.



(a) Structure et missions du Conseil d'administration de l'Union

➤ Séparation des responsabilités au sein du Conseil d'administration et comitologie

▪ Le Conseil d'administration est **présidé** par un administrateur élu par l'Assemblée générale. A la suite de sa réélection à la Présidence de l'Union par l'AG 2020, le Président de l'Union a été reconduit également dans sa fonction de Dirigeant effectif.

▪ Un **Bureau** est constitué au sein du Conseil d'administration. Les membres du Bureau, autre que le Président du Conseil d'administration, sont élus par le Conseil d'Administration, après chaque renouvellement partiel du Conseil et pour une durée de deux ans, dans les conditions précisées au Règlement intérieur. Le Bureau prépare en amont et suit en aval les travaux du Conseil d'administration. Il supervise leur mise en œuvre par le Directeur opérationnel. Le Bureau est composé de la façon suivante :

- le Président du Conseil d'Administration,
- un Vice-Président en charge de la continuité, de la sélection et des rémunérations,
- un Vice-Président en charge de la comptabilité, des finances et des investissements,
- un Vice-Président en charge de l'audit.

▪ Cette organisation est renforcée par des **Comités et sous-comités spécialisés**, en charge de la gestion des risques, mis en place afin notamment de satisfaire au principe des quatre yeux. Leur structure et leur organisation prennent en compte le principe de proportionnalité appliqué à MFP Précaution. Ces instances spécialisées sont les suivantes.

- **La Commission « risques et engagement » (CRE), composée des administrateurs ou, par délégation formalisée, leur représentant,** se prononce sur les dossiers relatifs à l'activité de caution. Elle a pour missions :
 - l'examen des dossiers contentieux arrivés à date,
 - l'examen des appels en paiement
 - la mise à prix des biens immobiliers saisis,
 - l'examen des demandes de position sur passage à perte,
 - l'examen des éventuels dossiers dérogoires de demandes de caution,
 - l'analyse des tableaux de bord d'activité et la situation du service caution,
 - le suivi de la bonne adéquation entre les offres de l'Union et leur marché cible

- **Le Comité d'audit est** constitué d'au maximum 4 administrateurs, élus à ces fonctions par le Conseil d'administration après chaque renouvellement par tiers. Le Président du Comité d'audit est élu par ledit comité. Il est fait en sorte que le président du Comité d'audit ne soit membre ou président d'aucun autre comité ou sous-comité de l'Union.

Ce comité a pour mission :

- d'analyser la cartographie des risques et reporter au Conseil les points majeurs ; de prendre connaissance du plan d'actions annuel du contrôle interne, de la conformité et de l'audit interne validé ensuite par le CA ; d'identifier, planifier et suivre des missions d'audit en toute indépendance ;
 - d'examiner les rapports d'audit réalisés notamment l'audit annuel des comptes réalisés par le Commissaire aux comptes et suivre la mise en œuvre des préconisations ; de se prononcer sur le projet de rapport sur le contrôle interne.
 - d'assurer le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations comptables et financières et en tout état de cause, l'ensemble des missions instaurées par les dispositions des articles 823-19 et 823-20 du code du commerce (créés par l'article 14 de l'ordonnance du 8 décembre 2008).
 - de se prononcer sur le bilan prudentiel, le rapport ORSA et les différents rapports annuels dont ceux des fonctions clés ou encore les rapports narratifs (SFCR et RSR) qui sont, par la suite, validés par le CA.
 - de valider le dispositif de gestion des risques (politique de gouvernance et de gestion des risques, politiques de risques).
 - d'auditer les travaux des commissaires aux comptes,
 - de présenter ses travaux, conclusions et recommandations au Conseil d'administration
-
- **Le Comité des risques (CdR),** présidé par le Président du Conseil d'administration, assure la gouvernance globale des risques. Il est responsable de la mise en œuvre des moyens utiles pour atteindre les objectifs de gestion des risques fixés par le Conseil d'administration de MFPrécaution.

Le Comité des risques a pour missions principales :

- de faire l'examen régulier de la cartographie exhaustive des risques de toute nature susceptibles d'avoir un impact financier,
- d'examiner les indicateurs sur le suivi des risques,
- d'examiner la politique générale de gestion des risques et de toutes les politiques associées,
- d'assurer le suivi de l'ORSA avec l'examen du rapport ORSA,
- d'auditionner les rapports des fonctions clés,
- de valider les délégations et politiques de risques avant approbation par le CA,
- de valider l'appétit au risque et la tolérance au risque avant approbation par le CA,
- de valider le plan de couverture des risques majeurs avant approbation par le CA,

- de valider le plan d'investissement avant approbation par le CA.

- **Le Comité de sélection et des rémunérations (CSR)**, est composé des membres du Bureau non-membres du Comité d'audit. Les membres du CSR élisent en leur sein un Président lors de la première réunion suivant l'Assemblée générale (en général, le Vice-président en charge de la continuité).

Le CSR a pour missions principales de :

- proposer au Conseil d'administration des questions relatives au statut personnel des mandataires sociaux et notamment les rémunérations ou avantages en nature,
- examiner les propositions relatives à la composition, organisation et fonctionnement du Conseil et des Comités (organisation élections),
- examiner sur proposition de la Direction générale, les candidatures aux fonctions clé telles que définies dans la Directive Solvabilité II,
- sélectionner l'équipe dirigeante (haut encadrement),
- sélectionner les futurs candidats administrateurs (compétence et honorabilité), examiner les comptes-rendus de mandat du Conseil et arrêter la politique de formation du Conseil d'administration,
- émettre des propositions en matière de politique salariale et d'avantages en nature,
- présenter ses travaux, conclusions et recommandations devant le Conseil d'administration.

- **Un sous-comité de souscription et nouveaux produits**, composé des membres du Bureau non-membres du comité d'audit. Il est présidé par le Président de l'Union et se réunit autant de fois que nécessaire et au minimum une fois par an, en présence du Directeur opérationnel, du responsable comptable et financier en charge de l'actuariat, et, le responsable de la fonction Gestion des risques. Le Sous-comité se réunit a minima tous les 6 mois, afin de suivre régulièrement l'état de la garantie, de son marché cible et de la stratégie de distribution mise en œuvre par l'Union, ainsi que de contrôler en tant que de besoin les processus de suivi et de modification des produits.

Le Sous-Comité de souscription et nouveaux produits a pour mission de :

- proposer des limites de risque et décision d'introduction ou de modification d'un produit (tarif, garanties) sur dossier présenté en séance,
- suivre la position du passif (sinistralité, S/C, taux de chute, etc...),
- suivre la rentabilité a posteriori,
- suivre l'environnement économique,
- proposer / modifier des provisions à constituer et de la réassurance à mettre en place.

- **Un sous-comité des investissements (SCI)**, composé des membres du Bureau non-membres du comité d'audit. Le Vice-Président en charge de la comptabilité, des finances et des investissements est Président du Sous-Comité d'Investissement. Il se réunit autant de fois que nécessaire et au minimum une fois par trimestre, en présence du Directeur opérationnel, du Directeur administratif et financier et du Responsable comptable et financier.

Le Sous-Comité d'Investissement a pour mission :

- de suivre la couverture des risques de marché et de contrepartie : proposition des limites de risque et proposition de l'allocation stratégique et gestion sous mandat des autres actifs financiers, sauf intervention ponctuelle pour la sélection de certains titres (immobilier et participation),
- de choisir les investissements immobiliers à faire valider par le CA,
- de sélectionner les gestionnaires d'actifs,

- de contrôler la correcte application de l'allocation stratégique gérée sous mandat,
- de suivre la réalisation des plus-values, et la marge financière.

- **Un Comité des Risques Opérationnels (CRO),**

Il est composé du Directeur opérationnel, du DAF, du Responsable comptable et financier, du Responsable du Contrôle interne, du Responsable du département des opérations de Caution, et, selon les sujets abordés, du Président du Conseil d'administration.

Le Comité des Risques Opérationnels a pour mission l'identification, la gestion et le suivi du risque opérationnel.

L'Union veille à l'articulation et l'indépendance des différents organes, notamment dans une optique de prévention des conflits d'intérêt, ayant formalisé la composition détaillée de ces différentes instances, permettant le suivi des cumuls de représentation au sein de celles-ci.

La gouvernance de l'Union est ainsi fondée sur la complémentarité entre :

- les administrateurs élus (Conseil d'administration), et le Bureau,
- la Présidence et la Direction opérationnelle choisie pour ses compétences techniques et managériales (dirigeants effectifs),
- les comités et sous-comités,
- les fonctions clés en charge de prérogatives spécifiques (actuariat, gestion des risques, vérification de la conformité, audit interne), devant soumettre leurs travaux au Conseil d'administration.

Ainsi, les rôles et responsabilités d'acteurs ont été clairement définis et identifiés permettant de s'assurer de la correcte séparation des tâches entre les fonctions d'administration, de gestion et de contrôle. Les canaux de communication entre ses acteurs ont été également définis.

Les administrateurs membres du Bureau, des comités et sous-comités, représentent généralement les principales mutuelles constituant le Conseil d'administration, soit une part significative de l'activité de l'Union (environ 82%), la fréquence de réunion de ces instances permettant ainsi d'associer mensuellement les grands acteurs de l'activité au pilotage de l'Union.

➤ **Les fonctions clés**

▪ **La fonction-clé « Gestion des risques »** doit mettre en place un système présentant les risques et leur interdépendance. Son périmètre comprend plusieurs domaines, tels que le provisionnement, la gestion actif-passif, la réassurance, ainsi que des risques opérationnels, de liquidité et de concentration. Plus précisément (Règlement délégué Commission Européenne novembre 2014), la fonction Gestion des risques s'acquies de toutes les missions suivantes :

- aider l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle et les autres fonctions à mettre efficacement en œuvre le système de gestion des risques ;
- assurer le suivi du système de gestion des risques ;
- assurer le suivi du profil de risque général de l'entreprise dans son ensemble ;
- rendre compte des expositions au risque de manière détaillée et conseiller l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle sur les questions de gestion des risques, y compris en relation avec des questions stratégiques telles que la stratégie de l'entreprise, les opérations de fusion-acquisition et les projets et investissements de grande ampleur ;
- identifier et évaluer les risques émergents.

▪ **La fonction clé « Audit interne »** a pour rôle de vérifier le bon fonctionnement et la qualité du contrôle permanent au sein de l'Union. Il a également pour mission de réaliser périodiquement des contrôles de délégation visant à vérifier le respect des obligations découlant de la souscription de contrats ou des délégations de gestion octroyées aux partenaires mutualistes et autres. Au terme de chaque mission, l'audit émet des recommandations visant à améliorer les procédures de contrôles mises en œuvre.

▪ **la fonction clé « Actuariat »**, a pour rôle de garantir l'exactitude des hypothèses, des données et des calculs utilisés pour les provisions techniques. Elle contribue également à la politique de souscription et de réassurance et à la modélisation des risques, ainsi qu'à une mise en œuvre effective du système de gestion des risques. Cette fonction est confiée au Responsable comptable et financier de l'Union et son activité est sous-traitée à l'associée du Cabinet Premium en charge de l'actuariat de l'Union.

▪ **La fonction clé « Vérification de la conformité »** a pour principale mission de conseiller le Conseil d'administration, la Direction générale et les services, sur le respect de la conformité de l'assureur aux lois et règlements en vigueur. La fonction Conformité a également en charge le suivi et le contrôle des activités déléguées.

La fonction Conformité met en place une politique de conformité et un plan de vérification de la conformité. La politique de conformité définit les responsabilités, les compétences et les obligations de reporting de la fonction de vérification de la conformité. Le plan de vérification de la conformité détaille les activités prévues pour la fonction Conformité, lesquelles couvrent tous les domaines d'activité pertinents de l'entreprise d'assurance ou de réassurance et leur exposition au risque de non-conformité.

Il incombe notamment à la fonction Conformité d'évaluer l'adéquation des mesures adoptées par l'Union pour prévenir toute non-conformité.

Au sein de MFPrécaution, le risque de non-conformité est partie intégrante du risque opérationnel couvert par le dispositif de contrôle interne.

La fonction Conformité s'assure de la complétude du dispositif de contrôle interne et de ses modalités d'évaluation.

La cartographie du risque de non-conformité et des moyens de maîtrise développés par MFPrécaution est réalisée dans le cadre du déploiement du contrôle interne. Ces moyens de maîtrise incluent notamment :

- une veille juridique et jurisprudentielle dans le domaine de la mutualité et de l'assurance, ainsi que dans celui des professions comptables ou fiscales,
- le recours à l'assistance externe sur des sujets particuliers (conseils juridiques, prestataires spécialisés...),
- la sensibilisation de l'ensemble des salariés sur la nécessité d'identifier, comprendre et résoudre les problématiques rencontrées par le management de MFPrécaution.

Dans le cadre de ses travaux de veille juridique, MFPrécaution :

- participe régulièrement aux réunions d'information organisées par les instances de contrôle ou professionnelles (ACPR, FNMF...),
- dispose d'abonnements à des revues d'information lui permettant d'être sensibilisée aux évolutions de la réglementation.

En conséquence, les moyens de suivi et de reporting aux organes de gouvernance de MFPrécaution du risque de non-conformité sont analogues à ceux du dispositif de contrôle interne.

(b) Changements importants du système de gouvernance

La structure de la gouvernance n'a pas évolué par rapport à l'exercice précédent.

(c) Politique et pratiques de rémunération des administrateurs et des salariés

➤ Principes de la politique de rémunération, y compris explication de l'importance relative de la part fixe et de la part variable de la rémunération

Les dispositifs mis en place au sein de MFPrécaution font l'objet d'une politique écrite présentée et validée par le Conseil d'administration du 28 octobre 2015. Elle a été actualisée puis validée par le CA du 26 janvier 2022.

Le Comité Sélection et Rémunérations (CSR) est chargé d'évaluer de manière régulière et indépendante la politique de rémunération appliquée et s'assure qu'elle n'est pas susceptible d'entraîner des conflits d'intérêt, qu'elle n'autorise pas de possibilité de manipulation ou d'incitations négatives, et qu'elle respecte les contraintes du budget. Il s'assure de la compatibilité de la politique et des pratiques de rémunération établies avec la stratégie de gestion de l'activité et des risques, et de sa cohérence avec le profil de risque.

Le CSR propose au Conseil d'Administration le montant global des rémunérations versées, ainsi que le taux global des augmentations des salariés de l'Union (enveloppes globales d'augmentation générale et individuelle) et est informé des rémunérations des Dirigeants effectifs et des fonctions clés.

▪ La rémunération des administrateurs et dirigeants

Les fonctions d'administrateur sont exercées à titre gratuit au sein de l'Union.

Seul, le Président perçoit une indemnité, proposée par le Comité de Sélection et des rémunérations et validée chaque année par l'Assemblée générale. Le Comité de Sélection et des Rémunérations (CSR) examine et propose la rémunération du Président pour l'année à venir, en fonction des évolutions administratives (champ des responsabilités, pouvoirs accordés, temps passé etc...) et des avantages en nature considérés.

Les frais de voyage, de réunion et d'hébergement des membres du Conseil d'Administration restent à la charge de chaque mutuelle concernée conformément à l'usage en vigueur dans les structures à l'origine de l'Union (MFP). Seuls sont pris en charge, les frais de restauration lorsque le repas concerné est décidé et organisé par l'Union.

▪ La rémunération des collaborateurs

S'agissant de la rémunération du Directeur opérationnel, par ailleurs dirigeant effectif de l'Union aux côtés du Président du Conseil d'administration, son salaire de base brut est arrêté par le CSR sur proposition du Président. Il bénéficie par ailleurs de tous les avantages accordés à l'ensemble des personnels sous contrat avec l'Union et **d'aucun autre avantage particulier.**

La politique et les pratiques en termes de rémunération appliquées à l'ensemble des collaborateurs de l'Union est définie dans le cadre d'une politique validée par le Conseil d'administration du 28 octobre 2015 et actualisée par celui du 26 janvier 2021.

Une attention particulière a été portée dans le cadre notamment de la rémunération variable, exclusivement fondée sur des critères individuels objectifs et quantifiables, au fait de ne pas créer de conflit d'intérêt pour le collaborateur pouvant créer une incitation négative contraire aux intérêts de l'Union, de ses mutuelles adhérentes et de leurs adhérents eux-mêmes. Ainsi par exemple, aucun commissionnement n'est attribué sur le nombre de dossiers acceptés. Ce point a fait par ailleurs l'objet d'une attention toute particulière à l'occasion de la mise en conformité à la Directive sur la Distribution en Assurance (DDA) entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2018, l'analyse réalisée à cette occasion ayant

confirmé qu'aucun collaborateur ne percevait de commissionnement lié à la distribution du produit « Caution » ni d'aucun produit de l'Union.

De la même façon, les critères d'octroi de l'intéressement sont fondés sur des données collectives et objectives.

La Direction a ainsi mis en place les modalités de rémunérations suivantes :

- d'une part, un système de rémunération directe, structurée autour d'un salaire fixe de base et d'un salaire variable sur objectifs annuels visant à promouvoir et récompenser la performance individuelle et l'implication des collaborateurs,
- d'autre part, la mise en place d'un système de rémunération indirecte (intéressement) et d'une gestion d'œuvres sociales par l'employeur, visant à promouvoir et récompenser les performances collectives et la motivation des collaborateurs, et venant s'ajouter à d'autres avantages sociaux qui leur sont accordés (chèques déjeuners, mutuelle Santé, retraite supplémentaire et prévoyance complémentaire).

➤ Critères de performance individuelle et collective ouvrant droit à l'attribution d'options sur actions, d'actions ou d'autres composantes variables de la rémunération

Aucune attribution d'options sur actions ou d'actions n'est instaurée au sein de l'Union. Les critères d'attribution de la partie variable de salaire sont des critères individuels objectifs et quantifiables, fondés sur les rôles et missions de chaque collaborateur. Les critères d'octroi de l'intéressement égale à un pourcentage de la masse salariale, sont fondés sur les thèmes suivants.

1	Nombre de dossiers p/e/charge + Nombre d'attentes p/e/charge / effectif moyen de l'année
2	Durée moyenne des stocks de dossiers et attentes
3	Moyenne de mise en œuvre des PCP+ pourcentage moyen de conformité des PCP
4	Frais de fonctionnement (hors investissements) / Effectif moyen de l'année
5	Pourcentage moyen d'atteinte des objectifs individuels

➤ Principales caractéristiques des régimes de retraite complémentaire et de retraite anticipée des administrateurs et des titulaires d'autres fonctions clés

Les administrateurs autres que le Président, ne bénéficient d'aucun avantage de retraite. Au même titre que tous les autres salariés de l'entreprise, les fonctions-clés et les dirigeants effectifs salariés bénéficient des régimes de retraite complémentaires et supplémentaire (contrat collectif de retraite à cotisations définies de 1% à la charge de l'employeur) mis en place par l'entreprise. Le Président quant à lui, cotise sur ses indemnités, uniquement aux régimes de retraite complémentaires de l'AGIRC et de l'ARRCO.

(d) Transactions importantes conclues pendant la période de référence avec des actionnaires, des personnes exerçant une influence notable sur l'Union ou des membres du Conseil d'administration

Au titre de l'exercice 2021, une convention réglementée a été conclue par l'Union : avenant au contrat de caution locative avec la mutuelle MASFIP, approuvée par le Conseil d'administration du 17 octobre 2021, en raison d'un administrateur commun à MFPrécaution et à la MASFIP.

B.2 Exigences de compétence et honorabilité

Conformément aux obligations découlant de la loi bancaire de 2013 ainsi qu'à l'article 42 de la directive cadre Solvabilité 2, transposées à l'article L.114-21 du code de la mutualité, l'ensemble des dirigeants et responsables de fonctions clés est soumis à une exigence double de compétence et d'honorabilité. Les processus relatifs aux compétences et honorabilité individuelle des dirigeants effectifs de l'entreprise et des responsables des fonctions clé, ainsi que la compétence collective de l'organe dirigeant et des corps de contrôle font l'objet d'une formalisation précise au sein de la Politique Ressources Humaines, ainsi que des procédures associées.

(a) Description des exigences d'aptitudes, de connaissances et d'expertise appliquées par l'Union aux personnes qui la dirigent effectivement ou qui occupent d'autres fonctions clés en son sein

L'analyse et l'évolution des connaissances et expertises des personnes concernées est effectuée lors de leur sélection et par la suite sur une base continue, dans les domaines suivants :

- Connaissance du marché,
- Stratégie d'entreprise et modèle économique
- Système de gouvernance
- Analyse financière et actuarielle
- Cadre et dispositions réglementaires

Les procédures sur l'appréciation de la compétence et de l'honorabilité ont été formalisées et intégrées dans la Politique Ressources Humaines.

(b) Processus d'appréciation de la compétence et de l'honorabilité

➤ Compétence

Le principe de compétence exigé dans le cadre de Solvabilité II doit s'appliquer à tous les administrateurs de l'Union, les dirigeants effectifs ainsi qu'à toute personne occupant des fonctions clés.

L'évaluation de cette compétence est fondée notamment sur les formations, initiales et/ou professionnelles, les parcours dans les instances internes ou externes notamment dans les mutuelles d'origine, l'expérience de problématiques spécifiques relevant de la mutualité, des institutions de prévoyance ou de l'assurance, l'expertise de sujets précis.

Les salariés occupant ou pouvant être menés à occuper des fonctions clé font l'objet, lors de leur recrutement, d'un entretien avec les Dirigeants effectifs au cours duquel sont vérifiés et/ou testés les diplômes obtenus, les expériences professionnelles, les compétences.

Salariés occupant des fonctions clé, dirigeants effectifs et administrateurs ne peuvent voir leur fonction validée et proposée aux autorités concernées (Conseil d'administration, Assemblée générale et/ou ACPR) que sur production d'un dossier complet, incluant :

- identité et justificatifs,
- profession et expériences professionnelles,
- formations initiales et diplômes,
- formations professionnelles,
- mandats dans des conseils d'administration, notamment dans le monde mutualiste et dans les assurances, ou au sein d'Associations professionnelles représentatives de l'économie sociale.

Les potentiels conflits d'intérêt doivent être mentionnés, ainsi que les détentions significatives d'actions ou de participations au sein d'autres entreprises.

Le Comité de Sélection et des Rémunérations (CSR) est chargé de l'étude de chaque dossier pour les administrateurs, le Président et, s'agissant des salariés, pour le Directeur opérationnel.

Pour les administrateurs, le CSR doit présenter au Conseil d'Administration puis à l'Assemblée générale, un avis sur les candidatures reçues.

Dans le cadre de la nécessaire formation des administrateurs aux évolutions de l'environnement réglementaire, l'Union organise par ailleurs, au minimum une fois par an, une session de formation ou de sensibilisation aux problématiques d'actualité, qu'elles soient techniques, juridiques, professionnelles...

En 2020, un livret d'accueil des nouveaux administrateurs de l'Union a été formalisé, reprenant la plupart de ces formations et présentant de façon complète l'activité de l'Union, son fonctionnement ainsi que son dispositif de gestion des risques.

A partir de l'exercice 2022, des modules de formation techniques spécifiques à MFPrécaution seront présentés à la fin de chaque CA par les DE ou les FC.

Les dirigeants effectifs, les responsables de fonctions clés et fonctions cadres de l'Union suivent les mêmes formations que les administrateurs, en plus des formations individuelles éventuellement suivies.

Un suivi des compétences individuelles de chaque fonction concernée (administrateurs, dirigeants, fonctions clés) est assuré à travers notamment l'actualisation une fois par an des CV, permettant d'une part, de vérifier le respect des exigences de compétence individuelle et, d'autre part, d'évaluer et asseoir la compétence collective du Conseil d'administration dans les domaines des marchés de l'assurance et des marchés financiers, de la stratégie de l'Union, de son modèle économique, de son système de gouvernance, de l'analyse financière et actuarielle et des exigences législatives et réglementaires applicables à l'Union. Depuis 2020, le formulaire de mise à jour annuelle des compétences a intégré un questionnaire déclaratif des compétences et expérience des administrateurs sur 13 items jugés essentiels pour la gestion d'une Union mutualiste, afin de formaliser un état de la compétence individuelle et collective du CA. Ce travail a été complété durant l'exercice 2021 par la formalisation complète non seulement des auto-évaluations, mais également des formations initiales et continues, ainsi que des expériences professionnelles, permettant ainsi d'avoir une vision globale synthétique de la compétence individuelle et collective du CA, outil qui devra permettre un meilleur suivi de la conformité de la gouvernance de MFPrécaution aux règles du secteur de l'Assurance.

La détection en cours de mandat ou de mission d'une insuffisance ferait l'objet d'une analyse et d'une demande ou organisation, le cas échéant, d'une remise à niveau.

➤ Honorabilité

L'honorabilité des administrateurs, des dirigeants effectifs et des personnes occupant des fonctions clés est analysée et appréciée par MFPrécaution conformément aux dispositions des articles L. 612-23-1 et R.612-29-3 du code monétaire et financier, ainsi que celles des articles L.114-21, R.114-9 et R.211-13 du code de la Mutualité (Dispositions en vigueur au 1^{er} janvier 2016).

Une déclaration sur l'honneur attestant du respect de la condition d'honorabilité et le bulletin n°3 du casier judiciaire de moins de trois mois sont joints au dossier lors du dépôt de candidature.

Par ailleurs, chaque année, en même temps que la vérification de la compétence, un dossier est adressé à tous les administrateurs aux fins de mises à jour de leur dossier et de l'extrait de casier judiciaire.

Par ailleurs, l'Union s'assure tout au long du mandat des administrateurs de leurs conditions d'honorabilité. En effet, un dossier leur est adressé chaque année en amont de la réalisation du rapport de gestion, leur demandant de nous adresser un extrait de casier judiciaire à jour, un CV réactualisé si des évolutions ont eu lieu depuis l'année précédente, et un questionnaire à compléter sur l'évolution de leurs différents mandats au sein d'autres organismes.

D'autre part, chaque renouvellement par tiers faisant l'objet d'un appel à candidatures, celles-ci ne sont acceptées que sur production également d'un dossier complet permettant l'analyse par le Comité de sélection et rémunérations du respect des conditions d'honorabilité. Les mêmes formalités sont appliquées au Président du Conseil d'administration, en sa qualité d'administrateur et de dirigeant effectif. Ces dispositions sont également appliquées au second dirigeant effectif et aux fonctions clés.

Enfin, MFPrécaution est soumise et respecte les dispositions de l'article 42 de la Directive Solvabilité 2, de la loi de séparation et de régulation des activités bancaires (loin°2013-672 du 26 juillet 2013) et son décret d'application n°2014-1357 du 13 novembre 2014, introduisant depuis 2015 de nouvelles obligations de notification en matière de gouvernance.

Les mêmes formalités annuelles de vérification des conditions d'honorabilité sont appliquées au Président du Conseil d'administration, en sa qualité d'administrateur et de dirigeant effectif. Enfin, elles sont également appliquées au second dirigeant effectif et aux fonctions clés.

B.3 Système de gestion des risques, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité

(a) Description du système de gestion des risques

Afin de maîtriser les risques liés à son activité, la gestion effectuée par les opérationnels et leur hiérarchie, MFPrécaution a mis en place un dispositif de gouvernance de nature à assurer une gestion saine et prudente de l'Union, à appréhender l'ensemble des risques auxquels elle peut être exposée, à court ou long terme.

Il s'appuie également sur :

- une organisation garantissant la séparation des tâches et l'exercice du contrôle,
- le principe des 4 yeux, chaque décision significative devant être validée par au moins deux responsables,
- l'organisation de plusieurs niveaux de contrôle, calqués sur le modèle des 3 lignes de maîtrise,
- un cadre de risques revu annuellement, déterminant l'appétence et la tolérance aux risques, défini par le Conseil d'administration en lien avec sa stratégie,
- les politiques de gestion des risques fixant les indicateurs de suivi des risques,
- un processus de reporting et de suivi régulier des indicateurs et limites,
- une comitologie adaptée associant les dirigeants effectifs et les fonctions clé.

(b) Structure organisationnelle du dispositif de gestion des risques

Le Conseil d'administration et la Direction sont particulièrement vigilants quant à la mise en œuvre des ressources et moyens contribuant à l'objectif de maîtrise des risques, afin de renforcer l'assurance raisonnable apportée au Comité d'audit que les risques acceptables résultant de la stratégie sont identifiés et maîtrisés.

Le dispositif est pleinement intégré à l'organisation et au processus décisionnel.

Le processus d'identification des risques se déroule à la fois au niveau de la Direction et au niveau opérationnel. Les fonctions chargées d'évaluer des risques spécifiques contribuent également au dispositif global de gestion des risques. Il en découle ainsi une hiérarchisation des risques en fonction de leur corrélation avec les objectifs, les valeurs ou les ressources de l'Union.

La structure en trois lignes de maîtrise du dispositif de maîtrise globale des risques permet une approche efficiente des rôles et responsabilités du management opérationnel, des fonctions transverses et de l'audit interne. Ainsi, la 1^{ère} ligne de maîtrise des activités est constituée par les opérationnels, la 2^{ème} ligne étant constituée des services fonctionnels responsables de domaines d'expertise et des fonctions dédiées à l'animation du dispositif global de maîtrise des risques. Enfin, la fonction d'audit interne, indépendante et rattachée au plus haut niveau de l'organisation, constitue la 3^{ème} ligne de maîtrise.

	1 ^{ère} ligne de maîtrise		2 ^{ème} ligne de maîtrise	3 ^{ème} ligne de maîtrise
	Fonctions opérationnelles	Fonctions « spécialistes »	Fonctions « Risques »	Fonctions « Audit »
Périmètre	Toutes les fonctions : Production, comptabilité, SI, RH, Moyens généraux, etc.	Finances / Actuariat (tarification, provisionnement, sous-traitance, etc.)	- Gestion des Risques, - Contrôle interne, - Conformité, - Actuariat	Audit interne
Principes et normes de la politique des Risques	N/A	Propose	Reçoit et valide / propose	Réalise des revues indépendantes et a posteriori sur : - la pertinence des dispositifs - leur correcte application
Mise en œuvre de la politique de risque	Applique	Propose / Applique	Coordonne	
Contrôle du risque	Applique / Propose	Applique / Propose	Supervise, consolide, analyse	
Reporting du risque	Produit	Produit / Analyse	Consolide, analyse, pilote	
Plans d'action du risque	Applique	Propose / Applique	Valide et pilote	

Les fonctions clés sont sous la supervision du Directeur opérationnel, qui, responsable du système de gestion des Risques, a pour principales missions de :

- superviser le système de gestion des risques,
- s'assurer de la mise en œuvre de la gestion des risques,
- s'assurer de la mise en œuvre de la stratégie de gestion des risques.

➤ Comités et sous-comités en charge de la gestion des risques

Les comités en charge de la gestion des risques sont mis en place notamment afin de satisfaire au principe des 4 yeux. Leurs structures et leur organisation prennent en compte le principe de proportionnalité appliqué à MFPrécaution.

Depuis fin 2015, cette organisation est renforcée par la création de comités et sous-comités structurés par risque.

Politiques	Comités impliqués	Propriétaire du risque	Mise à jour de la politique
-------------------	-------------------	------------------------	-----------------------------

	Contrôle		Pilotage et suivi des risques					Directeur opérationnel	DAF	Responsable comptable et financier	Responsable département caution	Responsable Contrôle interne	
	Conseil d'administration	Comité d'audit	Comité des Risques	Sous-comité d'investissement	Sous-comité Souscription et	Comité des Risques	Comité Sélection et rémunérations						
Risque de gestion financière	X	X	X	X				X		X			DAF et RCF
Risque de souscription	X	X	X		X			X					DO et RCF
Risque opérationnel	X	X	X			X		X					DO
Risque sous-traitance	X	X	X			X			X				DAF
Risque RH	X		X				X		X				DAF
Risque stratégique	X	X	X					X					DO
Contrôle interne et conformité	X	X	X			X			X			X	CI/DAF
Gestion des risques et ORSA	X	X	X					X	X				FC risques.
Audit interne	X	X						X					FC Audit

➤ Rôle spécifique de la fonction clé « Gestion des risques »

Cette fonction est une fonction clé au sens de la Directive. Elle est assurée par le DAF de l'Union, placé sous la responsabilité du Directeur opérationnel.

➤ Processus de décision et de reporting

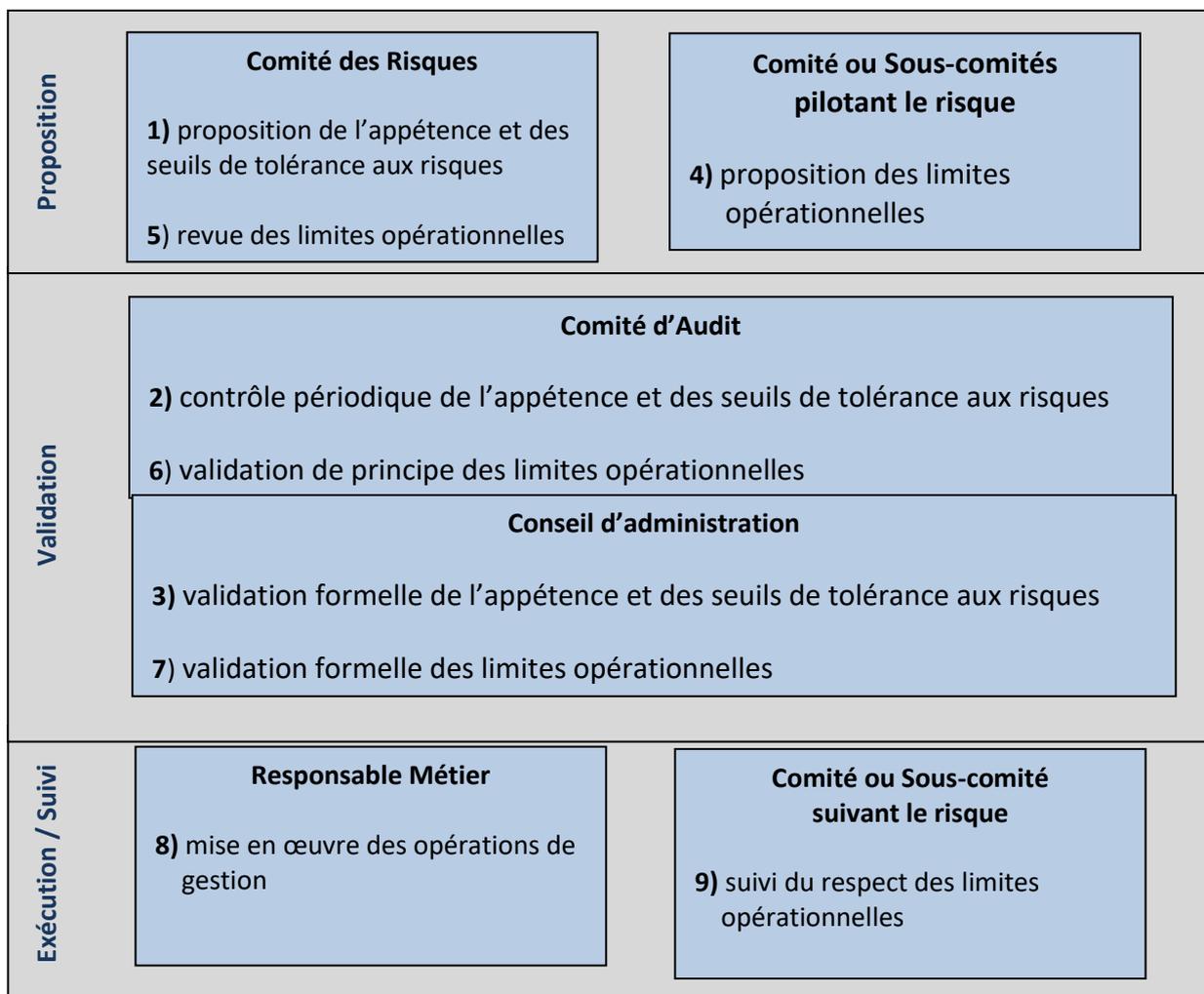
Le processus de décision et reporting s'applique à l'ensemble des risques décrits dans les politiques de risques.

Ce processus est destiné à garantir :

- une hiérarchisation de la prise de décision,
- l'application de la règle des 4 yeux : toute décision engageant la société doit être prise par au minimum deux personnes,
- un suivi efficace des risques,

- un reporting et un suivi régulier des indicateurs et limites remontant jusqu'à la Direction et le Conseil d'administration, ainsi que les modalités d'alerte en cas de détection de risques importants potentiels ou avérés.

Le processus de MFPrécaution se décline ainsi selon les étapes suivantes.



➤ **Corpus documentaire et organisation**

Une Charte de gouvernance et de gestion des risques, qui s'exprime au travers :

- d'un dispositif de gestion des risques,
- d'outils d'évaluation des risques,
- de l'organisation et du processus de maintenance de la gouvernance des risques,
- de l'organisation et du processus de communication de la gestion des risques,
- une comitologie renforcée.

(c) Evaluation interne des risques et de la solvabilité

L'ORSA (Own Risk and Solvency Assessment ou Evaluation interne des risques et de la solvabilité) est un processus interne d'évaluation des risques et de la solvabilité de l'organisme. Il doit illustrer la capacité de l'organisme à identifier, mesurer et gérer les éléments de nature à modifier sa solvabilité ou

sa situation financière. Aussi, sa déclinaison opérationnelle en fait-il un outil d'analyse décisionnelle et stratégique de premier plan.

L'ORSA est défini à l'article 45 de la directive Solvabilité II, les nouvelles dispositions de l'article R. 354-3 du code des Assurances découlant du Décret no 2015-513 du 7 mai 2015 précisant que cette évaluation doit porter au moins sur les éléments suivants :

- a) Le besoin global de solvabilité y compris les exigences supplémentaires nées de la circulaire de l'ACPR du 25 juillet 2017, compte tenu du profil de risque spécifique, des limites approuvées de tolérance au risque et de la stratégie commerciale de l'entreprise,
- b) Le respect permanent des exigences de capital et des exigences concernant les provisions techniques prudentielles,
- c) L'écart entre le profil de risque de l'entreprise et les hypothèses qui sous-tendent le capital de solvabilité requis prévu.

L'ORSA doit ainsi :

- permettre à l'Union d'évaluer le besoin global de solvabilité par la mise en place de procédures qui sont proportionnées à la nature, à l'ampleur et à la complexité des risques inhérents à son activité et qui permettent d'identifier et d'évaluer les risques auxquels elle est exposée, ou auxquels elle pourrait être exposée,
- faire partie intégrante de sa stratégie. L'Union doit en tenir systématiquement compte dans ses décisions stratégiques,
- être mis en œuvre au moins une fois par an et, en cas d'évolution notable de son profil de risque.

L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolutions est informée des conclusions de chaque évaluation interne des risques et de la solvabilité.

➤ Processus ORSA de MFPrécaution

La réflexion et les travaux menés par MFPrécaution pour mettre en place son évaluation interne des risques et de la solvabilité ont abouti à la mise en évidence des risques additionnels propres à l'Union, à la construction des indicateurs spécifiques à ses besoins internes, et à la définition du niveau cible agrégé de risque permettant à la fois d'atteindre les objectifs de croissance et de rentabilité, tout en conservant un niveau jugé acceptable de solvabilité.

Plus généralement MFPrécaution a fait en sorte de mettre en place un outil d'aide à la décision stratégique devant lui permettre, in fine, de réagir promptement et efficacement au contexte économique ou à d'autres facteurs de risques pour l'Union.

Le processus ORSA de MFPrécaution se déroule en plusieurs étapes.

- Identification et évaluation des risques,
- Détermination du profil de risque
- Analyse de la solvabilité et du besoin en capital,
- Détermination de l'appétence au risque et des limites de tolérance,
- Proposition du business plan (BP) à 10 ans qui inclut également la proposition de scénarii de stress définis en fonction du BP, de l'analyse du profil de risque de MFPrécaution, et faits marquants internes ou externes, connus ou redoutés,
- Vérification de la compatibilité entre le BP, l'appétence et les indicateurs de tolérance,
- Validation du BP à 10 ans,
- Rédaction du rapport ORSA,

Par ailleurs, une étude réalisée en octobre 2015 et communiquée à l'ACPR a permis de justifier l'utilisation du modèle standard. (annexe 6)

Ces travaux permettent à MFPrécaution de répondre aux 3 objectifs attendus du processus ORSA :

- évaluer le besoin global de solvabilité, compte tenu du profil de risque spécifique, des limites approuvées de tolérance au risque et de la stratégie de l'Union ;
- veiller au respect permanent des exigences de capital et des exigences concernant les provisions techniques prudentielles ;
- évaluer l'écart entre le profil de risque de l'Union et les hypothèses qui sous-tendent le capital de solvabilité requis prévu.

L'apparition dans les résultats de l'ORSA d'indicateurs d'appétence et de tolérance dépassant les seuils définis, entraînerait la consultation du Conseil d'administration de MFPrécaution qui devra tenir compte de ces résultats dans son processus décisionnel : modification des objectifs budgétaires à 10 ans, révision de l'appétence et des tolérances au risque de MFPrécaution.

MFPrécaution a décidé de plusieurs critères devant participer à la mesure de l'efficacité du processus ORSA, dont :

- le contenu des réunions du Comité des risques par rapport à ses missions et responsabilités,
- la fréquence et l'assiduité des membres aux réunions du Comité des risques,
- le suivi des actions de contrôles mises en place par le Comité des risques,
- le cadre et la méthodologie de détermination des stress et des tests.

Chaque comité propriétaire de risque (Sous-comité investissements, Sous-comité souscription et nouveaux produits, Comité des risques opérationnels, CSR) peut proposer et documenter des scénarii et tests au Comité des Risques.

▪ Périmètre

L'ensemble des risques de MFPrécaution doit être géré au travers de l'ORSA, que ces risques soient avérés, émergents, court terme ou long terme, risques servant à calculer le SCR ou risques non pris en compte dans le périmètre du calcul du capital de solvabilité requis, tels que le risque stratégique, risque de ressources humaines, ou risque opérationnel...

Le processus ORSA de MFPrécaution couvre ainsi l'ensemble des domaines de risques identifiés par l'Union dans le cadre de sa cartographie des risques :

- Risque financier,
- Risque de souscription et de provisionnement,
- Risque de défaut de contrepartie,
- Risque opérationnel,
- Risque stratégique et autres (réputation, liquidité, etc...).

▪ Période de projection

Avec les nouvelles exigences prudentielles de robustesse de la branche 15 édictées par l'ACPR, la durée de la planification stratégique de MFPrécaution est passée depuis 2018 de 5 à 10 ans. Cet ORSA, qui doit permettre à l'Union une évaluation prospective en cohérence avec ses processus stratégiques et décisionnels, est réalisé sur cette même période.

(d) Appétence aux risques

MFPrécaution fait le choix d'une **faible appétence au risque** et a défini des indicateurs quantifiables exprimant celle-ci, ces indicateurs assurant ensemble le lien entre les objectifs stratégiques, l'exposition au risque et la prise de risque que s'autorise MFPrécaution. Ces indicateurs sont réévalués annuellement par le Conseil d'administration.

Objectifs stratégiques retenus	Indicateurs d'appétence
Solvabilité	- Taux de couverture du SCR par les fonds propres > à 250% ou du nouvel EMS3 par les réserves > 100%
Qualité	- Délai de traitement des demandes au maximum de 5 jours - Taux de décroche > 80% (inchangés)
Positionnement par rapport à la concurrence	- Nombre de membres participants des Mutuelles ayant accès à la caution : minimum, un million de MP (Inchangé)
Gestion prudente, équilibrée	Sinistralité : - Taux de recouvrement : > 85% - Solde de recouvrement (rétrocessions – paiements) : > -1M€ (Inchangé) - Niveau de PB aux Mutuelles souscriptrices : > 0 (Inchangé)
	Financier : - Rendement comptable 1,00% minimum - Rating des émetteurs : Limité à BBB avec un maximum de 1,5 % pour le portefeuille pris dans sa globalité ou 3% par portefeuille délégué.
	Frais généraux : - réalisation du budget voté par le CA

(e) Seuils de tolérance

MFPrécaution a défini les seuils de tolérance ci-dessous, soumis à validation du Conseil d'administration.

- S'agissant du ratio Taux de couverture du SCR à 150% et de la nouvelle EMS3, celui-ci ayant été fixé au niveau d'appétence de 100%, le seuil de tolérance ne peut être inférieur et est donc égal au seuil d'appétence.
- Délai de traitement des demandes au maximum de 11 jours
- Taux de décroche >50%
- Nombre de membres participants minimum : 750.000
- Sinistralité : Solde de recouvrement (paiement – recouvrement) doit rester inférieur à 3 M€
- Financier : Rendement comptable 0,25% minimum.

(f) Processus de surveillance et de gestion

■ **Rôles et responsabilités, intégration dans le processus de gestion et de décision de l'Union**

Les parties prenantes au processus ORSA sont les suivantes.

- Le Conseil d'administration, qui valide la politique ORSA (définition des hypothèses du scénario central, des seuils de tolérance et appétence, des scénarios de stress tests...), l'ensemble des changements éventuels pouvant y être apportés a posteriori, les travaux mis en œuvre dans le cadre de l'ORSA et les conclusions de chaque ORSA,
- Le Comité d'audit, en charge de la supervision des travaux mis en œuvre par le comité des risques, du contrôle périodique de l'appétence et des seuils de tolérance aux risques, et de la validation de principe des limites opérationnelles,
- Le Comité des risques qui a pour vocation de rapporter aux Dirigeants la mesure et la surveillance de tous les risques sur l'ensemble des activités, en formulant d'éventuelles alertes et en proposant des actions pour une meilleure maîtrise. Il est en charge d'assurer le suivi de l'ORSA avec l'examen du rapport ORSA.
- Le Directeur opérationnel, qui est en charge de la rédaction des paramètres de la politique ORSA et, avec le Responsable de la fonction Gestion des risques, de la rédaction du rapport ORSA à soumettre à la validation des instances.
- Le Responsable comptable et financier qui, avec le cabinet Premium, a en charge la modélisation nécessaire aux calculs permettant de déterminer le SCR et son taux de couverture dans les différents scénarios de stress.
- Le Responsable de la fonction Gestion des risques, en charge de la politique ORSA et de la coordination centralisée du management des risques

■ **Restitution et communication**

Les résultats de l'ORSA, après les vérifications indépendantes et justifications adéquates apportées par les intervenants ci-dessus, sont repris dans le rapport ORSA établis par la Direction. Ce rapport est adressé au :

- Conseil d'administration,
- Comité d'audit,
- Comité des risques,
- Responsable de la fonction Gestion des risques,
- Les différents comités et sous-comités de MFPrécaution en lien avec l'ORSA (Comité des risques opérationnels, Comité de sélection et de rémunération, Sous-comité Investissement et le Sous-comité de souscription et nouveaux produits).

MFPrécaution communique à l'ACPR son ORSA dans un délai de quinze jours après sa validation par le Conseil d'administration.

■ **Contrôle périodique**

La mise en œuvre du contrôle périodique de MFPrécaution est assurée par le Comité d'audit, conformément au dispositif d'audit interne développé par MFPrécaution. Les enjeux et problématiques relatifs au processus ORSA sont inclus dans le périmètre de contrôle périodique du Comité d'audit dont les modalités d'exercice sont décrites dans la politique d'audit interne de MFPrécaution.

■ Mise à jour de la politique

Le responsable de la fonction Gestion des risques, conjointement avec le Comité des risques, est responsable de la mise à jour de cette politique de risque, a minima de manière annuelle. Chaque révision est soumise à l'approbation du Conseil d'administration de MFPrécaution.

Dans le cadre de la mise à jour de cette politique, le responsable de la fonction Gestion des risques et le Comité des risques veillent à :

- communiquer sur les nouveaux éléments pris en compte dans la politique et leurs impacts,
- vérifier que ces éléments ont été pris en compte par le Conseil d'Administration dans le cadre de la révision des appétences et seuils de tolérance,
- assurer des formations sur la compréhension et l'application des nouveaux principes, ainsi qu'un rôle de support aux opérationnels.

Les éléments suivants peuvent être pris en compte dans le cadre de la mise à jour de cette politique :

- changements dans l'activité, l'organisation ou l'environnement de MFPrécaution,
- décisions du conseil d'administration en matière de gestion des risques (révision annuelle de l'appétence au risque),
- évolutions de la réglementation ou des normes.

(g) Fréquence

Le processus ORSA de MFPrécaution est annuel, conformément aux prescriptions réglementaires et est programmé pour être validé par le Conseil d'administration qui se tient à l'automne.

Cette fréquence est fixée a minima, des évolutions notables de son profil de risque devant mener l'Union à réaliser, le cas échéant, un ORSA ad hoc.

Parmi les évolutions notables pouvant amener à la réalisation d'un ORSA ad hoc, il peut y avoir des évolutions réglementaires modifiant le niveau de solvabilité requise (c'est ce qui s'est produit en 2017 avec les nouvelles exigences de robustesse mises en place depuis le 1^{er} janvier 2018), la démission ou l'adhésion d'une mutuelle significative au système de caution fédérale ou encore une évolution brutale des marchés financiers (par exemple un retournement des marchés obligataires suite à une forte remontée des taux) ou autre exemple, une augmentation brutale et soudaine de la sinistralité constatée. En 2020, c'est la pandémie Covid 19 qui a amené le Conseil d'administration à demander la réalisation d'un ORSA ad hoc. Pour celui-ci, des hypothèses de chute très brutale de la production nouvelle et une augmentation significative de la sinistralité ont été retenues. Les résultats ont démontré que le seuil d'appétence concernant la solvabilité de l'Union n'était pas atteint rappelant une nouvelle fois la solidité financière de l'Union.

Des procédures d'escalade (en cas de dépassement avéré ou prévisionnel des limites opérationnelles) sont définies dans chaque politique de gestion des risques de MFPrécaution pouvant entraîner également un ORSA ad hoc en fonction des résultats de l'analyse de la situation par le Comité des risques.

(h) Détermination par l'Union de ses propres besoins de solvabilité

L'Union évalue son besoin global de solvabilité à travers des indicateurs d'appétence et de tolérance correspondant à son profil de risque dans un scénario central construit à partir de son Business Plan (BP). Cette évaluation porte sur tous les indicateurs nécessaires et disponibles pour faire face à ses risques.

Le profil de risque tel qu'il a été défini par les preneurs de risque et tel qu'il a été analysé par le Comité des Risques montre que le risque de souscription non-vie est le risque le plus important en termes de besoins en capital, suivi par le risque de marché et celui de contrepartie.

Au regard du dispositif de contrôle interne mis en place depuis quelques années, le risque opérationnel est estimé circonscrit. Le risque stratégique est difficilement quantifiable et il est estimé que le capital n'est pas l'indicateur le plus adapté à son atténuation.

Le principal indicateur d'appétence et de tolérance est calculé sur l'horizon de projection de dix ans du business plan – scénario central. Il est, de plus, estimé dans tous les scénarios construits pour mesurer l'évolution de la solvabilité prospective de MFPrécaution en cas d'événements adverses ainsi que le respect des exigences supplémentaires de robustesse de l'ACPR. Le respect de ces principaux indicateurs pour les scénarios de projection permet d'apprécier le besoin global de solvabilité.

Selon sa propre estimation, l'Union considère que son besoin global de fonds propres lui permettant de rester solvable à un niveau de confiance de 99,5% à l'horizon d'un an, n'est pas matériellement différent du SCR tel qu'il a été calculé à partir de la formule standard.

Toutefois, pour l'indicateur d'appétence du taux de couverture de ce SCR, MFPrécaution a déterminé deux seuils d'appétence. L'un déterminé en regard des règles européennes Solvabilité 2 reste, comme l'an dernier, fixé à 150% avec un seuil de tolérance à 125%. Ces deux seuils seront amenés à évoluer en 2022 sur décision du CA.

Les nouvelles exigences de robustesse définies par le régulateur français (lettre ACPR datée du 25 juillet 2017) ont conduit le Conseil d'administration de l'Union à fixer dans le cadre de son ORSA, un 2^{ème} seuil d'appétence à cette nouvelle exigence appelée en interne EMS 3, fixé à 100%.

Il s'agit du taux de couverture de la nouvelle exigence EMS3 (pour exigence de marge de solvabilité 3) répondant aux nouveaux critères de calcul de la lettre ACPR.

Ce seuil a été fixé à ce niveau compte tenu de son caractère extrêmement contraignant de sorte que le seuil de tolérance a été défini à ce même niveau de 100%.

Il convient de noter que pour réaliser ses calculs, l'Union s'est basée sur le nouveau calibrage qui est entré en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2020.

A horizon 2030, la nouvelle exigence EMS3 pourrait atteindre, dans le cadre du BP scénario central, **41,72 M€** contre 40,4 M€ calculée l'an dernier soit l'équivalent de **22** années de cotisations et environ **107** années de prestations brutes de l'Union.

Il représente également **4** fois le niveau d'exigence du SCR de la Directive solvabilité 2.

La solvabilité prospective de MFPrécaution dans le scénario central est bien au-dessus du seuil d'appétence durant la période de projection avec le calcul actuel du ratio de couverture SCR tel que défini par l'Union Européenne. Il atteindrait ainsi 3,70 fois le SCR de la Directive européenne à fin 2030 contre 3,98 l'an dernier.

Pour rappel, les nouvelles exigences de robustesse ne concernent que les encours de crédit immobiliers à destination d'une clientèle de particuliers en France, visant l'achat d'un bien neuf ou ancien étant générés à partir du 1^{er} janvier 2018.

Le bilan prudentiel Solvabilité II intègre l'ensemble des activités, qu'elles soient soumises (caution couverte) ou non soumises (hors périmètre) à l'exigence de robustesse supplémentaire.

Les entreprises, en plus du calcul de SCR, doivent satisfaire à la nouvelle exigence de robustesse à travers l'équation suivante :

$$FP_{disponibles} + RM_{caution} + BE_{caution} \geq 2\% \times (\text{encours de crédits immobiliers})$$

Le Best Estimate ou BE de l'activité caution devra être brut de recours à percevoir et comprendre les commissions variables futures.

Le ratio de couverture de l'EMS3 passe, dans le cadre du BP scénario central, en-dessous du ratio cible de 100% à partir de **2023** contre 2024 dans le précédent ORSA avec une insuffisance de réserves de **1,4 M€** dès cette année-là.

L'insuffisance s'accroît au fur et à mesure pour atteindre un niveau d'insuffisance de **10,8 M€** en 2030. L'ORSA précédent faisait apparaître une insuffisance en fin de période du BP soit 8,6 M€ en 2029.

Ces résultats montrent d'une part, que malgré le nouveau calibrage plus exigeant, le résultat de l'exercice 2020 a permis d'améliorer la solidité financière de l'Union mais que d'autre part, la baisse constante de la production de nouvelles cautions depuis 2016 a bien un impact positif sur la solvabilité de l'Union.

De plus, c'est bien à cet horizon de 10 ans que l'insuffisance de réserves pour l'EMS3 devrait atteindre son optimum ce qui était déjà pressenti en 2019.

Afin de pallier cette insuffisance de fonds propres dans le cadre de l'EMS3, MFPrécaution a fait le choix de recourir à de la réassurance et ce, dès 2018, dans le cadre proposé par l'ACPR via un traité pluriannuel (5 ans), en stop loss. Un tel traité permet de couvrir ainsi l'insuffisance de fonds propres calculée et de respecter les nouvelles exigences de robustesse.

Dans les scénarios adverses prospectifs (scénarii de stress), le SCR calculé en application de la Directive européenne Solvabilité 2 ne passe également jamais en dessous du seuil d'appétence de 150% quel que soit le scénario de stress.

B.4 Système de contrôle interne

(a) Description du système de contrôle interne de l'Union

MFPrécaution s'est dotée d'une organisation et des moyens humains nécessaires et proportionnés pour mettre en œuvre la politique de Contrôle interne et de Conformité. Un **Responsable du contrôle interne est en poste depuis le 1^{er} octobre 2015 et est placé sous la responsabilité du Directeur opérationnel.**

Le dispositif de contrôle interne et de gestion des risques fait partie intégrante de la stratégie du Conseil d'administration de MFPrécaution et de la Direction opérationnelle.

Dans le cadre de ses missions, les activités d'audit et de contrôle interne interviennent sur l'ensemble des activités de l'Union.

Le dispositif de Contrôle Interne de l'Union a été conçu de manière à :

- **être évolutif et ouvert**, afin de permettre d'intégrer de nouvelles dimensions et ainsi de répondre aux nouvelles exigences (de la tutelle ou du marché),
- **croiser les informations**, pour identifier d'éventuelles pistes d'amélioration et de consolider le dispositif. Un maillage multi-dimensionnel favorise les regroupements. Les principales clés d'entrée sont : Risques / Procédures / Contrôles / Incidents déclarés / Moyens de maîtrise.
- **disposer d'une granularité suffisante** pour faire émerger les tendances,
- tout en veillant à intégrer le principe de proportionnalité.

Les principaux outils sont les suivants.

- **Une politique de contrôle interne** qui énonce le cadre et le dispositif présent au sein de l'Union.
La politique de Contrôle interne et de Conformité (formalisée pour la 1^{ère} fois en 2015) a été actualisée chaque année, validée pour la dernière fois par le Conseil d'administration le 26 janvier 2022.
- **Un cahier des procédures** recense et présente l'ensemble des procédures en cours au sein de l'Union (tant concernant les procédures opérationnelles que les procédures de contrôles). *Il a été mis à jour en 2021 après une revue complète faite en 2019.*
- **Une cartographie des risques**, identifie les risques liés aux process, les moyens de maîtrise et qualifie les risques brut et net. *La mise à jour est liée à celle du cahier des procédures.*
- **Une charte d'audit, actualisée également en 2020**, validée par le CA du 27/01/2021, vient rappeler également les grands principes de l'exercice de ce contrôle. La version 2020 précise les missions de la fonction clé d'Audit interne et les moyens mis à sa disposition (sous-traitance des missions de contrôles périodiques à Pascal Compet, associé du Cabinet conseils Onepoint-Weave)
- **Un questionnaire de satisfaction, à l'attention de tous les adhérents ayant bénéficié d'une caution, mis en œuvre depuis septembre 2021.**

L'Union est en effet tout particulièrement vigilante à mettre en place un système contribuant à l'amélioration de la satisfaction des mutuelles et de leurs adhérents et à fournir des services conformes. Une attention toute particulière vise à :

- renforcer les moyens de maîtrise pour les risques dont l'évaluation nette demeure sensible (fort ou élevé),
- vérifier l'efficacité du dispositif de contrôle permettant de réduire les risques à un niveau modéré,
- garantir la mise en œuvre des processus de Contrôle Interne.

Les travaux de Contrôle interne font l'objet d'une planification annuelle.

Un Plan de Contrôle Interne (PCI) définit le programme d'actions. Celui de 2022 a été validé par le Conseil d'administration le 26/01/2022.

Le **Comité d'audit** est l'instance de supervision et de contrôle du dispositif de Contrôle Interne. En 2021, le Comité d'audit, composé de quatre élus, a été convoqué neuf fois, avec un taux de présence moyen aux réunions de 75%, (contre 68% en 2020 et ce, malgré la crise sanitaire).

On observe que la crise sanitaire n'a pas eu d'impact sur la mise en œuvre des programmes de contrôle et d'audit ni sur la qualité de service assurée.

(b) Mise en œuvre de la fonction de vérification de la conformité

La couverture du risque de conformité fait partie intégrante des objectifs du dispositif de contrôle interne de MFPrécaution.

A ce titre, le travail de cartographie du risque de conformité et des moyens de maîtrise développés par MFPrécaution a été réalisé dans le cadre du déploiement global du contrôle interne de l'Union.

De même, les moyens de suivi et de reporting de ce risque aux organes de gouvernance de MFPrécaution sont analogues à ceux décrits plus haut s'agissant du dispositif de contrôle interne.

Plus spécifiquement, l'article R. 354-4 du Décret du 7 mai 2015 précise que le système de contrôle interne comprend également *une fonction de vérification de la conformité*, l'article R. 354-4-1 précisant que cette fonction a notamment pour objet de conseiller le Directeur général (...) ainsi que le Conseil d'administration (...), sur toutes les questions relatives au respect des dispositions législatives,

réglementaires et administratives afférentes à l'accès aux activités de l'assurance (...) et à leur exercice. Cette fonction vise également à évaluer l'impact possible de tout changement de l'environnement juridique sur les opérations de l'entreprise concernée, ainsi qu'à identifier et évaluer le risque de conformité.

➤ Périmètre

L'Union doit instaurer un dispositif de conformité qui lui permette de veiller au respect de différents types de normes :

- externes : lois, règlements, recommandations émises, chartes, codes de conduite... qu'il s'agisse de dispositions sectorielles (code des assurances, de la mutualité...) ou relevant du droit commun (code civil, CNIL...),
- internes : procédures internes et instructions émanant des organes dirigeants et notamment le respect des Statuts de l'Union.

Ce dispositif doit veiller autant au respect du droit positif que du droit prospectif : besoin d'anticiper les réformes, besoin d'en apprécier l'impact sur l'organisme ainsi que les mesures qu'il conviendrait de prendre.

Il concerne la totalité des activités de l'Union et ne vise pas seulement le risque de sanction judiciaire ou administrative, mais également celui d'atteinte à la réputation de l'Union, de perte, financière ou encore de manque à gagner....

➤ Acteurs du Dispositif de Contrôle de la Conformité

Outre la Direction générale et les instances, impliquées dans le cadre du dispositif global de Contrôle interne comme vu ci-dessus, la responsabilité des opérationnels au quotidien dans la gestion des risques de conformité est donc plus spécifiquement encadrée et suivie, conformément aux exigences réglementaires, par un Responsable de la Fonction « Vérification de la conformité », qui, au sein de MFPrécaution, est le Directeur administratif et financier de l'Union.

➤ Organisation et fonctionnement de la fonction Conformité

Cette fonction a pour principale mission de conseiller le Conseil d'administration, la Direction générale et les services, sur le respect de la conformité de l'assureur aux lois et règlements en vigueur et se doit de mettre en place un système de vérification de la conformité, qui permet d'évaluer l'impact que tout changement juridique peut avoir sur l'organisme d'assurance.

La fonction Vérification de la conformité a également en charge le suivi et le contrôle des activités déléguées.

Enfin, la fonction Vérification de la Conformité peut communiquer directement ses conclusions et recommandations au Conseil d'administration.

➤ Plan de vérification de la Conformité

La fonction Conformité a mis en place dans le cadre de la présente politique qu'il contribue à élaborer sur cet aspect, un « *plan de vérification de la conformité* ».

Le plan de vérification de la conformité qui fait partie du contrôle permanent, détaille les activités prévues pour la fonction Conformité, lesquelles couvrent tous les domaines d'activité pertinents de l'Union et leur exposition au risque de non-conformité.

Les outils de la fonction Conformité sont les suivants.

- Référentiel des risques de non-conformité,
- Identification des contrôles de conformité au sein de chaque processus,
- Le plan de contrôle permanent,
- Formalisation des fiches de contrôle (1^{er} et 2^{ème} niveaux),

- La base de données des incidents,
- Le suivi des réclamations et des délais.

➤ Démarche de contrôle

La couverture du risque de conformité faisant partie intégrante des objectifs du dispositif de contrôle interne de MFPrécaution, le travail de cartographie du risque de conformité et des moyens de maîtrise développés par MFPrécaution a été réalisé dans le cadre du déploiement du contrôle interne. Ces moyens de maîtrise incluent notamment :

- une veille juridique et jurisprudentielle dans le domaine de l'assurance et de la mutualité, dans le domaine des professions juridiques, comptables et fiscales,
- le recours à l'assistance externe sur des sujets particuliers (conseils juridiques, prestataires spécialisés...),
- la sensibilisation de l'ensemble des salariés sur la nécessité d'identifier, comprendre et résoudre les problématiques de conformité rencontrées par le management de MFPrécaution.

Dans le cadre de ses travaux de veille juridique, MFPrécaution :

- participe régulièrement aux réunions d'information organisées par les instances de contrôle ou professionnelles (ACPR, FNMF...),
- dispose d'abonnements à des revues d'information lui permettant d'être sensibilisée aux évolutions de la réglementation la concernant,
- reçoit les notifications de la FNMF listant notamment toutes les évolutions de l'environnement juridique et réglementaire des organismes relevant de la Fédération,
- consulte le site internet de l'ACPR,
- a contracté, à compter de l'année 2020, un abonnement de veille juridique, auprès d'un cabinet d'avocats spécialisés, afin de renforcer le contrôle du respect des contraintes externes (lois et règlements, bonnes pratiques, principes édictés par les autorités de tutelle, règles de déontologie et d'éthique).

Dans le cadre du dispositif global de contrôle interne, ont ainsi été mis en place des dispositifs concourant à la conformité, par le biais de processus, procédures, règles et contrôles qui doivent être appliqués par les collaborateurs, système complété par la réalisation d'évaluations (tests de cheminement et d'efficacité décrits plus haut) menés par le Contrôle interne. Les résultats des contrôles sont transmis à la Fonction Conformité qui disposera alors d'indicateurs sur le respect et la fiabilité des dispositifs. La fonction Conformité collabore avec la fonction Contrôle interne pour l'élaboration des plans de contrôle.

➤ Reporting

Les moyens de suivi et de reporting du risque de non-conformité aux organes de gouvernance de MFPrécaution sont donc analogues à ceux décrits plus haut s'agissant du dispositif global de contrôle interne. Plus spécifiquement, au titre de son rôle de pilotage de la conformité, la fonction Conformité est destinataire d'informations sur la mise en œuvre des actions de mise en conformité, le fonctionnement des dispositifs ainsi que sur les contrôles réalisés, et présente annuellement au Conseil d'administration un rapport sur les travaux de la fonction de vérification de la conformité au cours de l'exercice écoulé. Elle assure un reporting régulier aux organes de direction.

B.5 Fonction d'audit interne

(a) Description du système d'audit interne

Au sein de MFPrécaution, la Fonction Audit interne est assurée par le Président du Comité d'audit. L'activité d'audit interne de l'Union est sous-traitée à un Associé du cabinet de conseils Onepoint-Weave. Il a été mis en place au sein de ce délégataire une organisation permettant deux niveaux de contrôle des activités déléguées.

La fonction-clé Audit interne doit s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble du système de gouvernance.

La fonction Audit interne s'acquitte de toutes les missions suivantes :

- établir, mettre en œuvre et garder opérationnel un plan d'audit détaillant les travaux d'audit à conduire dans les années à venir, compte tenu de l'ensemble des activités et de tout le système de gouvernance de l'entreprise d'assurance ou de réassurance ;
- adopter une approche fondée sur le risque lorsqu'elle fixe ses priorités ;
- communiquer le plan d'audit à l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle ;
- émettre des recommandations fondées sur le résultat des travaux conduits et soumettre au moins une fois par an à l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle un rapport écrit contenant ses constatations et recommandations ;
- s'assurer du respect des décisions prises par l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle sur la base des recommandations visées au point.
- si nécessaire, la fonction d'audit interne peut conduire des audits qui ne sont pas prévus dans le plan d'audit.

▪ Organisation de la fonction d'audit interne

Le contrôle périodique ou audit a pour rôle de vérifier le bon fonctionnement et la qualité du contrôle permanent au sein de l'Union. Il a également pour mission de réaliser périodiquement des contrôles de délégation visant à vérifier le respect des obligations découlant de la souscription de contrats ou des délégations de gestion octroyées aux partenaires mutualistes et autres. Au terme de chaque mission, l'audit émet des recommandations visant à améliorer les procédures de contrôles mises en œuvre.

L'auditeur interne peut également agir suivant un ordre de mission émanant de la Direction ou du Conseil d'administration sur suggestion du Comité d'audit.

Les Commissaires aux Comptes, dans le cadre de leurs missions de révision des comptes participent également au dispositif.

Le Président du Comité d'audit a pris ses fonctions en 2016 et a bénéficié de 3 formations.

Le Comité d'audit est régi par son règlement intérieur et la Charte d'audit interne. Une révision de ces derniers a été réalisée en 2019, validée par le Conseil d'administration du 17 janvier 2020, afin d'intégrer les nouvelles modalités d'externalisation de l'audit interne.

(b) Indépendance et objectivité de l'audit interne

L'Audit interne est indépendant. Les auditeurs exercent leurs fonctions de manière objective.

MFPrécaution considère que la situation de cumul de fonctions de Responsable de la Fonction clé Audit interne et d'administrateur est adaptée compte-tenu de sa structure et du faible niveau de complexité des opérations de l'Union.

L'organisation retenue par MFPrécaution (fonction Audit interne rattachée au Président du Comité d'audit, missions d'Audit interne exécutées par un prestataire extérieur, l'Auditeur n'exerçant aucune activité opérationnelle) garantit cette indépendance et le rang suffisant de la fonction.

Par ailleurs, afin de prévenir tous risques – et particulièrement le risque de conflits d'intérêts – que pourrait induire cette situation, MFPrécaution a mis en œuvre des procédures exposées dans la Politique d'audit interne.

L'audit interne contrôle l'accès à ses dossiers et ne divulgue ces informations qu'avec les autorisations requises, à moins qu'une obligation légale ou professionnelle ne l'oblige à le faire.

L'auditeur communique régulièrement à la Direction et au Comité d'audit des informations sur le degré d'avancement et les résultats du plan d'audit annuel ou pluriannuel. Il peut, à sa demande, s'entretenir librement avec le Président du Comité d'audit.

Le périmètre d'intervention de l'auditeur s'étend à l'ensemble des activités de l'entreprise, qu'elles soient internes ou externalisées, à l'exception des opérations exécutées par sa propre entreprise pour le compte de MFPrécaution.

Dans le cas où des activités externalisées à sa propre entreprise seraient à auditer sur décision du Conseil d'administration, la Direction diligenterait le transfert de la mission à un auditeur externe à cette entreprise.

L'auditeur intervient dans tous les domaines ou processus administratifs, comptables et financiers, fonctionnels ou opérationnels qu'ils soient internes ou délégués.

Les documents et les informations confiés à l'auditeur durant les missions sont traités avec le niveau de confidentialité et d'intégrité requis.

L'auditeur n'est pas autorisé à accomplir des tâches opérationnelles pour l'organisme.

(c) Mise à jour de la Politique d'audit interne

Le Responsable de la fonction Audit interne, conjointement avec le Directeur opérationnel, est responsable de la mise à jour de cette politique et de la charte d'Audit interne, a minima de manière annuelle. Chaque révision est soumise à l'approbation du Conseil d'administration de MFPrécaution.

Dans le cadre de la mise à jour de la politique d'Audit interne, le responsable de cette politique veille à :

- communiquer sur les nouveaux éléments pris en compte dans la politique et leurs impacts,
- vérifier que ces éléments ont été pris en compte par le conseil d'administration dans le cadre de la révision des appétences et seuils de tolérances,
- informer sur tout changement dans la politique d'Audit interne,
- assurer des formations sur la compréhension et l'application de nouveaux principes, assurer un rôle de support aux opérationnels.

Pour cela, il doit notamment prendre en compte les éléments suivants :

- changement dans l'activité, l'organisation ou l'environnement de MFPrécaution,
- décisions du Conseil d'administration en matière de gestion des risques (révision annuelle de l'appétence au risque) et des seuils de tolérance,
- évolutions de la réglementation ou des normes.

(d) Planification annuelle et triennale

Les missions d'audit se déroulent suivant un plan d'audit pluriannuel, revu annuellement. Le plan d'audit est proposé par l'auditeur sur la base de la cartographie des risques de l'organisme, en concertation avec le Directeur opérationnel. Il est validé et éventuellement amendé par le Comité d'audit de MFPrécaution, avant d'être présenté pour validation finale par le Conseil d'administration.

Lors de sa séance du 26 janvier 2022, le Conseil d'administration a validé le plan d'audit triennal 2022/2024 tel qu'il lui a été proposé par le Comité d'audit.

Ce plan d'audit est adapté à la taille de l'entreprise, à son activité et à ses risques. En moyenne, deux audits par an sont diligentés concernant tant les opérations gérées en interne qu'en externe.

(e) Audits réalisés en 2021

Pour l'exercice 2021, le plan d'audit a été défini et approuvé par le Comité d'audit du 27/01/2021 et validé par le Conseil d'administration à la même date.

Ce dernier prévoyait :

- l'audit du précontentieux et du contentieux,
- l'audit de trois traitements informatiques essentiels.

B.6 Fonction actuarielle

La fonction « Actuarielle » de l'Union a pour rôle de garantir l'exactitude des hypothèses, des données et des calculs utilisés pour les provisions techniques.

Elle contribue également à la politique de souscription et de réassurance et à la modélisation des risques, ainsi qu'à une mise en œuvre effective du système de gestion des risques.

Cette fonction est confiée au Responsable comptable et financier de l'Union et son activité est sous-traitée à l'associée du Cabinet Premium en charge de l'actuariat de l'Union.

Il a été mis en place au sein de ce délégataire une organisation permettant deux niveaux de contrôle des activités déléguées.

Dans le cadre de la coordination du calcul des provisions techniques, la fonction Actuariat s'acquitte de toutes les missions suivantes :

- appliquer des méthodes et des procédures permettant de juger de la suffisance des provisions techniques et de garantir que leur calcul satisfait aux exigences énoncées aux articles 75 à 86 de la directive 2009/138/CE ;
- évaluer l'incertitude liée aux estimations effectuées dans le cadre du calcul des provisions techniques ;
- veiller à ce que toute limite inhérente aux données utilisées dans le calcul des provisions techniques soit dûment prise en considération ;
- veiller à ce que, dans les cas visés à l'article 82 de la directive 2009/138/CE, les approximations les plus appropriées aux fins du calcul de la meilleure estimation soient utilisées ;
- veiller à ce que les engagements d'assurance et de réassurance soient regroupés en groupes de risques homogènes en vue d'une évaluation appropriée des risques sous-jacents ;
- tenir compte des informations pertinentes fournies par les marchés financiers ainsi que des données généralement disponibles sur les risques de souscription et veiller à ce qu'elles soient intégrées à l'évaluation des provisions techniques ;
- comparer le calcul des provisions techniques d'une année sur l'autre et justifier toute différence importante ;
- veiller à l'évaluation appropriée des options et garanties incluses dans les contrats d'assurance et de réassurance.

Tous les résultats des études de Premium Consulting sont soumis au Directeur opérationnel et au Responsable comptable et financier en charge de la fonction clé Actuariat, qui valident l'ensemble des hypothèses, les données utilisées et la cohérence des résultats.

Cette validation intervient à l'issue de réunions de travail et d'échanges qui se tiennent annuellement avec le Cabinet Premium et la Direction de l'Union.

La dernière s'est tenue le 23 juin 2021.

Il n'y a pas à ce jour de certification et de contrôle des calculs effectués, mais il a été mis en place en revanche au sein du prestataire, un système de double contrôle (un actuaire effectue les calculs, qui sont ensuite validés par l'Associée, Directeur général du cabinet).

B.7 Sous-traitance

En matière de sous-traitance, MFPrécaution a fait le choix stratégique et organisationnel de sous-traiter certaines de ses activités.

Le choix de la sous-traitance a été effectué après prise en compte de critères stratégiques, quantitatifs et qualitatifs tels que les compétences techniques, la capacité opérationnelle et financière de MFPrécaution à porter des investissements pour réaliser en interne ces activités, le coût de l'externalisation, l'absence de conflits d'intérêts, la compétence et la notoriété de chaque sous-traitant choisi.

Le choix du recours à la sous-traitance et le choix du sous-traitant suivent le processus de décision qui s'applique à l'ensemble des risques. Le choix est effectué en s'assurant que le recours à la sous-traitance :

- ♦ ne compromet pas la qualité du système de gouvernance de l'Union,
- ♦ n'accroît pas son risque opérationnel,
- ♦ ne compromet pas la capacité des autorités de contrôle de vérifier que l'Union se conforme bien à ses obligations,
- ♦ ne nuit pas à la prestation continue d'un niveau de service satisfaisant à l'égard de l'Union et de ses membres.

Dans ce contexte, MFPrécaution met en place une procédure permettant d'appréhender les dispositifs de gouvernance des risques et de contrôle interne déployés par le sous-traitant et garantissant le correct traitement des activités déléguées. Cette connaissance est mise à jour périodiquement par le Responsable du contrôle interne et le responsable des fonctions Gestion des risques et Conformité.

L'adéquation et l'implémentation des dispositifs du sous-traitant sont évaluées par MFPrécaution dans le cadre de contrôles périodiques. Un contrat définissant les droits et obligations de chacune des parties, en respect des obligations légales et réglementaires, est signé avec chaque sous-traitant.

MFPrécaution informe l'ACPR de ses choix de sous-traiter ses activités opérationnelles lorsque celles-ci impactent fortement son activité, ainsi que de toute évolution importante ultérieure concernant les fonctions et activités sous-traitées.

Le processus pour déterminer si une fonction ou activité est critique ou importante consiste, lorsque l'Union externalise ou envisage de le faire, à présenter pour approbation cette activité au Comité des risques avec proposition de son classement ou non en activité critique ou importante, en fonction des critères suivants :

- son interruption est susceptible d'avoir un impact significatif sur l'activité de l'Union,
- ou sur sa capacité à gérer efficacement les risques,
- voire à remettre en cause les conditions de son agrément.

C'est ainsi qu'au sein de l'Union, outre les fonctions clés réglementaires que sont l'audit interne, la gestion des risques, l'actuariat et la conformité, a également été considérée comme activité critique ou importante au sens de ces critères, la gestion des systèmes d'information, qu'ils soient « Métier » ou « Bureautique ».

En cas de doute, l'Union interroge directement l'ACPR sur le caractère critique ou important d'une activité externalisée, comme cela a été le cas en janvier 2019 concernant la sous-traitance du logiciel de gestion des temps (RH), interrogation à laquelle l'ACPR a répondu négativement.

A ce titre, en 2019, l'ACPR a été informée du changement de prestataire informatique (ITS remplacée par ECIS), et du changement de prestataire pour les missions d'audit interne (MFPS remplacée par WEAVE).

Les activités suivantes sont externalisées par MFPrécaution, pour des raisons stratégiques, organisationnelles, juridiques ou de conformité.

- **Audit** - Les missions d'Audit interne et le suivi des recommandations. Cette activité est réalisée sauf exception, par le cabinet Onepoint - Weave.

- **Gestion des actifs** - Gestion du portefeuille d'actifs, gestion d'allocation d'actifs au regard d'une analyse macroéconomique aboutissant à une vision prévisionnelle des marchés, conseil sur les placements dans une classe spécifique d'actifs, suivi et consolidation du portefeuille. Cette activité est réalisée par le mandataire OFI A.M.
- **Actuariat** - Réalisation de l'inventaire technique, la tarification, la modélisation et les business plans. Cette activité est réalisée par le cabinet Premium Consulting.
- **Paie** - A partir de la saisie réalisée en interne sur le logiciel de paie des données nécessaires à l'établissement de la paie, et établissement de l'ensemble de ses sous-produits notamment déclarations sociales et fiscales. Cette activité est réalisée par la société Univers Paie.
- **Informatique** - mise à disposition de l'outil « métier » et l'ensemble des développements y afférents ainsi que la mise à disposition des matériels nécessaires à l'activité (PC, copieur, fax, infrastructure réseau, etc). Cette activité est réalisée par les sociétés MCO Finances (outils métier) et ECIS-INEDYS (Bureautique et réseaux).
- **Archivage** - Dossiers Caution acceptés archivés environ tous les deux mois et dossiers Caution refusés donc susceptibles d'éventuels recours archivés environ tous les 4 mois. Cette activité est réalisée par la société Iron Mountain.

MFPrécaution a mis en œuvre des processus garantissant la maîtrise des risques sur ces activités externalisées pour que la qualité et la continuité des services apportés aux mutuelles membres de l'Union et leurs adhérents soient maintenues et que la qualité de son système de gouvernance et de maîtrise des risques ne soit pas compromise. Ce dispositif, implémenté auprès de chaque sous-traitant, inclut notamment :

- ♦ l'identification, avec le sous-traitant, d'un interlocuteur référent pour MFPrécaution,
- ♦ des échanges formels et informels avec le sous-traitant,
- ♦ l'obtention régulière des reportings définis par MFPrécaution, lui permettant de disposer des informations nécessaires au suivi des activités déléguées et à la maîtrise des risques portés par ces activités,
- ♦ la prise de connaissance et l'analyse par MFPrécaution des dispositifs de gouvernance des risques et de contrôle interne déployés par chaque sous-traitant pour garantir le correct traitement des activités déléguées,
- ♦ l'évaluation de l'adéquation du dispositif et de son implémentation dans le cadre d'audits périodiques des sous-traitants,
- ♦ l'émission de recommandations en cas d'insuffisance des dispositifs des sous-traitants ou recherches de solutions alternatives.

Le Comité d'Audit de MFPrécaution a mandaté le cabinet Weave, pour mener une mission d'audit du dispositif de sous-traitance de l'Union. L'audit s'est déroulé entre le 18 novembre 2019 et le 15 janvier 2020, avec pour objectifs :

- d'établir un état des lieux du dispositif de sous-traitance mis en place par MFPrécaution,
- d'en apprécier la pertinence d'un point de vue maîtrise des activités, des risques associés et de la conformité,
- de proposer des améliorations ou des actions de mise en conformité le cas échéant.

Les principales recommandations associées aux constats de non-conformité portaient sur deux points.

1. Formaliser la procédure de sous-traitance fixant un cadre précis et strict en déclinaison de la politique de sous-traitance et de la note de cadrage de la sous-traitance, procédure formalisée et validée par le Comité d'audit du 19 février 2020 (*SU5 – Gérer la sous-traitance et les achats*)
2. Mettre à jour le contrat avec Univers Paie pour inclure une clause de réversibilité précise (*en cours*).

B.8 Autres informations

Aucune autre information importante ou qualifiée comme telle par l'Union susceptible d'impacter le système de gouvernance n'est à mentionner.

B.8.1 Evaluation de l'adéquation du système de gouvernance

Le système de gouvernance est revu annuellement à l'occasion de la mise à jour annuelle de la charte de gouvernance et de gestion des risques et des Politiques de risques de l'Union.

Cette mise à jour est de la responsabilité du Directeur opérationnel et du Responsable de la fonction gestion des risques, et est soumise à la validation du Comité des risques et du Comité d'audit, avant approbation par le Conseil d'administration.

Cette mise à jour permet :

- la comparaison des travaux effectués par les acteurs de la gouvernance au regard de leurs prérogatives,
- le suivi du respect des politiques de risques,
- le suivi du respect des limites posées par le Conseil d'administration, assurant ainsi la revue annuelle du système de gouvernance,

En conséquence, l'Union a pu s'assurer de l'adéquation du système de gouvernance par rapport à la nature, l'ampleur et la complexité des risques inhérents à son activité.

C Profil de risque

C.1 Informations qualitatives et quantitatives sur le profil de risque de l'Union

(a) Risque de souscription non-vie

Par ses activités d'assurance Caution et de couverture de la perte d'emploi, MFPrécaution est soumise au risque de souscription Non-Vie (risque de prime et de réserve, risque de catastrophe et risque de rachat).

Le risque de souscription en Non-Vie est le risque d'assurance spécifique qui résulte des contrats d'assurance. Il a trait aux incertitudes relatives aux résultats des souscriptions de l'assureur.

Il est pris en compte dans la formule standard du pilier 1 et génère le montant de module de SCR le plus important pour les entreprises d'assurance pratiquant l'activité « caution » du fait :

- de l'horizon temporel de survenance d'un risque très long,
- d'un risque catastrophe très fortement pris en compte (récession globale et « deux plus importants sinistres potentiels »).

Dans le cas de MFPrécaution, il n'y a en revanche pas de risque de rachat car en cas de remboursement anticipé, la prime n'est pas restituée.

Que ce soit par l'intermédiaire de critères d'analyse de la solvabilité des demandeurs de caution très stricts et parfaitement formalisés, que ce soit par le processus permettant des dérogations là encore très clairement établi, et donnant en dernier ressort la capacité dérogatoire à une Commission du Conseil d'administration, MFPrécaution a fait la démonstration depuis 58 ans, et ses résultats techniques le démontrent, d'une maîtrise de ce risque.

- *Le risque non-vie est constitué des risques « chômage » et « caution » avec une contribution prépondérante de la caution. Au sein de la caution, c'est le risque de prime qui est le plus important. Il est homogène aux PENA constatées sous Solvabilité 1.*

Risque catastrophe : Par son activité, MFPrécaution est soumise à un risque de catastrophe humaine (risque de récession ou défaut des 2 engagements les plus importants) et à un risque de catastrophe « chômage ». (Cf. méthodologie de calcul fournie par l'EIOPA).

(b) Risque de marché

Le risque de marché provient des risques de pertes ou de développements défavorables de la situation financière de l'entreprise, résultant de fluctuations des marchés financiers affectant le niveau et la volatilité de la valeur de marché des actifs et des passifs. Le risque de marché peut concerner tous types d'actifs financiers : actions, actifs à revenus fixes, biens immobiliers ainsi que les passifs exposés à celui-ci (Directive 2009/138/CE article 13).

Le risque de marché est subdivisé pour le calcul des besoins en fonds propres en 6 sous-modules de risques, à savoir :

- ♦ le risque de taux d'intérêt : il existe pour tous les actifs et notamment les obligations pour lesquelles l'actif net réévalué est sensible aux changements en termes de structure de taux d'intérêt ou de leur volatilité. Cela concerne à la fois le taux d'intérêt réel et le nominal.

Au regard du portefeuille de MFPrécaution, les actifs sensibles aux mouvements de taux sont essentiellement les obligations à taux fixes.

- ♦ le risque actions : il résulte du niveau ou de la volatilité des prix des actions sur le marché. L'exposition au risque « actions » concerne tous les actifs qui ont une valeur sensible aux changements de prix des actions.

- ♦ le risque de spread : il résulte de la sensibilité de la valeur des actifs obligataires aux changements dans le niveau ou la volatilité des spreads de crédit. Pour MFPrécaution et au regard de sa politique de gestion, la mesure du risque de spread concerne principalement les obligations de sociétés classées dans la catégorie « investment grade » par les agences de notation soit celles de rating supérieur ou égal à BBB.

- ♦ le risque de concentration : il s'étend aux actifs pris en compte dans les modules du risque « actions », du risque de spread et du risque « immobilier ».

- ♦ le risque de change : ce module vise à quantifier le besoin en capital correspondant à la perte générée par l'effet de change sur la valeur des actifs libellés en devises étrangères. Il est très limité chez MFPrécaution du fait que les contraintes d'investissement de la politique de gestion financière imposent des investissements en €. Il résulte de parts très marginales incluses dans les OPCVM du portefeuille.

- ♦ le risque immobilier résulte de la sensibilité des actifs au niveau de la volatilité des prix de l'immobilier au marché.

Sont concernés essentiellement les terrains et immeubles et les droits y afférents, les participations dans des sociétés de biens immobiliers qui génèrent des revenus périodiques ou qui sont prévus à d'autres fins d'investissement. Jusqu'en 2015, les seuls investissements immobiliers réalisés par l'Union ne portaient que sur les biens où l'Union, suite à récupération dans le cadre d'un contentieux, se retrouvait adjudicataire du bien.

Ils recouvrent aujourd'hui une partie infime de l'actif du bilan de MFPrécaution.

Cependant, à la fin de l'année 2015, dans le cadre d'une diversification décidée par son Conseil d'administration, l'Union a investi dans des parts de SCPI.

De surcroît, l'Union a décidé d'acquérir fin 2018, son nouveau siège social et se trouve donc à ce titre, propriétaire d'un bien immobilier de bureaux à Paris où ses services sont installés.

MFPrécaution se retrouve donc soumise à ce risque.

(c) Risque de crédit

L'Union n'est pas concernée.

(d) Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque, pour les entreprises d'assurance et de réassurance, de ne pas pouvoir réaliser leurs investissements et autres actifs en vue d'honorer leurs engagements financiers au moment où ceux-ci deviennent exigibles.

Le risque de liquidité d'un organisme dépend donc à la fois :

- de la nature des actifs détenus, à savoir s'ils sont liquides ou s'il est possible de les vendre rapidement sans réaliser de décote importante,
- de la maturité de ces dettes.

Les principales sources de liquidité d'un organisme d'assurance sont les primes d'assurances, les commissions de gestion d'actifs, les flux de trésorerie générés par les actifs investis ainsi que la trésorerie et les autres disponibilités équivalentes du bilan.

En contrepartie, les causes de sortie de liquidité comprennent les prestations sur les contrats d'assurances, les dettes à court terme et les dettes à long terme non admises dans les fonds propres.

(e) Risque opérationnel

Les risques opérationnels sont définis comme les risques de pertes résultant de procédures internes, de membre du personnel ou de système inadéquats ou défaillants, ou d'événements extérieurs. Les risques juridiques sont intégrés. Ces risques sont inhérents à toute activité professionnelle.

(f) Autres risques importants

- i. **Le risque de défaut de contrepartie** est défini par la Directive 2009/138/CE (article 13) comme « le risque de défaut ou de détérioration de la qualité de crédit des contreparties ou débiteurs de l'organisme d'assurance ou de réassurance ». Il couvre l'ensemble des expositions de crédit qui ne relèvent pas du sous-module de risque de spread.

Dans le cas des opérations engagées par MFPrécaution, le risque de défaut de la contrepartie concerne les placements financiers et l'ensemble des créances portées par l'Union, essentiellement liés au résultats de la coassurance du contrat « perte d'emploi » et des primes dues par les mutuelles membres.

- ii. Les autres risques matériels identifiés par MFPrécaution sont **les risques stratégiques**.

Le risque stratégique est apprécié au regard des objectifs, des processus et des activités de MFPrécaution. Non quantifiable à proprement parler, l'évaluation du risque stratégique tient compte du positionnement particulier de MFPrécaution, un des principaux acteurs mutualistes garantissant aux établissements bancaires partenaires, le remboursement en tout état de cause des prêts accordés aux adhérents des mutuelles appartenant à la caution fédérale.

Les analyses menées par l'Union conduisent à juger importante l'attention portée au risque stratégique de démission des mutuelles de l'Union, au risque de désintermédiation lié aux évolutions des partenaires bancaires qui ne jouent plus autant qu'avant le jeu du partenariat du fait de la contraction de leurs marges. Cette désintermédiation a entraîné une baisse significative de la production nouvelle depuis une dizaine d'années et surtout sur la période 2016-2018.

Enfin, les risques découlant des évolutions réglementaires (normes prudentielles), risque avéré avec la mise en place depuis du 1^{er} janvier 2018, des nouvelles exigences de robustesse demandées par l'ACPR.

Par ailleurs, étant donné le rôle central joué par les fonds propres de l'Union dans la couverture des risques et la pérennité de son activité, la gestion des fonds propres est intégrée au risque stratégique de MFPrécaution.

Ainsi au final, le risque stratégique de MFPrécaution inclut aujourd'hui :

- le risque d'insuffisance en capital,
- le risque d'évolution réglementaire,
- le risque de désintermédiation par les partenaires bancaires,
- le risque de réputation (risque d'image et risque lié à la communication financière).

Le Conseil d'administration a validé le 28 octobre 2015 une politique du risque stratégique incluant ces risques et en définissant les seuils d'appétence et de tolérance, la mise à jour de cette politique ayant été approuvée par le Conseil d'administration du 26 janvier 2022.

C.2 Exposition aux risques

i. Risque de souscription non-vie

Le risque de souscription non-vie suit les processus d'évaluation et de suivi des risques y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité qui associe le sous-comité de souscription et nouveaux produits, le comité des risques, le comité d'audit, le responsable « gestion des risques », le Conseil d'administration et le Bureau.

MFPrécaution s'est dotée de plusieurs outils réalisés et exploités, évolution mensuelle de la production et de la sinistralité, études actuarielles annuelles sur l'évolution du taux de risque, états réglementaires trimestriels et annuels, business plan...

Par ailleurs, le processus ORSA et le calcul du SCR souscription non-vie permettent en parallèle d'évaluer et de suivre ce risque sur la base d'autres indicateurs de fréquence annuelle.

ii. Risque de marché

Le suivi du risque de marché associe le sous-comité d'investissements, le Comité des risques, le Comité d'audit, le responsable gestion des risques, le Conseil d'administration et le Bureau.

Le suivi du portefeuille et des résultats des valeurs mobilières obtenus repose notamment sur l'analyse des informations fournies mensuellement par le gestionnaire d'actifs (OFI AM) et le gestionnaire du fond dédié MFPerformance.

Par ailleurs, le processus ORSA et le calcul du SCR de marché permettent en parallèle d'évaluer et de suivre le risque de marché sur la base d'autres indicateurs de fréquence annuelle.

MFPrécaution a défini sa politique d'allocation stratégique des actifs financiers en respect du principe de personne prudente tel que défini dans l'article 132 de la Directive, à savoir que l'Union n'investit que dans des actifs et instruments financiers dont elle peut et sait identifier, mesurer, suivre et gérer les risques qui en découlent.

Le tableau ci-dessous, détaillant les actifs investis par MFPPrécaution au 31 décembre 2021 démontre l'application par MFPPrécaution des principes ci-dessus ainsi que la dispersion des investissements.

Actifs en K€ (hors immobilier "pierre")

Nature	Prix de marché	% répartition	Prix d'achat	Résultats latents	% latent / VA
OPCVM Actions	6 936	18,0%	4 610	+2 327	+ 50,5%
OPCVM Obligataires	14 850	38,6%	12 992	+1 858	+ 14,3%
Obligations en direct	10 260	26,6%	9 955	+305	+ 3,1%
S/tot. Obligataire	25 110	65,2%	22 947	+2 163	+ 9,4%
CSL CAT	3 642	9,5%	3 642	+0	+ 0,0%
SCPI	2 075	5,4%	1 886	+190	+ 10,1%
OPCVM Monétaires	735	1,9%	735	-0	- 0,0%
TOTAL en K€	38 500	100%	33 820	+4 680	+ 13,8%

La politique de gestion financière, validée par le Conseil d'administration du 26 octobre 2015, a été mise à jour et validée le 27 janvier 2021. Elle détaille les limites opérationnelles de l'Union pour garantir le respect de la personne prudente ainsi que les objectifs et limites fixés dans le mandat de gestion concernant les valeurs mobilières.

➤ *Risques significatifs identifiés par MFPPrécaution*

En cohérence avec sa politique prudente d'allocation et de gestion de son portefeuille d'actifs financiers, MFPPrécaution n'a pas identifié d'exposition significative au risque de marché.

Les placements en valeur de marché de MFPPrécaution sont de **25 110 K€** pour les obligations détenues en propres ou par l'intermédiaire d'OPCVM, **6 936 K€** pour les OPCVM actions, **735 K€** pour les OPCVM monétaires, **3 642 K€** de comptes sur livret, **2 075 K€** pour les SCPI et **2 654 k€** de placements immobiliers « pierre », soit un total de placement de **41 154 K€**.

Hors Immobilier « pierre », le total des placements s'élève à **38 500 K€** (cf tableau ci-dessus).

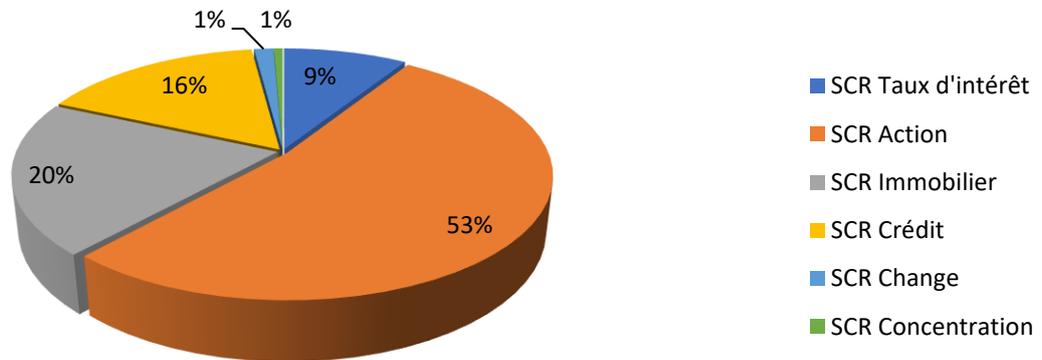
- Risque Actions : MFPPrécaution possède **6 936 K€** d'actions sous forme d'OPCVM en date du 31/12/2021.
- Risque de concentration : MFPPrécaution possède des actifs émis par la même société, notamment des actifs émis par EssilorLuxottica pour son exposition principale au 31/12/2021.
- Risque de spread : MFPPrécaution possède **25 845 K€** d'actifs monétaire ou obligataire soumis au risque de spread en date du 31/12/2021.
- Risque de taux : MFPPrécaution possède **25 845 K€** d'actifs monétaire ou obligataire soumis au risque de taux en date du 31/12/2021 mais les best-estimates sont aussi sensibles à la variation des taux.
- Risque immobilier : MFPPrécaution possède **2 075 K€** de parts de SCPI soumises à ce risque. Elle détient également **2 654 K€** d'immobilier « pierre » correspondant à la propriété de son siège social pour une valeur d'actif de 2 653 K€ et d'un immeuble d'habitation suite à adjudication pour une valeur d'expertise de 1 K€. La signature de la vente de ce bien pour 1.000 € fixée le 29 décembre 2021 a été interrompue par l'acte de préemption stipulé au notaire peu de temps avant la vente effective. La municipalité a de ce fait 2 mois, pour en faire l'acquisition définitive devenue obligatoire pour elle.

La détention d'actifs monétaires, obligations et actions, entraîne une exposition au risque de spread, au risque de taux d'intérêt et au risque de concentration.

La détention de SCPI et de biens immobiliers en direct entraîne une exposition au risque immobilier.

Le risque de concentration de la formule standard provient de la non-diversification du portefeuille d'actifs, si une part importante de l'actif est portée par un même émetteur.

Profil du risque marché



La politique prudente mise en place depuis 2002 et le contrôle du délégataire à travers le reporting de la gestion financière effectué trimestriellement permettant de s'assurer du respect de ces contraintes, ont permis jusqu'à présent à l'Union de limiter très fortement le risque de marché.

iii. Risque de crédit

L'Union n'est pas concernée.

iv. Risque de liquidité

Un suivi particulier de la situation et du besoin en trésorerie est effectué mensuellement par la Direction opérationnelle à travers un prévisionnel de trésorerie présenté au Sous-comité des investissements. Le processus ORSA permet en parallèle d'évaluer et de suivre le risque de liquidité via le risque de marché.

MFP Précaution n'a pas identifié de risque significatif lié à la liquidité de ses actifs et investissements ou de situations financières pouvant entraîner un risque d'illiquidité.

v. Risque opérationnel

Le risque opérationnel associe le Directeur opérationnel, le comité des risques, le Comité des risques opérationnels, le Conseil d'administration et le Bureau.

Des procédures ont été instaurées pour évaluer les risques opérationnels, suivies par le Directeur opérationnel au travers de tests de cheminement qui font l'objet d'un reporting annuel. Ces tests ont pour objectif de valider l'existence et la conception des processus et des contrôles. Il existe également un dispositif de contrôle interne des activités internalisées et externalisées ainsi qu'une cartographie des risques qui permettent de les identifier et de les suivre.

Par ailleurs, le processus ORSA et le calcul du SCR opérationnel permettent en parallèle d'évaluer et de suivre le risque opérationnel sur la base d'autres indicateurs à fréquence annuelle.

➤ *Description des risques matériels identifiés*

Les risques opérationnels significatifs mis en évidence par les procédures décrites ci-dessus sont liés à la possibilité de dérive des frais généraux. Dans le cadre du processus ORSA, ce risque opérationnel fait également l'objet d'un scénario adverse.

C'est ainsi qu'ont également été étudiés, le risque de défaillance de deux prestataires importants pour l'Union à savoir :

- Pour le logiciel informatique métier, l'arrêt de la maintenance des logiciels JLOAN et XLOAN par la société OPEN-MCO
- Pour l'actuariat, la fin de la collaboration avec le cabinet Premium Consulting en charge de l'actuariat de l'Union.

vi. Autres risques importants

Le risque de défaut de contrepartie est appréhendé par MFPrécaution dans le cadre de son processus d'évaluation et de gestion :

- du risque de souscription non-vie pour l'évaluation et le suivi des contreparties dans le cadre des opérations d'assurance et de réassurance,
- du risque de marché dans le cadre de l'évaluation de la qualité de crédit des émetteurs financiers.

MFPrécaution est exposée au risque de défaut de contrepartie car elle possède, à fin 2021, **4 701 690 €** de créance de type 1 (créances assurées, courtiers, co-assureur, CSL) et **36 871 €** de créance de type 2 (débitteur divers).

C.3 Concentration des risques

a) Risque de souscription non-vie

MFPrécaution n'a pas identifié de risque particulier lié à la concentration du risque de souscription.

b) Risque de marché

En cohérence avec sa politique prudente d'allocation et de gestion de son portefeuille d'actifs financiers, MFPrécaution n'a pas identifié de concentration des risques de marché.

c) Risque de crédit

L'Union n'est pas concernée.

d) Risque de liquidité

MFPrécaution n'a pas identifié de risque particulier lié à la concentration du risque de liquidité.

e) Risque opérationnel

MFPrécaution n'a pas identifié de risque particulier lié à la concentration du risque opérationnel.

f) Autres risques importants

➤ Risque de défaut de contrepartie

Le risque de contrepartie prend en compte les créances de type 1 qui sont des créances nées d'opérations d'assurance directe. Ces créances sont souscrites par des mutuelles de surcroît membres de l'Union et non par des personnes physiques. De ce fait, elles sont donc moins soumises à des impayés.

C.4 Atténuation du risque

a) Risque de souscription non-vie

La Directive Solvabilité 2 définit les techniques d'atténuation des risques comme « toutes les techniques qui permettent aux entreprises d'assurance et de réassurance de transférer tout ou partie de leurs risques à une autre partie ».

MFP Prudence a souscrit à une technique atténuation des risques de souscription mais n'y a pas recouru à ce jour.

b) Risque de marché

La Directive Solvabilité 2 définit les techniques d'atténuation des risques comme « toutes les techniques qui permettent aux entreprises d'assurance et de réassurance de transférer tout ou partie de leurs risques à une autre partie ».

MFP Prudence n'a pas recours à des techniques d'atténuation du risque de marché.

c) Risque de crédit

L'Union n'est pas concernée.

d) Risque de liquidité

La Directive Solvabilité 2 définit les techniques d'atténuation des risques comme « toutes les techniques qui permettent aux entreprises d'assurance et de réassurance de transférer tout ou partie de leurs risques à une autre partie ».

MFP Prudence n'a pas recours à des techniques d'atténuation du risque de liquidité.

e) Risque opérationnel

La Directive Solvabilité 2 définit les techniques d'atténuation des risques comme « toutes les techniques qui permettent aux entreprises d'assurance et de réassurance de transférer tout ou partie de leurs risques à une autre partie ».

MFP Prudence n'a pas recours à des techniques d'atténuation du risque opérationnel.

f) Autres risques importants

➤ Risque de défaut de contrepartie

La Directive Solvabilité 2 définit les techniques d'atténuation des risques comme « toutes les techniques qui permettent aux entreprises d'assurance et de réassurance de transférer tout ou partie de leurs risques à une autre partie ».

MFP Prudence n'a pas recours à des techniques d'atténuation du risque de contrepartie.

C.5 Risque de liquidité : montant total du bénéfice attendu inclus dans les primes futures

Le montant total du bénéfice attendu inclus dans les primes futures, calculé conformément à l'article 260, paragraphe 2 du règlement délégué du 17 janvier 2015, est égal à 11,8M€ au 31 décembre 2021.

C.6 Sensibilité aux risques

a) Risque de souscription non-vie

L'approche retenue par MFP Récaution sur le calcul des besoins en fonds propres et les chocs appliqués relatifs au risque de souscription sont basés sur la formule standard.

Pour le calcul du risque de tarification, ont été pris en compte les primes de l'exercice, ainsi que le montant des profits futurs. Pour le risque de provisionnement, a été prise en compte la base des provisions pour sinistres.

- Décomposition du SCR de Primes et Provisions

Input		Caution	Chômage
PCOs	<i>BE de sinistres du segment s</i>	-136 842	193 638
P(last,s)	<i>Volume de primes acquises, nettes de réassurance, durant les 12 derniers mois du segment s</i>	2 392 820	400 724
Ps	<i>Estimation du volume de primes acquises, nettes de réassurance, attendu sur les 12 mois suivant la date d'évaluation du segment s</i>	2 626 311	408 739
FP (existings)	<i>Valeur actuelle du montant provisionnel de primes, nettes de réassurance, acquises au-delà des 12 mois à venir et relatives aux contrats en portefeuille à la date d'évaluation du segment s</i>	13 425 556	0
FP (future,s)	<i>Valeur actuelle du montant provisionnel de primes, nettes de réassurance, acquises au-delà des 12 mois à venir et relatives aux contrats souscrits durant les 12 mois suivant la date d'évaluation du segments s</i>	1 529 908	0
$\sigma(\text{prem},s)$	Coefficient de variation relatif aux primes du segment s	19%	13%
$\sigma(\text{res},s)$	Coefficient de variation relatif aux provisionnements du segment s	17%	20%

SCR de Primes et Provisions	9 533 260
------------------------------------	------------------

- Décomposition du SCR Catastrophe non-vie

1^{ère} composante : Calcul du SCR catastrophe due aux hommes.

Ce SCR est égal au SCR Crédit et Caution, qui est lui-même l'agrégat de 2 sous modules :

- SCR Défaut : exigence de capital relative au risque de défaut de crédit important
- SCR Récession : exigence de capital pour le risque de récession

Input		Caution	Exposition
SI défaut	<i>les deux crédits exposés les plus importants</i>	1 591 423	10%
Récession	<i>les primes acquises au cours des 12 mois à venir</i>	2 626 311	100%

Pour MFPrécaution, nous avons SI default égal à la somme des 2 capitaux restant dus (CRD) les plus importants, et Récession égal à la somme des primes acquises au cours des 12 mois à venir pour le risque Caution.

$$SCR_{\text{Credit \& Suretyship}} = \sqrt{SCR_{\text{Default}}^2 + SCR_{\text{Recession}}^2}$$

Dans le cas de MFPrécaution = 2 631 128€

2^{ème} composante : Calcul du SCR lié aux autres risques de catastrophe non-vie

Input		Chômage	Exposition
P12	<i>Estimation des primes brutes acquises attendues au cours des 12 prochains mois</i>	408 739	40%

Dans le cas de MFPrécaution = 163 496 €

Calcul du SCR de catastrophe non-vie :

$$SCR_{\text{Catastrophe}}^{\text{NON VIE}} = \sqrt{(SCR_{\text{Cat nat}} + SCR_{\text{réass dommage}})^2 + SCR_{\text{Cat due aux hommes}}^2 + SCR_{\text{Autres cat}}^2}$$

SCR Catastrophe Non-vie	2 636 203
--------------------------------	------------------

➤ Résultats des tests

Le SCR relatif au risque de souscription s'élève à **10 507 0650 € (application d'une matrice de corrélation)**. Par ailleurs, les risques significatifs décrits ci-dessus font l'objet d'une analyse de sensibilité dans le cadre de l'ORSA.

Les scénarios adverses étudiés dans le cadre de l'ORSA prennent en compte le risque de souscription par les hypothèses :

- d'une hausse de la sinistralité et d'une dégradation du taux de recouvrement du risque caution (scénario 1),
- d'une augmentation de la sinistralité du risque Chômage (scénario 2).

Description des données clés utilisées et des différentes procédures garantissant la qualité des données

Les données concernant l'encours, l'appel de cotisations, les prestations et rétrocessions sont transmises à l'actuariat délégué par le Département des opérations de caution de MFPrécaution.

Elles sont soumises au dispositif QDD en cours de mise en place au sein de l'Union et à son dispositif de contrôle interne.

Avant la réalisation de l'inventaire et de l'appel de cotisation annuel, des vérifications supplémentaires sont réalisées sur l'encours à partir d'une extraction de la base de données, sur les mêmes critères qu'un point de contrôle permanent.

En effet, la saisie des nouvelles cautions tout au long de l'année fait l'objet d'un point de contrôle permanent puisque le contrôleur interne vérifie mensuellement un échantillon de dossiers saisis et procède, par extraction, à un contrôle de la base. Il contrôle notamment les éléments suivants.

- Le nombre de lignes par mutuelle, montant des prêts et des encours par mutuelle, progression des encours année N par rapport à N-1,
- La durée des prêts < 300 mois, montant des prêts < 900 000 €,
- Le montant du capital restant dû pour chaque ligne doit être en cohérence avec le montant du capital initial ou du capital après renégociation,
- Les doublons,
- Les autres anomalies éventuelles (CRD > capital initial, mutuelles non connues, date de fin de prêts < à la date de début de prêt...).

La mise en place depuis 2017 d'une politique liée à la qualité des données permet également de s'assurer de l'exhaustivité et de la fiabilité des données et de formaliser l'ensemble des contrôles qui permettent de garantir cette qualité.

b) Risque de marché

Le calcul du SCR Risque de marché prend en compte les chocs définis par les mesures d'implémentation d'octobre 2014 dans le cadre de la formule standard. La courbe de taux retenue par MFP Précaution dans le cadre du calcul des SCR risque de taux et risque de spread est la courbe de taux transmise par l'EIOPA. Les fonds OPCVM et SICAV ont été « transparisés » conformément aux exigences de la Directive Solvabilité II.

Une note méthodologique concernant ce SCR a été transmis par le Groupe OFI qui se charge de ce calcul.

➤ SCR de marché :

$$SCR^{MARCHÉ} = \sqrt{\sum_{r,c} CrrMtk_{r,c} \times SCR_r \times SCR_c}$$

Avec CrrMtk une matrice de corrélation.

	2021
SCR de Marché	5 165 551
Effet de Diversification	-1 107 266

	6 272 818
SCR de taux	565 416
SCR Action	3 305 573
SCR Immobilier	1 254 483
SCR Spread	1 017 784
SCR de Change	89 111
SCR Concentration	40 450

➤ Résultats des tests

A fin 2021, le besoin en fonds propres lié au risque de marché s'élève à **5 165 551 €**.

Les scénarios adverses étudiés dans le cadre de l'ORSA prennent en compte le risque de marché par l'hypothèse d'une remontée des taux obligataires de 200 bp sur toute la courbe des taux (scénario 4) et par l'hypothèse de défaut du principal émetteur financier avec de surcroît, perte de 50% des nouveaux investissements décidés en 2015 (SCPI et renforcement de la poche « actions ») - (scénario 3)

c) Risque de crédit

L'Union n'est pas concernée.

d) Risque de liquidité

Compte-tenu de l'absence de risque significatif en matière de liquidité, les scénarios adverses de l'ORSA n'incluent pas de composante liée à ce risque.

e) Risque opérationnel

Le besoin de capital relatif au risque opérationnel est calculé de façon forfaitaire et augmente avec le volume de l'activité.

Input

pEarn non-life	<i>Volume de primes acquises, brutes de cession en réassurance, sur les 12 mois précédents les 12 derniers mois</i>	3 569 545
Earn life-ul	<i>Volume de primes acquises, brutes de cessions en réassurance, sur les 12 derniers mois, en vie</i>	0
Earn non-life	<i>Volume de primes acquises, brutes de cessions en réassurance, sur les 12 derniers mois, en non-vie</i>	2 895 247
TP-non life	<i>Best estimate non-vie, brut de réassurance</i>	1 728 932
BSCR	<i>Basic SCR</i>	13 176 334

- Calcul du capital requis pour le risque opérationnel sur base des primes acquises :

$$OP_{premium} = 0.03 \times Earn_{non-life} + 0.03 \times \max(0; Earn_{non-life} - 1.2 \times pEarn_{non-life})$$

- Capital requis pour risque opérationnel sur base des provisions techniques :

$$OP_{provisions} = 0.03 \times \max(0; TP_{non-life})$$

- Capital requis de base pour le risque opérationnel

$$OP = \max(OP_{premium}; OP_{provisions})$$

- SCR opérationnel final :

$$SCR_{OP} = \min(0.3 \times BSCR; OP)$$

Capital requis pour le risque opérationnel de prime	86 857
Capital requis pour le risque opérationnel de PT	51 868
Capital requis pour le risque opérationnel	86 857
SCR_{OP}	86 857

➤ Résultats des tests

Les risques opérationnels sont explicitement pris en compte dans la formule standard mais de façon forfaitaire. Pour MFP Précaution le capital nécessaire pour pallier ce risque représente environ **0,89 %** du SCR global. Seront étudiés la sensibilité des résultats au risque de défaillance de la relation avec l'éditeur du logiciel « métier » et de celle avec Premium Consulting.

f) Autres risques importants

➤ Risque de défaut de contrepartie

L'approche retenue par MFP Précaution sur le calcul des besoins en fonds propres et les chocs appliqués relatifs aux risques de défaut de contrepartie est basée sur la formule standard.

Le calcul du SCR lié aux autres contreparties est effectué dans le module risque de contrepartie. Pour le besoin de ce calcul, MFP Précaution a procédé, conformément aux mesures d'implémentation d'octobre 2014, à la classification des autres contreparties en 2 types d'exposition.

- Risque de défaut de type 1 : MFP Précaution possède **4 701 690 €** de créance de type 1 en date du 31/12/2021 (créances assurées, courtiers, coassureur, CSL).
- Risque de défaut de type 2 : MFP Précaution possède **36 871 €** de créance de type 2 en date du 31/12/2021 (débiteur divers, Etat, collectivité publique).

SCR type 1	657 081
SCR type 2	33 184
SCR Défaut	682 322

▪ Résultats des tests

Le SCR relatif au risque de contrepartie (hors émetteurs financiers) affiche un besoin en fonds propres de **682 322 €**.

Les scénarios adverses étudiés dans le cadre de l'ORSA prennent en compte ce risque par l'hypothèse de résiliation de la co-assurance du contrat perte d'emploi (scénario 6).

➤ Risque stratégique

Le scénario adverse réalisé par MFP Précaution dans le cadre de l'ORSA envisage l'hypothèse de la sortie ou disparition de plusieurs membres de l'Union, la perte de plusieurs membres participants (scénario 5), entraînant la perte d'1/3 du périmètre (soit environ 600 000 membres participants) à compter de 2023.

C.7 Autres informations pertinentes

Les nouvelles exigences de robustesse définies par le régulateur français (circulaire ACPR datée du 25 juillet 2017) ont conduit le Conseil d'administration de l'Union à fixer dans le cadre de son ORSA, un 2^{ème} seuil de tolérance à cette nouvelle exigence dénommée par les services de l'Union EMS3 (pour exigence de marge de solvabilité 3) fixée à 100%.

Il s'agit du niveau de couverture de la nouvelle exigence EMS3 répondant aux nouveaux critères de calcul.

Ce seuil a été fixé à ce niveau compte tenu de son caractère contraignant.

Les nouvelles exigences de robustesse ne concernent que les encours de crédit immobiliers générés à partir du 1^{er} janvier 2018.

Le bilan prudentiel Solvabilité II intègre l'ensemble des activités, qu'elles soient soumises (caution couverte) ou non soumises (hors périmètre) à l'exigence de robustesse supplémentaire.

Les entreprises, en plus du calcul de SCR, doivent satisfaire à la nouvelle exigence de robustesse à travers l'équation suivante :

$$FP_{disponibles} + RM_{caution} + BE_{caution} \geq 2\% \times (\text{encours de crédits immobiliers})$$

Le BE de l'activité caution devra être brut de recours à percevoir et comprendre les commissions variables futures.

Ces calculs sont réalisés lors de l'ORSA.

A noter que la validation de l'ORSA étant du ressort du CA annuel d'octobre, les résultats présentés ci-dessous correspondent à l'ORSA 2021 basé sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2020.

Le ratio de couverture de l'EMS3 passe, dans le cadre du BP scénario central, en-dessous du ratio cible de 100% à partir de **2023** avec une insuffisance de réserves de 1 377 407 € dès cette année-là et l'insuffisance s'accroît au fur et à mesure pour atteindre un niveau d'insuffisance de -10 803 221 € en 2030.

Afin de pallier cette insuffisance, MFPrécaution a fait le choix de recourir à de la réassurance et ce, dès 2018 dans le cadre proposé par l'ACPR via un traité pluriannuel (5 ans), en stop loss. Un tel traité permet de couvrir ainsi l'insuffisance de fonds propres calculée et de respecter les exigences.

D Valorisation à des fins de solvabilité

D.1 Actifs

D.1.1 Principes de comptabilisation et valorisation des actifs

Les principes généraux de valorisation des actifs et des passifs retenus sont ceux prévus par les dispositions de la Directive Solvabilité 2 et par les textes disponibles à la date de réalisation de ce rapport (Règlement délégué publié au JO de l'UE en octobre 2014).

L'ensemble des informations reportées dans cette partie est basé sur les valeurs des actifs dans le bilan économique présenté dans l'état réglementaire QRT S.02.01.01.

Conformément à l'article 10 du Règlement délégué de la Directive Solvabilité 2, les actifs sont valorisés à leur valeur économique, c'est-à-dire, au montant pour lequel ils pourraient être échangés dans le cadre d'une transaction conclue, dans les conditions de concurrence normale, entre les parties informées et consentantes.

Il est rappelé que dans les comptes statutaires de MFPrécaution, établis selon les principes comptables français, les actifs sont enregistrés au coût historique ou au coût amorti.

Le tableau de passage de la valeur nette dont surcote/décote à la valeur de réalisation des placements est disponible dans l'annexe aux comptes.

D.1.2 Principaux actifs de l'Union

Les actifs sont classés par grande famille du plan comptable des assurances.

Les principales classes d'actifs au bilan de l'Union MFPrécaution sont les suivantes.

- ✚ les actifs incorporels (classe 50 du plan comptable).
- ✚ les placements qui regroupent les immeubles et les placements financiers (classes 21 et 23 du plan comptable).

- ✚ les créances qui sont principalement des cotisations à recevoir et comptes courant de coassurance (classe 40)
- ✚ les autres actifs (classes 51 et 52 du plan comptable) regroupent les actifs corporels (mobilier), les dépôts de garanties versés et les soldes créditeurs des comptes courants bancaires.
- ✚ les comptes de régularisation actifs regroupent les frais d'acquisition reportés, les intérêts courus et les autres comptes de régularisation.

D.1.2.1 Actifs incorporels

Les actifs incorporels concernent pour l'essentiel les licences des logiciels « métier » développés et mis en production en 2016 (JLOAN et XLOAN) et une licence de logiciel de trésorerie (Wintit). Ces actifs sont désormais totalement amortis.

Etant donné l'absence de substance économique de ces actifs qui ne peuvent être revendus, leur valeur économique est évaluée à zéro.

D.1.2.2 Placements

ii. Agrégation des classes d'actifs

En comptabilité, les placements financiers sont classés en grandes familles. La comptabilité distingue à cet effet :

- les OPVCM monétaires
- les OPCVM actions
- les OPCVM obligataires
- les obligations et autres titres à revenus fixes
- les obligations d'Etat
- les SCPI et SCI
- les dépôts auprès des établissements de crédits et autres placements

Sur le plan de la gestion, outre la gestion effectuée directement par MFPrécaution, les actifs financiers sont gérés par un gestionnaire sous mandat :

- OFI Asset Management.

Le suivi et l'analyse précise du portefeuille et de sa performance est réalisé par un logiciel de trésorerie « wintit ». Les titres y sont paramétrés en fonction des contraintes réglementaires permettant une ventilation automatique et détaillée.

Les classes d'actifs correspondent aux postes du bilan solvabilité 2

Les actifs sont évalués à leur juste valeur.

- Les OPCVM sont évaluées à la valeur liquidative fin de mois
Les obligations sont évaluées à partir de la valeur boursière et des éventuels coupons courus.

iii. Répartition des actifs par gestionnaires

Au 31 décembre 2021, la situation de la gestion financière présentait les caractéristiques suivantes.

Actifs hors immobilier « pierre » en K€, au 31/12/2021.

Nature	OFI AM	%	Gestion Directe	%	TOTAL
OPCVM Actions	6 936	36%			6 936
OPCVM Obligataires	1 517	8%	13 334	70%	14 850
Obligations en direct	10 260	53%			10 260
S/tot. Obligataire	11 776	61%	13 334	70%	25 110
CSL CAT			3 642	19%	3 642
SCPI			2 075	11%	2 075
OPCVM Monétaires	735	4%			735
TOTAL en K€ en prix de marché	19 448	51%	19 052	49%	38 500
		100%		100%	100%
TOTAL en K€ en prix de revient	16 728	49%	17 092	51%	33 820
					100%

Les placements financiers (hors immobiliers « pierre ») incluent donc :

- des obligations souveraines : leur valeur économique correspond à la valeur de marché à la date de clôture.
- des obligations d'entreprise : lorsqu'il existe une cotation sur un marché actif, la valeur économique des obligations d'entreprise correspond à leur valeur de marché à la date de clôture. De plus, dans le cadre de l'élaboration du bilan économique, les intérêts courus ont été reclassés dans ce poste.
- des OPCVM et FCP tant actions qu'obligations qui sont valorisés en valeur de marché à la date de clôture.
- des SCPI : les parts de SCPI détenues en portefeuille sont valorisées en valeur de retrait et/ou de réalisation à la date de clôture.
- Il n'existe pas d'opération de crédit-bail

Les placements de l'Union intègrent également des placements immobiliers (son siège social et une adjudication immobilière) dont elle est propriétaire à 100%, valorisés par expertise immobilière à 2 654 230 € au 31/12/2021.

D.1.2.3 Crédit-bail et Locations

Non concernée

D.1.2.4 Créances nées d'opérations d'assurance et de réassurance

Les valeurs économiques des créances nées d'opérations d'assurance ont été considérées comme égales à leurs valeurs comptables, soit 1 921 772 € au 31/12/2021.

D.1.2.5 Autres créances (hors assurance)

Les différents comptes débiteurs dont les produits à recevoir sont évalués à leurs valeurs comptables. Ils seront recouvrables en N+1.

D.1.2.6 Trésorerie – Liquidités

La trésorerie (caisses et comptes courants bancaires) est valorisée dans le bilan économique à un montant qui ne peut être inférieur au montant immédiatement exigible et donc maintenue à sa valeur comptable.

Au 31/12/2021, le montant figurant au bilan prudentiel est de 658 752 €.

D.1.2.7 Autres actifs

Les comptes de régularisation-actif du Bilan S1 sont retraités : il s'agit des intérêts et loyers acquis non échus, des Frais d'acquisition reportés, et des autres comptes de régularisation comme par exemple les charges constatées d'avance ou les différences sur le prix de remboursement (obligation) à percevoir.

Les Frais d'acquisition reportés (FAR) comme les Charges constatées d'avance (CCA) correspondent à des éléments comptables représentatifs de flux passés. Or, Solvabilité 2 s'appuie sur une estimation des flux futurs. Les FAR tout comme les CCA sont donc considérés comme nuls en valeur économique.

D.1.2.8 Impôts différés actifs

Les impôts différés d'actifs sont essentiellement générés par l'élimination des comptes de régularisation d'actifs (frais d'acquisition reportés pour 1 629 067 €, autres comptes de régularisation...) et des actifs incorporels.

Les impôts différés d'actifs ne sont enregistrés dans le bilan S2 qu'à la condition d'avoir été testés positivement au regard de leur capacité d'absorption par les résultats futurs de l'Union ce qui est le cas.

Au 31/12/2021, le montant des impôts différés actifs est de 426 412 €.

Bilan S2

Actifs	2020	2021
Actifs financiers	40 651 097	41 270 699
Actifs incorporels	0	0
Immeubles	2 719 530	2 654 230
OPCVM	22 561 642	22 522 065
Oblig	12 971 316	10 376 539
SCPI	2 077 480	2 075 428
CSL	321 130	3 642 437
Autres placements	0	0
Autres actifs	2 760 631	3 062 061
Créances d'assurance	1 731 752	1 921 772
Créances (hors assurance)	31 085	36 871
Comptes courants et caisse	511 541	658 752
Actifs corporels	22 819	18 254
ID actif	463 433	426 412
TOTAL Actif S2	43 411 729	44 332 760

Bilan S1

Actifs	2020	2021
Actifs financiers	36 566 840	36 340 696
Actifs incorporels	72 870	0
Immeubles	2 643 848	2 520 434
OPCVM	19 379 217	18 337 391
Oblig	12 263 970	9 954 628
SCPI	1 885 806	1 885 806
CSL	321 130	3 642 437
Autres placements	0	0
Autres actifs	4 317 989	4 443 353
Créances d'assurance	1 731 752	1 921 772
Créances (hors assurance)	31 085	36 871
Comptes courants et caisse	511 541	658 752
Actifs corporels	22 819	18 254
Intérêts et loyer acquis non échus	212 978	116 662
FAR	1 742 093	1 629 067
Compte de régularisation	65 720	61 975
TOTAL Actif S1	40 884 829	40 784 050

D.2 Provisions techniques

D.2.1 Description des méthodologies actuarielles et des hypothèses utilisées pour le calcul des provisions techniques

Les provisions techniques sont constituées :

- des provisions pour primes
- des provisions pour sinistres à payer

Ces deux provisions doivent être calculées séparément.

- S'agissant de la meilleure estimation des provisions pour primes, les projections de flux de trésorerie concernent les sinistres survenant après la date d'évaluation et au cours de la période restant à courir des engagements de caution de l'organisme

- S'agissant de la meilleure estimation des provisions pour sinistres à payer, les projections de flux de trésorerie concernent les sinistres survenus à la date d'évaluation ou antérieurement – que les sinistres aient été ou non déclarés (c'est-à-dire les sinistres survenus mais non réglés). Les projections de flux de trésorerie futurs doivent comprendre tous les futurs règlements de sinistres découlant de ces évènements.

La limite du contrat d'assurance (et donc de la projection des flux futurs) est la première date à partir de laquelle MFPrécaution a :

- un droit unilatéral de résilier le contrat,
- un droit unilatéral de refuser les primes à payer en vertu du contrat
- la capacité illimitée de modifier les primes ou les prestations dues en vertu du contrat à un moment ultérieur

La sinistralité ultime « moyenne » ou « la plus probable » a été évaluée permettant, après application de cadences et de la courbe des taux, de déduire la valeur actualisée des flux futurs.

Les différentes garanties sont ici présentées ainsi que les hypothèses prises en compte et méthodes retenues pour le calcul des Best Estimate.

- **Caution fédérale**

Description de la garantie

La caution est accordée pour les prêts inférieurs à 900 000€, pour des durées inférieures à 360 mois.

La caution porte sur la totalité du montant et sur toute la durée du ou des prêts relatifs à l'opération financée et est conditionnée à un certain nombre de critères prudentiels garantissant la solvabilité de l'emprunteur et s'il y a lieu, du co-emprunteur (apport minimum, taux d'endettement inférieur à 33%, « reste à vivre » suffisant et couverture des emprunteurs en décès (DC), en incapacité de travail (IT) ou invalidité avec une quotité globale de 100%. Depuis le 20 mai 2020, Une couverture « perte d'emploi » pour les non-fonctionnaires est proposée mais non exigée.

En cas de défaut de paiement du membre participant des échéances du prêt, le Garant assure au bénéficiaire (la banque), le paiement de toutes les sommes qui lui sont dues en capital, intérêts et frais y compris les intérêts de retard, à l'exclusion des indemnités dues en raison de la défaillance du Membre participant et sous réserve des conditions particulières négociées dans les conventions de partenariat.

La prime est unique et versée a posteriori par les mutuelles pour le compte de leurs adhérents cautionnés.

Comptablement, MFPrécaution constitue les provisions suivantes pour couvrir ce risque : Provision de primes Emises Non Acquise (PENA), Provision pour risques et charges (PREC), Provision de sinistres à payer (PSAP), provision pour frais d'acquisition reportés.

Frontière du contrat

La prime étant unique et versée au moment de la souscription pour toute la durée du contrat, la frontière du contrat est la date de fin de prêt car durant toute la durée du prêt,

MFPrécaution ne peut modifier les prestations dues en vertu du contrat existant.

Sur la durée du contrat, les flux associés aux sinistres en cours et aux sinistres futurs ont été projetés afin d'estimer des provisions pour sinistres et provisions pour primes.

Données utilisées, hypothèses et méthodes de calcul

Données disponibles et retraitements

- ✓ **Historique**

- Montant des encours globaux cautionnés de 2001 à 2021,
- Montant des sinistres associés aux années de caution depuis 2001 (dossier par dossier),

- Base des rétrocessions (extraction de l'ancien outil de gestion du contentieux « VBANK ») de tous les dossiers non soldés en 2001,
- Base des dossiers soldés en 2001 (montant des sinistres et rétrocessions issus du nouvel outil « XLOAN »).

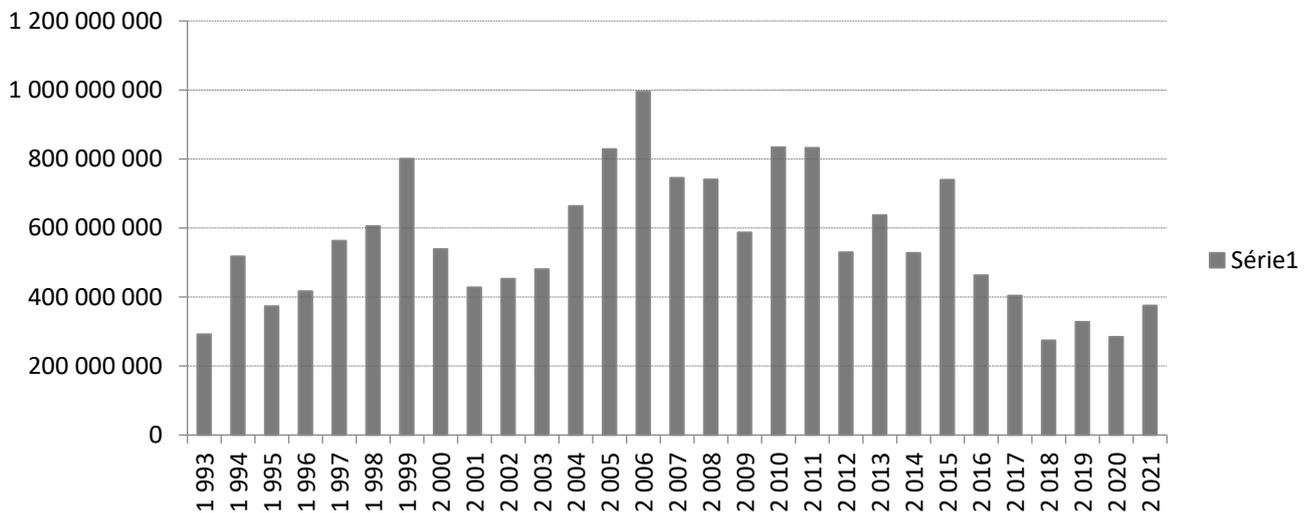
✓ **Base de données « sinistres et recours »**

Une base de sinistres individuelle a été construite comprenant l'ensemble des sinistres depuis 2001, avec l'année de caution, l'écoulement des sinistres survenus de 2001 à 2021 ainsi que des recours associés.

✓ **Base de données « encours »**

La base des données des encours a été travaillée sur les encours globaux par année de caution, y compris les entrées de portefeuille (dont MT en 2008, MAI en 2011, Intériale en 2013, Mutame et MGP en 2018). Ci-dessous, un graphique illustrant l'évolution de ces encours cautionnés depuis 1993.

Montant prêts par génération



Hypothèses de projection

- **Taux de remboursement anticipé** : 4%
- **Taux de récupération à l'ultime pour les projections** : 90,37 %
- **Table de risque brute de recours**
La table utilisée a été mise à jour cette année, en séparant les taux de sinistres correspondant à des sinistres en cours et à des sinistres nouveaux.
La table obtenue, utilisée pour projeter les sinistres futurs, donne le taux de nouveaux sinistres, en pourcentage de l'encours initial cautionné, selon la durée écoulée depuis la date de caution.
- **Effets de l'inflation**

L'hypothèse retenue est celle pour laquelle les historiques passés intègrent des éléments d'inflation dans les données courantes et que les évolutions futures conservent ce type d'évolution. Ainsi, il est considéré que l'inflation future correspond à l'inflation passée.

Calcul des frais de gestion

La distinction entre les frais de gestion alloués aux sinistres et les frais de gestion non alloués (gestion administrative par exemple) est effectuée.

$$FG_i = FG \text{ alloués}_i + FG \text{ non alloués}_i$$

Les frais de gestion se décomposent de la manière suivante.

- Frais de gestion alloués : 7,13 % des montants de sinistres payés + recours encaissés (moyenne observée des trois dernières années). Application d'un plafond de 2%.
- Frais de gestion non alloués : (solde de l'ensemble des frais une fois enlevés les frais d'acquisition et les frais de gestion alloués) évolution proportionnelle à l'encours restant dû, projeté sur toute la durée du run-off. Il s'agit des frais d'administration, des charges des placements (internes et externes) ainsi que des autres charges techniques
Pour 2021, il équivaut au solde des frais une fois que les frais d'acquisition et les frais de gestion alloués ont été enlevés. Ensuite, le montant se calcule comme suit.

$$FG \text{ non alloués}_{N+1} = \text{encours}_{N+1} \times \frac{FG \text{ non alloués}_N}{\text{encours}_N}$$

- Frais d'acquisition : les frais d'acquisition ne sont pas projetés car il s'agit de contrats en run-off.

Facteur d'actualisation

Courbe zéro coupon fournit par l'EIOPA.

$$\text{facteur d'actualisation}_i = \frac{1}{(1 + \text{taux } ZC_i)^i}$$

Cadences de développement de la charge ultime

La charge ultime a été calculée à l'aide d'un triangle de développement selon la méthode de Chain Ladder. A l'aide de cette méthode et des données transmises par le service « caution » de MFPPrécaution, les triangles des montants des sinistres réglés, des charges et des recours sont obtenus.

La charge d'une année pour un sinistre donné correspond au montant total payé par l'Union, minoré des recours :

$$\text{Charge}_n = \sum_{i=1}^n \text{Règlements}_i - \text{Recours}_i$$

La charge d'une année est souvent plus élevée les premières années suivant le sinistre et elle a tendance à diminuer au cours du temps du fait des recours.

La charge ultime correspond à la somme restant à la charge de l'Union après que tout a été payé ou reçu (règlement et recours).

L'estimation des cadences de développement de la charge ultime (Devel Ultim ou DU) a été effectuée sur 17 ans (total des montants payés diminué des recours encaissés) en se basant sur les données observées depuis 2001 sur le portefeuille. Elle se calcule à l'aide de la charge en pourcentage de sinistre initial qui est, elle-même, calculée à l'aide du pourcentage de recouvrement.

Pour un sinistre initial de 100 000 €, la charge ultime au bout de 17 années n'est que de 9 634,92 €.

- la charge de la première année est de 87 847.85 € (paiements – recours lors de l'année du sinistre)
- puis devient négative à dès la deuxième année (paiements – recours en année 2 = -16 793.58 €)

Les frais de gestion pris en compte dans les calculs des Best estimate comprennent :

- les frais d'acquisition
- les frais de gestion alloués : frais de gestion Sinistres/règlement prestations
- les frais de gestion non alloués : les frais d'administration ainsi que les charges des placements

Best Estimate de sinistre

Les charges futures associées aux sinistres déjà survenus ont été estimées à l'aide des cadences de développement de la charge ultime présentées ci-dessus, mais en corrigeant les charges ultimes théoriques des différentes années de survenance selon les recouvrements réels de ces années.

Les frais de gestion des sinistres en cours ont été intégrés dans le calcul. Les années précédentes, l'ensemble des frais était pris en compte dans le calcul du Best Estimate de Prime.

Best Estimate de Prime

Les flux modélisés sont ceux associés aux sinistres futurs et recours associés, ainsi que les frais de gestion associés. Les frais de gestion associés aux sinistres futurs sont intégrés.

La table de sinistres « nouveaux » a été utilisée pour projeter, sur 20 ans, les flux de sinistres futurs à partir du montant des encours initiaux des 20 dernières années. Les charges futures associées ont été estimées à l'aide des cadences de recouvrement de la charge ultime.

$$charge\ futurs_{i,j} = charge\ ultime\ théorique_i \times DU_j$$

Décomposition du Best Estimate Caution

$$BE_{Prime} = \sum_i (Charges\ sinistres\ nets\ de\ recours\ futurs_i + frais\ de\ gestion\ associés\ aux\ sinistres\ futurs_i) * facteur\ d'actualisation_i$$

$$BE_{Sinistre} = \sum_i (Charge\ sinistres\ nets\ de\ recours\ en\ cours_i + frais\ de\ gestion\ associés\ aux\ sinistres\ en\ cours_i) \times facteur\ d'actualisation_i$$

Le total des provisions comptables au 31/12/2021 pour le risque « caution » est de 15 913 858.96 € (15 913 040.65 € de PENA, 818.31 € de PREC et 0 € de PSAP).

Le Best Estimate Solva 2 est de 1 403 939 € pour la ligne d'activité « caution » qui se décompose comme suit :

BE Prime	BE Sinistres	BE total
1 540 781	-136 842	1 403 939

Remarque : La provision pour sinistres est négative du fait du décalage entre les sinistres payés et les recours recouverts.

- **Chômage**

Frontière du contrat

La garantie « chômage » proposée en coassurance par MFPPrécaution peut être souscrite pour tous les membres participants ayant des prêts cautionnés s'ils ne sont pas fonctionnaires. Les flux correspondant aux sinistres en cours et aux sinistres futurs ont été projetés sur cette durée.

Historique de données et méthodes de calcul

Le risque étant co-assuré avec CNP Caution, apériteur du risque, les historiques de données sont conservés par l'apériteur.

Sous Solvabilité 2, il a été considéré :

- que les provisions pour sinistres connus (calculées par CNP Caution) correspondent aux provisions pour sinistres,
- que les provisions d'égalisation (calculées par CNP Caution) correspondent aux provisions pour primes.

Pour projeter les provisions S1, un taux d'évolution des primes de 2% a été retenu.

Ces provisions ont donc été lissées jusqu'à extinction de l'encours sous-jacent, afin d'obtenir les flux associés aux sinistres futurs, et les flux associés à l'ensemble des frais ont été estimés (application aux flux ainsi projetés du taux moyen de frais des années 2019 à 2021 : 45 %).

Les frais prennent en compte :

- les frais de gestion Sinistres / Règlement Prestations
- les frais d'acquisition
- les frais d'administration
- les charges des placements (internes et externes)

Il a été considéré que l'inflation future correspondait à l'inflation passée et que celle-ci était prise en compte dans les provisions actuelles. Aucun retraitement relatif à l'inflation n'a donc été réalisé.

Ces flux ont ensuite été actualisés à l'aide de la courbe de taux sans risques fournie par l'EIOPA pour l'exercice 2020.

Décomposition du Best Estimate

Il se décompose de la manière suivante :

$$BE_{Prime} = \sum_i (Provisions\ pour\ risques\ croissants_i + PEG_i + frais\ nouveaux_i) \times facteur\ d'actualisation_i$$

$$BE_{Sinistre} = \sum_i (Sinistres\ connus\ chômage_i + frais\ nouveaux_i) \times facteur\ d'actualisation_i$$

Comptablement, les provisions à 30% concernant le risque « chômage » au 31/12/2021 sont de 224 853,62 € (132 687,01 € de provisions pour sinistres connus et 92 166,61 € de provisions d'égalisation).

Sous Solvabilité 2, le Best Estimate calculé aboutit à 324 993 € pour la ligne d'activité « Perte emploi » qui se décompose comme suit.

BE Prime	BE Sinistres	BE total
131 355	193 638	324 993

- **Calcul de la marge de risque**

La Marge de Risque est calculée de manière à garantir que la valeur des provisions techniques soit équivalente au montant que les entreprises d'assurance demanderaient pour reprendre et honorer les engagements d'assurance.¹

$$RM = CoC \times \sum_{t \geq 0} \frac{SCR(t)}{(1 + r(t + 1))^{t+1}}$$

Données requises

- CoC : le taux de coût du capital
- SCR(t) : le capital de solvabilité requis après t années
- r(t+1) : le taux d'intérêt sans risque de base pour l'échéance t+1 années.

Simplifications applicables au SCR global pour chaque année future (niveau 3 de la hiérarchie)

Principe de la simplification : les SCRs futurs sont proportionnels à la meilleure estimation des provisions techniques de l'année concernée, le facteur de proportionnalité étant le ratio de l'année en cours.

Remarques

- le SCR pris en compte est le BSCR hors marché
- le taux du coût du capital retenu est de 6 %

Proportionnalité des SCR futurs et des BE

Méthode de calcul

Pour calculer les SCR futurs, nous utilisons la formule suivante :

$$SCR_{RU}(t) = SCR_{RU}(0) \times \frac{BE_{Net}(t)}{BE_{Net}(0)}$$

Avec

$$SCR_{RU}(0) = BSCR_{hors\ marché} + SCR_{intangibles} + SCR_{op}$$

Hypothèses à satisfaire

D'après les spécifications techniques de l'EIOPA, l'entreprise peut utiliser cette simplification si elle satisfait les hypothèses suivantes.

- La composition des sous risques dans le risque de souscription doit être la même (pour tous les risques de souscription). Dans le cas de MFPrécaution, l'activité étant très majoritairement celle de la caution (BE Caution = 81 % du BE global), la condition est vérifiée.
- La solvabilité moyenne des réassureurs doit être la même (risque de défaut de contrepartie) : un seul réassureur, la condition est donc vérifiée.
- Le risque résiduel de marché par rapport au BE net doit être le même (risque de marché). En effet, la composition de l'actif étant stable, le SCR de marché varie très peu, la condition est donc vérifiée.
- La proportion de la part des obligations des réassureurs doit être la même (risque opérationnel) : un seul réassureur, la condition est donc vérifiée.
- la capacité d'absorption des pertes des provisions techniques par rapport au BE net doit être la même (ajustement). MFPrécaution n'a pas d'ajustement au titre de la capacité d'absorption des pertes des provisions techniques, la condition est donc vérifiée.

Dans le cas de MFPrécaution, ces hypothèses sont satisfaites.

¹ Art 77-3.

Résultat de la marge de risque

La marge de risque a ensuite été affectée aux différentes garanties proportionnellement aux cotisations acquises des 12 derniers mois.

RM
1 299 894

D.2.2 Les montants recouvrables au titre des contrats de réassurance et des véhicules de titrisation

Le montant recouvrable au titre du traité de réassurance souscrit par MFPrécaution auprès de la SCOR correspond à la portée de 16.000.000 €.

D.2.3 Changements importants par rapport à la précédente période de référence

Pour la table de risque et la cadence de développement de la charge ultime, le Conseil d'administration a préconisé de garder une profondeur de 20 ans de sinistres cette année contre 40 ans auparavant. Ce changement de la profondeur a un impact à la baisse sur les BE de primes plus important que l'impact à la hausse sur les BE de sinistre. Ce qui entraîne ainsi une baisse des provisions technique par rapport à l'année dernier.

D.3 Autres passifs

D.3.1 Impôts différés au passif

Les impôts différés au passif sont générés par :

- l'écart de provisions techniques S1 et S2 : 13 109 887 euros au 31/12/2021
- L'écart de valorisation sous S1 et S2 de la poche immeuble du portefeuille d'actifs : 133 796 euros au 31/12/2021
- la réserve de capitalisation (S1) : 0 euros au 31/12/2021
- les plus ou moins-values latentes (hormis les plus-values des OPCVM dont une partie a déjà été soumise à l'impôt, le reste n'étant pas soumis) : 2 454 417€ au 31/12/2021
- Le retraitement du compte de régularisation passif S1 (surcote) : 132 989 €.

Le montant des impôts différés passifs 2021 est de 4 195 239 €.

D.3.2 Autres passifs

Les autres passifs de la mutuelle ont été comptabilisés de la manière suivante :

- Estimation à la valeur comptable considérée comme la meilleure approximation de la valeur de marché.
- Retraitements du bas de bilan, liés à la valeur de marché (surcote notamment).

Sont pris en compte les éléments principaux suivants :

- Les dettes nées d'opérations d'assurance avec les participations bénéficiaires des contrats (Caution fédérale et Perte d'emploi) dont la valeur économique est donc considérée comme égale à la valeur comptable pour un total de 1 684 867 € au 31/12/2021.
- Les « autres dettes » pour 3 796 066 € au 31/12/2021 qui intègrent notamment l'emprunt précédemment contracté dans le cadre de l'acquisition du Siège de l'Union, les autres dettes fournisseurs et salariés (dont les avantages sociaux accordés au personnel constitués par les indemnités de fin de carrière conventionnelles auxquelles les salariés ont droit à leur départ de l'entreprise s'ils liquident leur retraite. L'engagement actualisé est de **110,3 K€**).

Bilan S2

Passifs	2020	2021
Fonds Propres de base	30 621 992	31 547 763
<i>Capital social</i>	9 000 000	9 000 000
<i>Réserves (hors report à nouveau)</i>	640 360	819 610
<i>Passifs subordonnés</i>	2 500 000	2 500 000
<i>Report à nouveau</i>	4 235 468	4 946 656
<i>Résultat de l'exercice</i>	711 187	458 040
<i>Réserve de réconciliation</i>	13 534 976	13 823 457
Provisions techniques	3 129 729	3 028 826
<i>Best Estimate de Prime</i>	3 043 837	1 672 137
<i>Best Estimate de sinistres</i>	-901 851	56 796
<i>Marge de risque</i>	987 744	1 299 894
Autres passifs	9 660 007	9 756 171
<i>Dettes d'exploitation</i>	5 223 778	5 560 933
<i>ID Passif</i>	4 436 229	4 195 239
TOTAL Passif	43 411 729	44 332 760

Bilan S1

Passifs	2020	2021
Fonds Propres de base	18 493 375	18 951 415
<i>Capital social</i>	9 000 000	9 000 000
<i>Réserves (hors report à nouveau)</i>	2 046 719	2 046 719
<i>Passifs subordonnés</i>	2 500 000	2 500 000
<i>Report à nouveau</i>	4 235 468	4 946 656
<i>Résultat de l'exercice</i>	711 187	458 040
Provisions techniques	16 926 986	16 138 713
<i>PENA PREC PEG</i>	16 612 910	16 006 027
<i>PSAP</i>	314 075	132 687
Autres passifs	5 464 468	5 693 922
<i>Dettes d'exploitation</i>	5 223 778	5 560 933
<i>Compte de régularisation Passif</i>	240 690	132 989
TOTAL Passif	40 884 829	40 784 050

D.4 Méthodes de valorisation alternatives

MFP Précaution n'utilise aucune méthode de valorisation alternative.

D.5 Autres informations

Aucune autre information importante ou qualifiée comme telle par l'Union susceptible d'impacter la valorisation des actifs et des passifs présentés plus haut n'est à mentionner.

E Gestion du capital

E.1 Fonds propres

(a) Informations générales

➤ Objectifs, politiques et procédures

La politique de gestion des fonds propres a pour objet d'assurer la couverture du besoin de solvabilité avec des fonds propres ou des quasi-fonds propres en ayant en perspective des objectifs ciblés de taux de couverture à atteindre.

L'Union a mis en place une gestion simple des fonds propres dans le cadre de l'appétence au risque en ce qui concerne le ratio de Solvabilité. Elle dispose pour ce faire de deux principales ressources :

- ses résultats bénéficiaires accumulés mis systématiquement depuis l'origine en report à nouveau donc en réserves par décision de l'Assemblée générale sur proposition du Conseil d'administration,
- des dettes subordonnées (aujourd'hui des titres participatifs) à hauteur de 2,5 M€ de quasi fonds propres souscrits à l'origine par l'entité de tête (MFP Services devenue depuis Urops).

D'autres sources comme les certificats mutualistes pourraient également dans le futur constituer des fonds propres de complément mais cette solution n'est à ce stade, pas envisagée.

En revanche, les mutuelles membres de l'Union ont accepté, lors de l'AG de décembre 2016, la mise en place d'un plafonnement de leurs participations bénéficiaires limitées au montant des cotisations émises de façon à mettre fin à un fonctionnement financier qui pouvait entraîner un appauvrissement de l'Union.

Jusqu'à ce que l'Union soit officiellement informée par l'ACPR du renforcement des exigences de la branche 15, les niveaux de couverture du SCR et du MCR par les fonds propres étaient tels que l'Union n'avait jamais envisagé de recourir à un renforcement de ses fonds propres autrement que par l'accumulation dans ceux-ci des résultats bénéficiaires annuels mis systématiquement en report à nouveau par décision de son AG.

Avec les nouvelles exigences de robustesse, il est apparu que la situation confortable de l'Union était remise en cause et que la solution pour les respecter passait soit par un allègement de l'exigence grâce à la réassurance, soit par un renforcement des fonds propres de l'Union à travers l'émission de titres subordonnés ou de certificats mutualistes auprès de ses mutuelles membres, soit par un mix des deux.

L'insuffisance de fonds propres étant pronostiquée, MFPrécaution a souscrit, dès le 1^{er} janvier 2018, une couverture en réassurance validée et reconduite annuellement par le Conseil d'administration d'octobre de l'Union.

Pour la période quinquennale 2022-2026, le traité est reconduit alors que l'insuffisance de fonds propres « scénario central » est prévu dans l'ORSA à partir de 2023.

Les éléments de fonds propres sont classés par « tiers » ; il est prévu de vérifier au moins une fois par an, à l'occasion de la remise des états prudentiels annuels, que les éléments de couverture du SCR et du MCR sont classés correctement, ces classements impactant l'application des règles de couverture comme suit.

Limites par rapport au SCR

- Eléments T1 doivent couvrir au minimum 50% du SCR
- Eléments T2 doivent couvrir au maximum 50% du SCR
- Eléments T3 doivent couvrir au maximum 15% du SCR

Nb : avec T2 + T3 constituant au maximum 50% du SCR. Les fonds propres auxiliaires pouvant être admis dans certaines conditions (exemple : facultés de rappel de cotisations en T2...)

Limites par rapport au MCR

- Eléments T1 doivent couvrir au minimum 80% du MCR
- Eléments T2 doivent couvrir au maximum 20% du MCR

(Les éléments T3 et les fonds propres auxiliaires sont non admis)

Eléments éligibles en T1 : il s'agit principalement du fonds d'établissement, des réserves, des résultats accumulés, des dettes subordonnées à durée indéterminée dans certaines conditions (durée initiale d'au moins 10 ans, absence d'obligation ou d'incitation à rembourser le nominal, absence de charges financières obligatoires, absence de contraintes), et des rappels de cotisations effectivement réalisés.

Eléments éligibles en T2 : il s'agit principalement des dettes subordonnées datées dans certaines conditions (durée initiale d'au moins 5 ans...) et de la faculté de rappel de cotisations.

Eléments éligibles en T3 : il s'agit de tous les autres éléments de fonds propres qui ne peuvent relever des niveaux tier1 et tier2.

➤ Objectif temporel

La suffisance de fonds propres est estimée au regard du business plan prévisionnel à horizon 10 ans. L'objectif du Conseil d'administration est d'arriver à une couverture du SCR par les fonds propres à hauteur de 250% (nouveau seuil d'appétence décidé le 26 janvier 2022 par le CA), 150% (nouveau seuil de tolérance). Concernant l'EMS3, elle doit être couverte à hauteur de 100%.

➤ Changements importants au cours de la période de référence

Par rapport à l'année précédente, seul le résultat excédentaire de l'exercice 2021 a fait évoluer positivement le niveau des fonds propres.

(b) Structure, montant et qualité des fonds propres

Taux de couverture

	2021
AMCR (Absolute floor of the MCR)	3 700 000
MCR (Minimum Capital Requirement)	3 700 000
SCR (Solvency Capital Requirement)	9 748 446
Fonds Propres S2 (Hors Passifs subordonnés)	29 047 763
Passifs Subordonnés	2 500 000
Ratio de couverture SCR (yc passifs subordonnés)	324%
Ratio de couverture MCR (yc passifs subordonnés)	805%
Ratio de couverture SCR (hors passifs subordonnés)	298%
Ratio de couverture MCR (hors passifs subordonnés)	785%

- Fin 2021, le ratio de couverture sous Solvabilité 2 était de 324 % (298 % sans prise en compte des titres subordonnés). Il était de 319% en 2020.
- Fin 2021, le ratio de couverture du MCR était de 805 % (785 % sans prise en compte des titres subordonnés)

L'amélioration des ratios de couverture par rapport à l'année dernière est expliquée par la hausse des fonds propres compensée marginalement par une hausse du SCR de + 162 K€.

(c) Montant des fonds propres éligibles pour couvrir le SCR et le MCR

Fonds Propres & Passifs subordonnés	2020	2021	Ecart
Fonds Propres	28 121 992	29 047 763	925 771
<i>Capital social</i>	9 000 000	9 000 000	0
<i>Réserves (hors report à nouveau)</i>	640 360	819 610	179 250
<i>Report à nouveau</i>	4 235 468	4 946 656	711 187
<i>Résultat de l'exercice</i>	711 187	458 040	-253 148
<i>Réserve de réconciliation</i>	13 534 976	13 823 457	288 481
Passifs subordonnés	2 500 000	2 500 000	0

- Tier 1 : Fonds propres de base (29 047 763 €)
- Tier 2 : passifs subordonnés (2 500 000 €)

Les exigences de Solvabilité II sont donc respectées avec plus de 70 % correspondant au Tier1.

(d) Explication quantitative et qualitative des différences

La hausse des fonds propres est principalement expliquée par le résultat de l'exercice 2021 et celle de la réserve de réconciliation. La hausse de cette dernière est principalement due à la hausse de la variation des plus ou moins-value latente non soumis à l'IS.

(e) Mesures transitoires

Non concerné

(f) Fonds propres auxiliaires

Non concerné

(g) Déductions des fonds propres et restrictions notables

Non concerné

E.2 Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis

(a) Montant du SCR et du MCR

➤ Calcul du SCR

Les catégories de risque concernées par le calcul sont les suivantes.

- **Marché : risque de marché**

- *Risque Actions : MFPrécaution possède 6 936 K€ d'actions sous forme d'OPCVM en date du 31/12/2021.*
- *Risque de change : MFPrécaution est exposée à hauteur de 428 K€ en OPCVM monétaire, actions, ou obligataire pour les titres cotés dans des devises étrangères à la zone euro.*
- *Risque de concentration : MFPrécaution possède des actifs émis par la même société (en 2021 principale concentration : émetteur EssilorLuxottica).*
- *Risque de spread : MFPrécaution possède 25 845 K€ d'actifs monétaire ou obligataire soumis au risque de spread en date du 31/12/2021.*
- *Risque de taux : MFPrécaution possède 25 845 K€ d'actifs monétaire ou obligataire soumis au risque de taux en date du 31/12/2021 mais les best-estimates sont aussi sensibles à la variation des taux.*
- *Risque immobilier : MFPrécaution possède 2 075 K€ de parts de SCPI et détient également la propriété de son siège social pour une valeur d'actif de 2 653 K€ (valorisée par la société d'expertise Lamy) également soumise à ce risque.*

- **Risque de défaut de contrepartie**

- *Risque de défaut de type 1 : MFPrécaution possède 4 701 690 € de créance de type 1 en date du 31/12/2021 (créances mutuelles, courtiers, coassureur, CSL).*
- *Risque de défaut de type 2 : MFPrécaution possède 36 871€ de créance de type 2 en date du 31/12/2021 (débiteur divers, Etat, collectivité publique).*

- **Risque de souscription lié aux engagements non-vie**

- *Le risque non-vie est constitué des risques chômage et caution avec une contribution prépondérante de la caution. Au sein de la caution, c'est le risque de prime qui est le plus important. Il est homogène aux PENA constatées comptablement.*
- *Risque catastrophe : Par son activité, MFPrécaution est soumise à un risque de catastrophe humaine (risque de récession et défaut des 2 plus gros engagements) et à un risque de catastrophe chômage. (Cf. méthodologie de calcul fournie par l'EIOPA).*

- **Risque opérationnel**

- *Les risques opérationnels sont définis comme les risques de pertes résultant de procédures internes, de membre du personnel ou de système inadéquats ou défectueux, ou d'événements extérieurs. Les risques juridiques sont intégrés. Ces risques sont inhérents à toute activité professionnelle.*
- *Ils sont estimés à partir de la formule standard.*
- *Pour MFPrécaution le capital nécessaire pour pallier ce risque représente 0,89 % du SCR global, soit 87 K€.*
- *Les procédures mises en place au sein de MFPrécaution, contrôlées par le comité d'Audit, permettent de réduire ces risques et de considérer que le risque opérationnel estimé par la formule standard couvre bien l'ensemble des risques.*

Le SCR marché est calculé par le Groupe OFI, mandaté par MFPrécaution, pour ce qui concerne le besoin en capital généré par les chocs appliqués aux actifs financiers de MFPrécaution. Parallèlement, les impacts de ces chocs ont été calculés sur le passif afin d'évaluer le SCR pour chacun des sous modules concernés.

Ont été pris en compte un ajustement négatif au titre de la capacité d'absorption des pertes par les impôts différés (taux d'imposition : 26,5 % en 2021).

L'ajustement du SCR lié à la capacité d'absorption des pertes par les impôts différés passifs est retenu pour 3 515 K€ (cf. état s.25.01.01 des ARS).

Deux calculs sont faits pour évaluer la capacité d'absorption des pertes des impôts différés (ID) :

- Premier calcul : ID passif du bilan - ID Actif = 3 768 K€
- Deuxième calcul : impact qui résulterait de la perte dans les FP du montant du SCR global privé de l'ajustement pour ID : Taux ID *(BSCR + SCROp) = 3 515K € (avec taux ID = 26,5%)
- Par prudence, nous retenons comme montant final le montant minimum de ces 2 montants :
Ajustement = min des deux montants = 3 514 746 €.

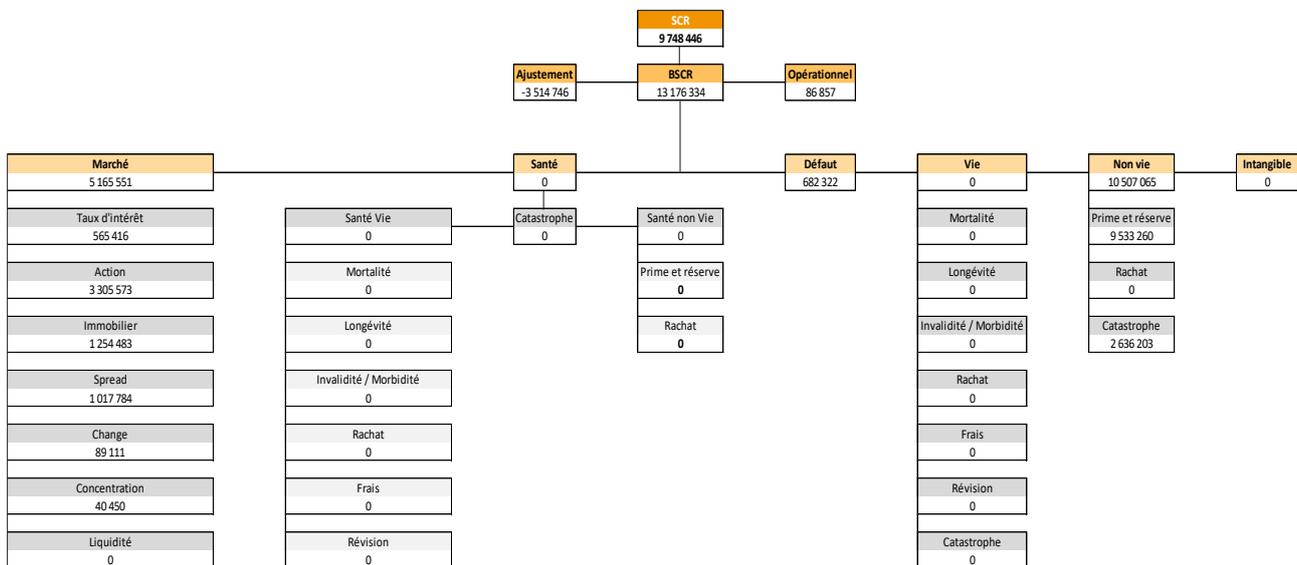
➤ Calcul du MCR

Le plancher absolu applicable pour MFPPrécaution est de 3 700 000 €.

Le calcul du MCR linéaire aboutit à 560 612 €.

Le montant retenu est donc 3 700 000 €, qui est bien compris entre 25% et 45% du SCR

(b) Montant du SCR par module de risque



(c) Calculs simplifiés

Non concerné

(d) Paramètres propres à l'entreprise

Non concerné

(e) Article 51 §2 alinéa 3 directive 2009/138/CE

Depuis le 1^{er} janvier 2018, l'ACPR a mis en place une exigence supplémentaire décrite dans ce rapport et respectée par l'Union.

(f) Effet des paramètres propres à l'entreprise

Non concerné

(g) Données utilisées par l'entreprise pour calculer le MCR

Calcul du MCR

Le plancher absolu applicable pour MFPrécaution est de 3 700 000 €. (Technical Specification for the Preparatory Phase de l'EIOPA)

Le calcul du MCR linéaire aboutit à 560 612 €.

Les données utilisées sont dans le tableau ci-dessous :

	Caution	Chômage
Provisions Nettes (hors MR)	1 403 939	324 993
Cotisations Emises Nettes	1 794 493	400 724
alpha	17.70%	18.60%
beta	11.30%	12.20%

Les coefficients alpha et beta sont disponible dans le règlement délégué.

Le montant retenu est donc 3 700 000 €, qui est bien compris entre 25% et 45% du SCR

(h) Changements importants du SCR ou du MCR durant la période de référence

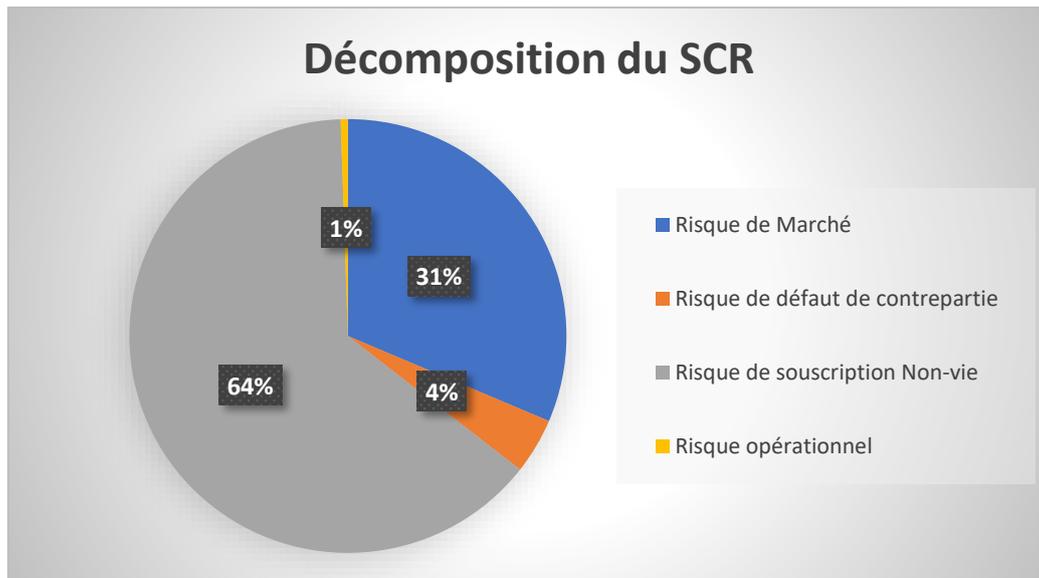
➤ Synthèse et évolution 2021/2020 des composantes du SCR

	2020	2021	
Risque de Marché	4 726 875	5 165 551	438 676
<i>Taux</i>	734 847	565 416	-169 431
<i>Actions</i>	2 433 246	3 305 573	872 327
<i>Immobilier</i>	1 284 742	1 254 483	-30 259
<i>Spread</i>	1 455 284	1 017 784	-437 501
<i>Change</i>	79 591	89 111	9 520
<i>Concentration</i>	48 925	40 450	-8 474
<i>Contra_cyclique</i>	0	0	0
Risque de défaut de contrepartie	206 915	682 322	475 406
<i>Type 1</i>	185 104	657 081	471 977
<i>Type 2</i>	27 976	33 184	5 207
Risque de souscription Santé	0	0	0
<i>CAT</i>	0	0	0
<i>Non-SLT Health</i>	0	0	0
Risque de souscription Non-vie	11 090 920	10 507 065	-583 855
<i>Primes et réserves</i>	10 034 419	9 533 260	-501 158
<i>Rachat</i>	0	0	0
<i>CAT</i>	2 840 418	2 636 203	-204 216
Somme des composants de risque	16 024 711	16 354 938	330 227
<i>Effets de diversification</i>	-2 818 982	-3 178 604	-359 623
Risque diversifiés	13 205 729	13 176 334	-29 395
<i>Adj</i>	-3 727 759	-3 514 746	213 013
<i>BSCR</i>	13 205 729	13 176 334	-29 395
<i>SCRop</i>	107 696	86 857	-20 839
SCR	9 585 666	9 748 446	162 779

En 2021, MFPrécaution possède un SCR de 9 748 446 € contre de 9 585 666 € en 2020, soit une hausse de 163 K€. Cette hausse est due principalement à la hausse du SCR de de marché et du SCR de défaut de contrepartie.

La hausse du SCR de marché est expliquée principalement par la hausse de la valeur de marché des OPCVM. La hausse du SCR de défaut de contrepartie est expliquée par la hausse de la valeur de marché des CSL expliqué par un non-réinvestissement des coupons et autres remboursements d'obligations intervenus durant l'exercice.

La hausse du SCR est compensée en partie par la baisse du SCR de souscription. La baisse de ce dernier est principalement due à la baisse de la prime acquise en 2021 par rapport à la prime acquise en 2020.



➤ Evolution du MCR

Aucune modification importante du MCR n'est intervenue au cours de la période de référence.

E.3 Utilisation du sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée dans le calcul de capital requis

Non concerné

E.4 Modèle interne

Non concerné

E.5 Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité requis

Non concerné

E.6 Autres informations

En juin 2022, MFP Précaution demandera l'autorisation à l'ACPR de rembourser des titres participatifs à hauteur de 2,5 M€.

F Conclusion

L'exercice 2021 a été marqué par la poursuite de la pandémie Covid 19 mais, avec la reprise économique, la production de caution a redémarré avec **19,4 %** de dossiers supplémentaires cautionnés. De ce fait, l'encours cautionné global continue de diminuer mais à un rythme moins élevé.

Sur le plan des résultats, la caution présente une sinistralité 2021 toujours très faible avec 8 dossiers d'appel en garantie dont un remboursé dans l'année et avec des rétrocessions ayant bénéficié d'un rattrapage à la suite de la paralysie des tribunaux de 2020 (confinement). De ce fait, les paiements et frais y afférents sont très largement inférieurs aux récupérations.

La sinistralité sur le principal contrat de l'Union continue d'être maîtrisée.

Pour le contrat perte d'emploi coassuré avec CNP Caution, les résultats sont toujours positifs avec une très faible sinistralité.

Le résultat 2021 de l'Union après impôt lui permet de continuer à renforcer les fonds propres. La hausse de ses fonds entraîne ainsi une hausse du taux de couverture du ratio de solvabilité par les fonds propres compensée marginalement par la hausse du SCR. La hausse de ce dernier est due principalement à la hausse du SCR de contrepartie et du SCR de marché.

Après avoir pris des décisions visant à assouplir les règles de caution pour permettre de relancer les partenariats bancaires (fin de l'obligation d'assurance partenaire, fin de l'obligation de quotité à 100% sur chaque tête, fin de l'obligation d'une couverture « perte d'emploi pour les non-fonctionnaires), l'Union attend maintenant la confirmation de cette reprise d'activité qui doit accompagner la nécessaire maîtrise du risque, ces deux problématiques étant au cœur des préoccupations des Instances dirigeantes de l'Union.

G Annexes

ANNEXE 1

CARTOGRAPHIE DES PROCESSUS DE MFPRECAUTION

Cartographie des processus.

Processus Exécutif
EX 1 : Définir et décliner la stratégie
EX 2 : Lever et allouer le capital / ou la réassurance
EX 3 : Gérer les risques
EX 4 : Gouverner l'union
EX 5 : Piloter l'activité / l'Union
EX 6 : Gérer la communication
Processus Métier
MT 1 - Concevoir et suivre les produits
MT 2 - Administrer les contrats du domaine caution
MT 2.1 : Gérer la souscription d'un organisme à un contrat collectif assuré par MFPrécaution
MT 2.2 : Traiter les demandes d'engagement et caution et gérer la vie du contrat
MT 2.3 : Etablir les éléments en vue de la facturation des mutuelles
MT 2.4 : Gérer la relation avec les adhérents / mutuelles
MT 2.5 : Archivage
MT 3 : Gérer le pré-contentieux et le contentieux
MT 3-1 : Gérer le pré-contentieux
MT 3-2 : Gérer le contentieux
MT 3-3 : Clore le dossier
Processus Supports
SU 1 : Gérer les ressources humaines
SU 2 : Gérer la réglementation juridique et fiscale
SU 5 : Gérer les moyens généraux
SU 7 : Produire l'information comptable et financière (PIC)
SU 8 : Assurer le contrôle de gestion
SU 9 : Gérer les placements (GFI)

ANNEXE 2 – QRT (Etats de reporting quantitatif) publics
S.02.01.01.01
Bilan

		Valeur Solvabilité II	(valeur comptes légaux)
		C0010	C0020
Assets			
Goodwill	R0010		
Frais d'acquisition différés	R0020		1 629 067
Immobilisations incorporelles	R0030	0	0
Actifs d'impôts différés	R0040	426 412	
Excédent du régime de retraite	R0050		
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	R0060	2 654 230	2 520 434
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	R0070	38 616 469	33 820 263
Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	R0080		
Détentions dans des entreprises liées, y compris participations	R0090	0	0
Actions	R0100		
Actions – cotées	R0110		
Actions – non cotées	R0120		
Obligations	R0130	10 376 539	9 954 628
Obligations d'État	R0140	546 879	500 000
Obligations d'entreprise	R0150	9 829 660	9 454 628
Titres structurés	R0160		
Titres garantis	R0170		
Organismes de placement collectif	R0180	22 522 065	18 337 391
Produits dérivés	R0190		
Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	R0200	3 642 437	3 642 437
Autres investissements	R0210	2 075 428	1 885 806
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	R0220		
Prêts et prêts hypothécaires	R0230		
Avances sur police	R0240		
Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	R0250		
Autres prêts et prêts hypothécaires	R0260		
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	R0270		
Non-vie et santé similaire à la non-vie	R0280		
Non-vie hors santé	R0290		
Santé similaire à la non-vie	R0300		
Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés	R0310		
Santé similaire à la vie	R0320		
Vie hors santé, UC et indexés	R0330		
Vie UC et indexés	R0340		
Dépôts auprès des cédants	R0350		
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	R0360	1 921 772	1 921 772
Créances nées d'opérations de réassurance	R0370		
Autres créances (hors assurance)	R0380	36 871	36 871
Actions propres auto-détenues (directement)	R0390		
Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)	R0400		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	R0410	658 752	658 752
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	R0420	18 254	196 891
Total de l'actif	R0500	44 332 760	40 784 050

Provisions techniques non-vie	R0510	3 028 826	16 138 713
Provisions techniques non-vie (hors santé)	R0520	3 028 826	16 138 713
Provisions techniques calculées comme un tout	R0530		
Meilleure estimation	R0540	1 728 932	
Marge de risque	R0550	1 299 894	
Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	R0560		0
Provisions techniques calculées comme un tout	R0570		
Meilleure estimation	R0580		
Marge de risque	R0590		
Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	R0600		
Provisions techniques santé (similaire à la vie)	R0610		
Provisions techniques calculées comme un tout	R0620		
Meilleure estimation	R0630		
Marge de risque	R0640		
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	R0650		
Provisions techniques calculées comme un tout	R0660		
Meilleure estimation	R0670		
Marge de risque	R0680		
Provisions techniques UC et indexés	R0690		
Provisions techniques calculées comme un tout	R0700		
Meilleure estimation	R0710		
Marge de risque	R0720		
Autres provisions techniques	R0730		
Passifs éventuels	R0740		
Provisions autres que les provisions techniques	R0750		
Provisions pour retraite	R0760		
Dépôts des réassureurs	R0770		
Passifs d'impôts différés	R0780	4 195 239	
Produits dérivés	R0790		
Dettes envers des établissements de crédit	R0800	1 849 346	1 849 346
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	R0810		
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	R0820	1 684 867	1 684 867
Dettes nées d'opérations de réassurance	R0830	80 000	80 000
Autres dettes (hors assurance)	R0840	1 946 719	1 946 719
Passifs subordonnés	R0850	2 500 000	2 500 000
Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base	R0860		
Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base	R0870	2 500 000	2 500 000
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	R0880		132 989
Total du passif	R0900	15 284 997	24 332 635
Excédent d'actif sur passif	R1000	29 047 763	16 451 415

S.05.01.01
Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité
S.05.01.01.01
Non-vie (assurance directe / réassurance proportionnelle acceptée et réassurance non proportionnelle acceptée)

		Ligne d'activité pour: engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée)					Ligne d'activité pour : réassurance non proportionnelle acceptée				Total
		Assurance des frais médicaux	Assurance crédit et cautionnement	Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Santé	Accidents	Assurance maritime, aérienne et transport	Biens	
		C0010	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0200
Primes émises											
Brut - assurance directe	R0110		1 896 196			400 724					2 296 920
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0120										
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130										
Part des réassureurs	R0140		80 000								80 000
Net	R0200		1 816 196			400 724					2 216 920
Primes acquises											
Brut - assurance directe	R0210		2 494 523			400 724					2 895 247
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0220										
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230										
Part des réassureurs	R0240		80 000								80 000
Net	R0300		2 414 523			400 724					2 815 247
Charge des sinistres											
Brut - assurance directe	R0310		-740 620			91 830					-648 789
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0320										
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330										
Part des réassureurs	R0340										
Net	R0400		-740 620			91 830					-648 789
Variation des autres provisions techniques											
Brut - assurance directe	R0410		-57			-37 322					-37 378
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0420										
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0430										
Part des réassureurs	R0440										
Net	R0500		-57			-37 322					-37 378
Dépenses engagées	R0550		2 902 692			185 911					3 088 603
Charges administratives											
Brut - assurance directe	R0610		86 802			0					86 802
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0620										
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0630										
Part des réassureurs	R0640										
Net	R0700		86 802			0					86 802
Frais de gestion des investissements											
Brut - assurance directe	R0710		0			0					0
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0720										0
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0730										0
Part des réassureurs	R0740										0
Net	R0800		0			0					0
Frais de gestion des sinistres											
Brut - assurance directe	R0810		103 146			210					103 355
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0820										0
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0830										0
Part des réassureurs	R0840										0
Net	R0900		103 146			210					103 355
Frais d'acquisition											
Brut - assurance directe	R0910		855 014			210					855 223
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0920										
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0930										
Part des réassureurs	R0940										
Net	R1000		855 014			210					855 223
Frais généraux											
Brut - assurance directe	R1010		1 857 730			185 491					2 043 222
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R1020										
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R1030										
Part des réassureurs	R1040										
Net	R1100		1 857 730			185 491					2 043 222
Autres dépenses	R1200										
Total des dépenses	R1300										3 088 603

(2)

S.05.02.01
Primes, sinistres et dépenses par pays
Engagement Non-vie

		S.05.02.01.01	S.05.02.01.03	S.05.02.01.02
		Pays d'origine	Total 5 principaux pays et pays d'origine	Pays (par montant de primes brutes émises) - engagements en non-vie
		C0080	C0140	C0090
Pays	R0010			
Primes émises				
Brut - assurance directe	R0110	2 296 920	2 296 920	
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0120			
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130			
Part des réassureurs	R0140	80 000	80 000	
Net	R0200	2 216 920	2 216 920	
Primes acquises				
Brut - assurance directe	R0210	2 895 247	2 895 247	
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0220			
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230			
Part des réassureurs	R0240	80 000	80 000	
Net	R0300	2 815 247	2 815 247	
Charge des sinistres				
Brut - assurance directe	R0310	-648 789	-648 789	
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0320			
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330			
Part des réassureurs	R0340			
Net	R0400	-648 789	-648 789	
Variation des autres provisions techniques				
Brut - assurance directe	R0410	-37 378	-37 378	
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0420			
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0430			
Part des réassureurs	R0440			
Net	R0500	-37 378	-37 378	
Dépenses engagées	R0550	3 088 603	3 088 603	
Autres dépenses	R1200			
Total des dépenses	R1300		3 088 603	

(2)

(1) 80

S.17.01.01
Provisions techniques Non-vie
S.17.01.01.01
Provisions techniques Non-vie

		Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée			Réassurance proportionnelle non acceptée		Total
		Assurance des frais médicaux	Assurance crédit et cautionnement	Pertes pécuniaires diverses	Santé	Biens	
		C0020	C0100	C0130	C0140	C0170	
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010		0	0			0
Assurance directe	R0020						0
Réassurance proportionnelle acceptée	R0030						0
Réassurance non proportionnelle acceptée	R0040						0
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0050						0
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque							
Meilleure estimation							
Provisions pour primes							
Brut - Total	R0060		1 540 781	131 355			1 672 137
Brut - Assurance directe	R0070		1 540 781	131 355			1 672 137
Meilleure estimation nette des provisions pour primes	R0150		1 540 781	131 355			1 672 137
Provisions pour sinistres							
Brut - Total	R0160		-136 842	193 638			56 796
Brut - Assurance directe	R0170		-136 842	193 638			56 796
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	R0250		-136 842	193 638			56 796
Total meilleure estimation - Brut	R0260		1 403 939	324 993			1 728 932
Total meilleure estimation - Net	R0270		1 403 939	324 993			1 728 932
Marge de risque	R0280		1 113 428	186 465			1 299 894
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques							
Provisions techniques calculées comme un tout	R0290						0
Meilleure estimation	R0300						0
Marge de risque	R0310						0
Provisions techniques							
Provisions techniques - total	R0320		2 517 368	511 458			3 028 826
Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie – total	R0330		0	0			0
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	R0340		2 517 368	511 458			3 028 826
Ligne d'activité : segmentation plus poussée (par groupe de risques homogènes)							
Provisions pour primes – Nombre total de groupes de risques homogènes	R0350						
Provisions pour sinistres – Nombre total de groupe de risques homogènes	R0360						
Flux de trésorerie de la meilleure estimation provisions pour primes (brutes)							
Sorties de trésorerie							
Prestations et sinistres futurs	R0370		1 563 421	90 551			1 653 971
Dépenses futures et autres sorties de trésorerie	R0380		1 288 431	40 804			1 329 236
Entrées de trésorerie							
Primes futures	R0390		0				0
Autres entrées de trésorerie (y compris montants recouvrables au titre des récupérations et subrogations)	R0400		1 311 071				1 311 071
Flux de trésorerie de la meilleure estimation provisions pour sinistres (brutes)							
Sorties de trésorerie							
Prestations et sinistres futurs	R0410		0	133 486			133 486
Dépenses futures et autres sorties de trésorerie	R0420		0	60 152			60 152
Entrées de trésorerie							
Primes futures	R0430		0				0
Autres entrées de trésorerie (y compris montants recouvrables au titre des récupérations et subrogations)	R0440		136 842				136 842

(2)

Informations sur les sinistres non-vie

Année d'accident /	Z0020	Année d'accident [AY]
Conversion de la monnaie	Z0040	

Sans objet / Exprimé dans (convertie en) la monnaie de la déclaration

Monnaie	Z0030	EUR
Ligne d'activité	Z0010	9 – 9 and 21 assurance crédit et caution

Sinistres bruts payés (non cumulés)
S.19.01.01.01
S.19.01.01.02

		Année de développement (montant absolu)															Année en cours, somme des années (cumulatif)		
		0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15 & +	Dans l'année en cours	Somme des années (cumulatif)
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0170	C0180
Avant	R0100																-74 136	-74 136	-74 136
N-14	R0110	798 326	-207 311	-324 950	12 351	37 244	-141 746	3 161	-8 576	-77 947	-12 484	-10 356	2 537	-2 574	-112 534	-2 942		-2 942	-47 802
N-13	R0120	767 027	-458 635	-12 630	-62 818	-109 236	-7 801	-12 326	95 932	-8 560	-88 787	5 962	-7 641	-9 184	-11 463			-11 463	79 840
N-12	R0130	901 775	-361 184	-63 499	111 394	-124 441	-151 199	-6 913	-59 102	-868	-588	-16 113	-2 148	-6 164				-6 164	220 949
N-11	R0140	747 249	-323 590	-91 703	-47 182	-116 089	-6 327	-8 710	-8 954	-6 157	-2 831	-73 369	-4 371					-4 371	57 965
N-10	R0150	620 384	-167 363	-233 595	122 669	-532	-451	0	289	-5 033	8 241	-82						-82	344 527
N-9	R0160	1 440 051	-209 347	-331 780	-78 187	-16 979	-189 242	-41 158	-155 810	-65 938	-141 933							-141 933	209 676
N-8	R0170	1 035 057	-175 850	-149 770	-159 904	-147 831	-84 074	-17 841	-19 128	-79 296								-79 296	201 363
N-7	R0180	600 696	161 738	-549	-4 650	-293 510	-44 537	-9 118	-164 264									-164 264	245 806
N-6	R0190	664 382	145 311	-45 824	1 448	-131 936	-1 027	695										695	633 049
N-5	R0200	579 355	-212 775	-6 710	-224 553	-100 835	-90 876											-90 876	-56 394
N-4	R0210	291 419	6 474	25 426	-12 422	-9 755												-9 755	301 142
N-3	R0220	347 733	9 329	7 337	-65 748													-65 748	298 651
N-2	R0230	526 399	15 396	-19 206														-19 206	522 590
N-1	R0240	495 514	-91 359															-91 359	404 155
N	R0250	221 961																	221 961
Total	R0260																	-538 939	3 563 342

Provisions pour sinistres de la meilleure estimation brutes non actualisées
S.19.01.01.03
S.19.01.01.04

		Année de développement (montant absolu)															Année en cours, somme des années (cumulatif)		
		0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15 & +	Fin d'année (données actualisées)	
		C0200	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0290	C0300	C0310	C0320	C0330	C0340	C0350	C0360	
Avant	R0100																	-13919,33	-10 688
N-14	R0110	-846 128	-638 817	-313 867	-326 218	-363 462	-221 717	-224 877	-216 301	-138 354	-125 870	-115 514	-118 050	-115 476	-2 942	0		8 816	
N-13	R0120	-712 768	-254 133	-241 502	-178 684	-69 448	-61 647	-49 321	-145 253	-136 693	-47 906	-53 868	-46 227	-37 043	-25 580			-10 285	
N-12	R0130	-773 308	-412 124	-348 625	-460 019	-335 578	-184 379	-177 466	-118 363	-117 495	-116 907	-100 793	-98 645	-92 482				-72 044	
N-11	R0140	-715 005	-391 416	-299 712	-252 530	-136 441	-130 113	-121 403	-112 449	-106 292	-103 461	-30 092	-25 721					3 602	
N-10	R0150	-437 531	-270 168	-36 573	-159 242	-158 710	-158 260	-158 260	-158 549	-153 516	-161 756	-161 674						-131 362	
N-9	R0160	-1 341 466	-1 132 119	-800 340	-722 153	-705 173	-515 931	-474 773	-318 963	-253 024	-111 091							-50 639	
N-8	R0170	-956 366	-780 516	-630 746	-470 842	-323 011	-238 937	-221 096	-201 968	-122 672								-37 510	
N-7	R0180	-521 669	-683 407	-682 858	-678 207	-682 858	-384 161	-384 697	-340 161	-331 042	-166 779							-39 476	
N-6	R0190	-482 966	-628 277	-582 452	-583 900	-451 965	-450 938	-451 633										-256 230	
N-5	R0200	-635 748	-422 973	-416 264	-191 711	-90 876	0											269 239	
N-4	R0210	-224 811	-231 285	-256 711	-244 289	-234 533												50 835	
N-3	R0220	-294 509	-303 838	-311 175	-245 427													47 467	
N-2	R0230	-441 290	-456 686	-437 480														-100 910	
N-1	R0240	-440 711	-349 351															5 497	
N	R0250	-197 617																186 844	
Total	R0260																	-136 842	

Sinistres bruts déclarés mais non réglés (RBNS)
S.19.01.01.05
S.19.01.01.06

		Année de développement (montant absolu)															Année en cours, somme des années (cumulatif)		
		0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15 & +	Fin d'année (données actualisées)	
		C0400	C0410	C0420	C0430	C0440	C0450	C0460	C0470	C0480	C0490	C0500	C0510	C0520	C0530	C0540	C0550	C0560	
Avant	R0100																	-5 558	-5 558
N-14	R0110	181 173	-67 181	-54 712	6 243	-962	-5 478	-100	-4 342	-35	-4 364	-2 513	-3 271	-3 600	-3 609	-3 000		-3 000	
N-13	R0120	405 157	-173 444	19 308	-62 818	-54 886	-11 397	-12 326	-10 792	-10 065	21 060	4 765	-7 641	-9 184	-11 463			-11 463	
N-12	R0130	541 851	-73 444	16 669	-16 629	3 965	-151 199	-6 913	-59 102	-868	-588	-16 113	-2 148	-6 164				-6 164	
N-11	R0140	620 782	-323 590	-12 351	-51 616	-117 409	-5 534	-5 611	-7 302	-6 883	-4 376	-12 722	-4 371					-4 371	
N-10	R0150	531 459	-170 348	-139 243	122 669	-532	-451	0	289	-5 033	8 241	-82						-82	
N-9	R0160	1 034 769	-219 808	-125 374	-76 682	-16 299	-184 948	-34 089	-114 876	556	-6 700							-6 700	
N-8	R0170	784 550	-176 546	-156 275	-36 967	-80 722	-78 653	-17 386	-14 502	-14 614								-14 614	
N-7	R0180	397 820	203 007	-1 507	-7 845	-110 719	-44 537	-9 118	-164 264									-164 264	
N-6	R0190	563 199	143 545	-51 194	2 997	-20 209	-1 027	695										695	
N-5	R0200	446 339	-1 730	-9 733	-39 791	-100 556	-91 024											-91 024	
N-4	R0210	337 390	6 474	25 426	-12 422	-9 755												-9 755	
N-3	R0220	391 752	9 329	7 337	-65 748													-65 748	
N-2	R0230	632 550	15 396	-19 206														-19 206	
N-1	R0240	647 942	-91 220															-91 220	
N	R0250	245 076																245 076	
Total	R0260																	-247 398,49	

Sinistres payés Nets (non-cumulés)
S.19.01.01.13
S.19.01.01.14

		Année de développement (montant absolu)															Année en cours, somme des années (cumulatif)		
		0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15 & +	Année en cours	Somme des années (cumulatif)
		C1200	C1210	C1220	C1230	C1240	C1250	C1260	C1270	C1280	C1290	C1300	C1310	C1320	C1330	C1340	C1350	C1360	C1370
Avant	R0500																-89 229	-89 229	-89 229
N-14	R0510	518 924	-86 065	-164 383	-43 206	-6 676	-44 216	46 853	3 415	-115 884	-6 515	-8 488	-4 477	-6 084	-6 660	-5 657		-5 657	70 880
N-13	R0520	798 326	-207 311	-324 950	12 351	37 244	-141 746	3 161	-8 576	-77 947	-12 484	-10 356	2 537	-2 574	-112 534			-112 534	-44 860
N-12	R0530	767 027	-458 635	-12 630	-62 818	-109 236	-7 801	-12 326	95 932	-8 560	-88 787	5 962	-7 641	-9 184				-9 184	91 303
N-11	R0540	901 775	-361 184	-63 499	111 394	-124 441	-151 199	-6 913	-59 102	-868	-588	-16 113	-2 148					-2 148	227 113
N-10	R0550	747 249	-323 590	-91 703	-47 182	-116 089	-6 327	-8 710	-8 954	-6 157	-2 831	-73 369						-73 369	62 336
N-9	R0560	620 384	-167 363	-233 595	122 669	-532	-451	0	289	-5 033	8 241							8 241	344 609
N-8	R0570	1 440 051	-209 347	-331 780	-78 187	-16 979	-189 242	-41 158	-155 810	-65 938								-65 938	351 609
N-7	R0580	1 035 057	-175 850	-149 770	-159 904	-147 831	-84 074	-17 841	-19 128									-19 128	280 658
N-6	R0590	600 696	161 738	-549	-4 650	-293 510	-44 537	-9 118										-9 118	410 070
N-5	R0600	664 382	145 311	-45 824	1 448	-131 936	-1 027											-1 027	632 354
N-4	R0610	579 355	-212 775	-6 710	-224 553	-100 835												-100 835	34 482
N-3	R0620	291 887	6 474	25 426	-12 422													-12 422	311 366
N-2	R0630	347 733	9 329	7 337														7 337	364 399
N-1	R0640	526 399	15 396															15 396	541 795
N	R0650	478 902																478 902	478 902
Total	R0660																	9 286	4 067 789

Provisions pour sinistres de la meilleure estimation nettes non actualisées

		S.19.01.01.15															S.19.01.01.16		
		Année de développement (montant absolu)																	
		0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15 & +	Année en cours, somme des années (cumulatif)	
		C1400	C1410	C1420	C1430	C1440	C1450	C1460	C1470	C1480	C1490	C1500	C1510	C1520	C1530	C1540	C1550	Fin d'année (données actualisées)	
		C1560																	
Avant	R0500																	-13 919	-10 688
N-14	R0510	-846 128	-638 817	-313 867	-326 218	-363 462	-221 717	-224 877	-216 301	-138 354	-125 870	-115 514	-118 050	-115 476	-2 942	0			8 816
N-13	R0520	-712 768	-254 133	-241 502	-178 684	-69 448	-61 647	-49 321	-145 253	-136 693	-47 906	-53 868	-46 227	-37 043	-25 580				-10 285
N-12	R0530	-773 308	-412 124	-348 625	-460 019	-335 578	-184 379	-177 466	-118 363	-117 495	-116 907	-100 793	-98 645	-92 482					-72 044
N-11	R0540	-715 005	-391 416	-299 712	-252 530	-136 441	-130 113	-121 403	-112 449	-106 292	-103 461	-30 092	-25 721						3 602
N-10	R0550	-437 531	-270 168	-36 573	-159 242	-158 710	-158 260	-158 260	-158 549	-153 516	-161 756	-161 674							-131 362
N-9	R0560	-1 341 466	-1 132 119	-800 340	-722 153	-705 173	-515 931	-474 773	-318 963	-253 024	-111 091								-50 639
N-8	R0570	-956 366	-780 516	-630 746	-470 842	-323 011	-238 937	-221 096	-201 968	-122 672									-37 510
N-7	R0580	-521 669	-683 407	-682 858	-678 207	-384 697	-340 161	-331 042	-166 779										-39 476
N-6	R0590	-482 966	-628 277	-582 452	-583 900	-451 965	-450 938	-451 633											-256 230
N-5	R0600	-635 748	-422 973	-416 264	-191 711	-90 876	0												269 239
N-4	R0610	-224 811	-231 285	-256 711	-244 289	-234 533													50 835
N-3	R0620	-294 509	-303 838	-311 175	-245 427														47 467
N-2	R0630	-441 290	-456 686	-437 480															-100 910
N-1	R0640	-440 711	-349 351																5 497
N	R0650	-197 617																	186 844
Total	R0660																		-136 842

Sinistres RBNS (Sinistres bruts déclarés mais non réglés) Nets

		S.19.01.01.17															S.19.01.01.18		
		Année de développement (montant absolu)																	
		0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15 & +	Année en cours, somme des années (cumulatif)	
		C1600	C1610	C1620	C1630	C1640	C1650	C1660	C1670	C1680	C1690	C1700	C1710	C1720	C1730	C1740	C1750	Fin d'année (données actualisées)	
		C1760																	
Avant	R0500																	-5 558	-5 558
N-14	R0510	181 173	-67 181	-54 712	6 243	-962	-5 478	-100	-4 342	-35	-4 364	-2 513	-3 271	-3 600	-3 609	-3 000			-3 000
N-13	R0520	405 157	-173 444	19 308	-62 818	-54 886	-11 397	-12 326	-10 792	-10 065	21 060	4 765	-7 641	-9 184	-11 463				-11 463
N-12	R0530	541 851	-73 444	16 669	-16 629	3 965	-151 199	-6 913	-59 102	-868	-588	-16 113	-2 148	-6 164					-6 164
N-11	R0540	620 782	-323 590	-12 351	-51 616	-117 409	-5 534	-5 611	-7 302	-6 883	-4 376	-12 722	-4 371						-4 371
N-10	R0550	531 459	-170 348	-139 243	122 669	-532	-451	0	289	-5 033	8 241	-82							-82
N-9	R0560	1 034 769	-219 808	-125 374	-76 682	-16 299	-184 948	-34 089	-114 876	556	-6 700								-6 700
N-8	R0570	784 550	-176 546	-156 275	-36 967	-80 722	-78 653	-17 386	-14 502	-14 614									-14 614
N-7	R0580	397 820	203 007	-1 507	-7 845	-110 719	-44 537	-9 118	-164 264										-164 264
N-6	R0590	563 199	143 545	-51 194	2 997	-20 209	-1 027	695											695
N-5	R0600	446 339	-1 730	-9 733	-39 791	-100 556	-91 024												-91 024
N-4	R0610	337 390	6 474	25 426	-12 422	-9 755													-9 755
N-3	R0620	391 752	9 329	7 337	-65 748														-65 748
N-2	R0630	632 550	15 396	-19 206															-19 206
N-1	R0640	647 942	-91 220																-91 220
N	R0650	245 076																	245 076
Total	R0660																		-247 398

S.19.01.01
Informations sur les sinistres non-vie

Année d'accident	Z0020	Année d'accident [AY]
Conversion de la	Z0040	Sans objet / Exprimé dans (convertie en) la monnaie de la déclaration

Monnaie	Z0030	EUR
Ligne d'activité	Z0010	12 – 12 and 24 assurance pertes financières diverses

Sinistres bruts payés (non cumulés)
S.19.01.01.01
S.19.01.01.02

		Année de développement (montant absolu)															Année en cours, somme des années (cumulatif)		
		0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15 & +	Dans l'année en cours	Somme des années (cumulatif)
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0170	C0180
Avant	R0100																0	0	0
N-14	R0110	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0	0
N-13	R0120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			0	0
N-12	R0130	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0				0	0
N-11	R0140	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					0	0
N-10	R0150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						0	0
N-9	R0160	2 585	73 094	84 719	19 184	3 441	4 000	0	0	0	0							0	187 022
N-8	R0170	7 461	104 842	92 851	13 920	767	990	0	0	0								0	220 831
N-7	R0180	8 151	112 539	90 521	12 218	5 684	0	0	0									0	229 113
N-6	R0190	7 897	67 050	70 890	18 993	3 581	491	0										0	168 903
N-5	R0200	2 615	62 145	52 297	11 948	3 698	200											200	132 903
N-4	R0210	3 921	55 722	57 278	7 554	2 091												2 091	126 565
N-3	R0220	3 634	48 798	51 273	7 055													7 055	110 759
N-2	R0230	1 383	45 495	48 622														48 622	95 500
N-1	R0240	2 348	32 088															32 088	34 436
N	R0250	1 775																1 775	1 775
Total	R0260																	91 830	1 307 808

Provisions pour sinistres de la meilleure estimation brutes non actualisées
S.19.01.01.03
S.19.01.01.04

		Année de développement (montant absolu)															Année en cours, somme des années (cumulatif)	
		0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15 & +	Fin d'année (données actualisées)
		C0200	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0290	C0300	C0310	C0320	C0330	C0340	C0350	C0360
Avant	R0100																0,00	0
N-14	R0110	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0
N-13	R0120	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			0
N-12	R0130	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00				0
N-11	R0140	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00					0
N-10	R0150	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00						0
N-9	R0160	184 438	111 344	26 625	7 441	4 000	0	0	0	0	0							0
N-8	R0170	213 370	108 529	15 678	1 757	990	0	0	0	0								0
N-7	R0180	220 962	108 422	17 902	5 684	0	0	0	0									0
N-6	R0190	161 006	93 955	23 065	4 072	491	0	0										0
N-5	R0200	130 287	68 143	15 846	3 898	200	0											0
N-4	R0210	124 098	68 377	11 098	3 545	1 454												2 122
N-3	R0220	111 264	62 467	11 193	4 139													6 041
N-2	R0230	99 002	53 508	4 885														7 135
N-1	R0240	43 373	11 285															16 472
N	R0250	110 924																161 868
Total	R0260																	193 638

Sinistres bruts déclarés mais non réglés (RBNS)
S.19.01.01.05
S.19.01.01.06

		Année de développement (montant absolu)															Année en cours, somme des années (cumulatif)	
		0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15 & +	Fin d'année (données actualisées)
		C0400	C0410	C0420	C0430	C0440	C0450	C0460	C0470	C0480	C0490	C0500	C0510	C0520	C0530	C0540	C0550	C0560
Avant	R0100																0	0
N-14	R0110	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0
N-13	R0120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			0
N-12	R0130	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0				0
N-11	R0140	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					0
N-10	R0150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						0
N-9	R0160	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0							0
N-8	R0170	0	0	0	0	0	0	0	0	0								0
N-7	R0180	0	0	0	0	0	0	0	0									0
N-6	R0190	0	0	0	0	0	0	0										0
N-5	R0200	0	0	0	0	0	0											0
N-4	R0210	0	736	1 914	2 847	0												0
N-3	R0220	0	1 531	2 411	1 604													1 604
N-2	R0230	214	17 938	58 654														58 654
N-1	R0240	2 348	85 555															85 555
N	R0250	82 530																82 530
Total	R0260																	228 342,70

Sinistres payés Nets (non-cumulés)

		S.19.01.01.13															S.19.01.01.14		
		Année de développement (montant absolu)															Année en cours, somme des années (cumulatif)		
		0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15 & +	Dans l'année en cours	Somme des années (cumulatif)
		C1200	C1210	C1220	C1230	C1240	C1250	C1260	C1270	C1280	C1290	C1300	C1310	C1320	C1330	C1340	C1350	C1360	C1370
Avant	R0500																0	0	0
N-14	R0510	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0	0
N-13	R0520	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			0	0
N-12	R0530	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0				0	0
N-11	R0540	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					0	0
N-10	R0550	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						0	0
N-9	R0560	2 585	73 094	84 719	19 184	3 441	4 000	0	0	0	0							0	187 022
N-8	R0570	7 461	104 842	92 851	13 920	767	990	0	0	0								0	220 831
N-7	R0580	8 151	112 539	90 521	12 218	5 684	0	0	0									0	229 113
N-6	R0590	7 897	67 050	70 890	18 993	3 581	491	0										0	168 903
N-5	R0600	2 615	62 145	52 297	11 948	3 698	200											200	132 903
N-4	R0610	3 921	55 722	57 278	7 554	2 091												2 091	126 565
N-3	R0620	3 634	48 798	51 273	7 055													7 055	110 759
N-2	R0630	1 383	45 495	48 622														48 622	95 500
N-1	R0640	2 348	32 088															32 088	34 436
N	R0650	1 775																1 775	1 775
Total	R0660																	91 830	1 307 808

Provisions pour sinistres de la meilleure estimation nettes non actualisées

		S.19.01.01.15															S.19.01.01.16	
		Année de développement (montant absolu)															Année en cours, somme des années (cumulatif)	
		0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15 & +	Fin d'année (données actualisées)
		C1400	C1410	C1420	C1430	C1440	C1450	C1460	C1470	C1480	C1490	C1500	C1510	C1520	C1530	C1540	C1550	C1560
Avant	R0500																0,00	0
N-14	R0510	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0
N-13	R0520	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			0
N-12	R0530	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0				0
N-11	R0540	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					0
N-10	R0550	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						0
N-9	R0560	184 438	111 344	26 625	7 441	4 000	0	0	0	0	0							0
N-8	R0570	213 370	108 529	15 678	1 757	990	0	0	0	0								0
N-7	R0580	220 962	108 422	17 902	5 684	0	0	0	0									0
N-6	R0590	161 006	93 955	23 065	4 072	491	0	0										0
N-5	R0600	130 287	68 143	15 846	3 898	200	0											0
N-4	R0610	124 098	68 377	11 098	3 545	1 454												2 122
N-3	R0620	111 264	62 467	11 193	4 139													6 041
N-2	R0630	99 002	53 508	4 885														7 135
N-1	R0640	43 373	11 285															16 472
N	R0650	110 924																161 868
Total	R0660																	193 638

Sinistres RBNS (Sinistres bruts déclarés mais non réglés) Nets
S.19.01.01.17
S.19.01.01.18

		Année de développement (montant absolu)															Année en cours, somme des années (cumulatif)	
		0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15 & +	Fin d'année (données actualisées)
		C1600	C1610	C1620	C1630	C1640	C1650	C1660	C1670	C1680	C1690	C1700	C1710	C1720	C1730	C1740	C1750	C1760
Avant	R0500																0	0
N-14	R0510	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0
N-13	R0520	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			0
N-12	R0530	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0				0
N-11	R0540	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					0
N-10	R0550	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						0
N-9	R0560	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0							0
N-8	R0570	0	0	0	0	0	0	0	0	0								0
N-7	R0580	0	0	0	0	0	0	0	0									0
N-6	R0590	0	0	0	0	0	0	0										0
N-5	R0600	0	0	0	0	0	0											0
N-4	R0610	0	736	1 914	2 847	0												0
N-3	R0620	0	1 531	2 411	1 604													1 604
N-2	R0630	214	17 938	58 654														58 654
N-1	R0640	2 348	85 555															85 555
N	R0650	82 530																82 530
Total	R0660																	228 343

S.23.01.01
Fonds propres
S.23.01.01.01
Fonds propres

		Total	Tier 1 - non restreint	Tier 1 - restreint	Tier 2	Tier 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers, comme prévu à l'article 68 du règlement délégué 2015/35						
Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)	R0010					
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	R0030					
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0040	9 000 000	9 000 000			
Comptes mutualistes subordonnés	R0050					
Fonds excédentaires	R0070					
Actions de préférence	R0090					
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence	R0110					
Réserve de réconciliation	R0130	20 047 763	20 047 763			
Passifs subordonnés	R0140	2 500 000			2 500 000	
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets	R0160					
Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra	R0180					
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II						
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II	R0220					
Déductions						
Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers	R0230					
Total fonds propres de base après déductions	R0290	31 547 763	29 047 763		2 500 000	
Fonds propres auxiliaires						
Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, appelable sur demande	R0300					
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0310					
Actions de préférence non libérées et non appelées, appelables sur demande	R0320					
Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande	R0330					
Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0340					
Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0350					
Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE	R0360					
Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE	R0370					
Autres fonds propres auxiliaires	R0390					
Total fonds propres auxiliaires	R0400					
Fonds propres éligibles et disponibles						
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0500	31 547 763	29 047 763		2 500 000	
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0510	31 547 763	29 047 763		2 500 000	
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0540	31 547 763	29 047 763		2 500 000	
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0550	29 787 763	29 047 763		740 000	
Capital de solvabilité requis	R0580	9 748 446				
Minimum de capital requis	R0600	3 700 000				
Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis	R0620	324%				
Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis	R0640	805%				

S.23.01.01.02
Réserve de réconciliation

		C0060
Réserve de réconciliation		
Excédent d'actif sur passif	R0700	29 047 763
Actions propres (détenues directement et indirectement)	R0710	
Dividendes, distributions et charges prévisibles	R0720	
Autres éléments de fonds propres de base	R0730	9 000 000
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés	R0740	
Réserve de réconciliation	R0760	20 047 763
Bénéfices attendus		
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) - activités vie	R0770	
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) - activités non-vie	R0780	11 808 774
Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)	R0790	11 808 774

S.25.01.01
Capital de solvabilité requis - formule standard
S.25.01.01.01
Capital de solvabilité requis de base

		Capital de solvabilité requis net	Capital de solvabilité requis brut	Attribution des ajustements dus aux FC et aux PAE
		C0030	C0040	C0050
Risque de marché	R0010	5 165 551	5 165 551	
Risque de défaut de la contrepartie	R0020	682 322	682 322	
Risque de souscription en vie	R0030			
Risque de souscription en santé	R0040			
Risque de souscription en non-vie	R0050	10 507 065	10 507 065	
Diversification	R0060	-3 178 604	-3 178 604	
Risque lié aux immobilisations incorporelles	R0070	0	0	
Capital de solvabilité requis de base	R0100	13 176 334	13 176 334	

S.25.01.01.02
Calcul du capital de solvabilité requis

		Valeur
		C0100
Ajustement du fait de l'agrégation des nSCR des FC/PAE	R0120	
Risque opérationnel	R0130	86 857
Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques	R0140	0
Capacité d'absorption des pertes des impôts différés	R0150	-3 514 746
Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE	R0160	
Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire	R0200	9 748 446
Exigences de capital supplémentaire déjà définies	R0210	
Capital de Solvabilité Requis	R0220	9 748 446
Autres informations sur le SCR		
Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée	R0400	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante	R0410	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés	R0420	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur	R0430	
Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304	R0440	
Méthode utilisée pour calculer l'ajustement dû à l'agrégation des nSCR des FC/PAE.	R0450	4 - No adjustment
Prestations discrétionnaires futures nettes	R0460	

S.25.01.01.03
Approche du taux d'imposition

		Oui/Non
		C0109
Approche basée sur le taux d'imposition moyen	R0590	

S.25.01.01.04
Calcul de la capacité d'absorption des pertes des impôts différés

		Avant le choc	Après le choc
		C0110	C0120
DTA	R0600	426 412	
DTA report	R0610	426 412	
DTA en raison des différences temporaires déductibles	R0620	0	
DTL	R0630	4 195 239	

S.25.01.01.05
Calcul de la capacité d'absorption des pertes des impôts différés

		LAC DT
		C0130
LAC DT	R0640	-3 514 746
LAC DT justifié par la réversion des passifs d'impôts différés	R0650	-3 514 746
LAC DT justifié par référence au résultat économique imposable futur probable	R0660	
LAC DT justifié par un report rétrospectif, l'année en cours	R0670	
LAC DT justifié par retour de transport, les années à venir	R0680	
Maximum LAC DT	R0690	4 195 239

(2)

S.28.01.01
Minimum de capital requis (MCR) - Activité d'assurance vie uniquement ou activité d'assurance non-vie uniquement ou de réassurance
S.28.01.01.01
Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance non-vie

		MCR composants
		C0010
Résultat MCR _{NL}	R0010	560 612

S.28.01.01.02
Informations nécessaires

		Informations nécessaires	
		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)
		C0020	C0030
Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente	R0020		
Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente	R0030		
Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y afférente	R0040		
Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y afférente	R0050		
Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y afférente	R0060		
Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y afférente	R0070		
Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance proportionnelle y afférente	R0080		
Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y afférente	R0090		
Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente	R0100	1 403 939	1 794 493
Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente	R0110		
Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente	R0120		
Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y afférente	R0130	324 993	400 724
Réassurance santé non proportionnelle	R0140		
Réassurance accidents non proportionnelle	R0150		
Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	R0160		
Réassurance dommages non proportionnelle	R0170		

S.28.01.01.03
Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance vie

		C0040
Résultats MCR _L	R0200	

S.28.01.01.04
Capital à risque total pour toutes les obligations de (ré) assurance vie

		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance / des véhicules de titrisation)
		C0050	C0060
Engagements avec participation aux bénéfices - Prestations garanties	R0210		
Engagements avec participation aux bénéfices - Prestations discrétionnaires futures	R0220		
Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte	R0230		
Autres engagements de (ré)assurance vie et de (ré)assurance santé	R0240		
Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de (ré)assurance vie	R0250		

S.28.01.01.05
Calcul du MCR global

		C0070
MCR linéaire	R0300	560 612
Capital de solvabilité requis	R0310	9 748 446
Plafond du MCR	R0320	4 386 801
Plancher du MCR	R0330	2 437 111
MCR combiné	R0340	2 437 111
Seuil plancher absolu du MCR	R0350	3 700 000
Minimum de capital requis	R0400	3 700 000

ANNEXE 3

REFERENCES REGLEMENTAIRES

Cette annexe reprend les références réglementaires présentes dans la directive, le règlement délégué ou les notices

1. Synthèse

Rappel de la réglementation

Règlement délégué, article 292

1. Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient une synthèse concise et claire. Cette synthèse est compréhensible par les preneurs et les bénéficiaires.
2. La synthèse met en évidence tout changement important survenu dans l'activité et les résultats de l'entreprise d'assurance ou de réassurance, son système de gouvernance, son profil de risque, la valorisation qu'elle applique à des fins de solvabilité et la gestion de son capital sur la période de référence.

Règlement délégué, article 291

Aux fins du présent chapitre, les informations à publier dans le rapport sur la solvabilité et la situation financière sont considérées comme importantes si leur omission ou leur inexactitude est susceptible d'influer sur la prise de décision ou le jugement des utilisateurs de ce document, y compris les autorités de contrôle.

2. Activité

Rappel de la réglementation

Règlement délégué, article 293, paragraphe 1

La rubrique A.1 Activité doit présenter l'ensemble des informations suivantes :

- (a) le nom et la forme juridique de la mutuelle ;
- (b) le nom et les coordonnées de l'autorité de contrôle chargée du contrôle financier et, s'il y a lieu, le nom et les coordonnées du contrôleur du groupe auquel l'entreprise appartient ;
- (c) le nom et les coordonnées de l'auditeur externe ;
- (d) une description des détenteurs de participations qualifiées dans l'entreprise ;
- (e) lorsque l'entreprise appartient à un groupe, des informations détaillées sur la position occupée par l'entreprise dans la structure juridique du groupe ;
- (f) les lignes d'activité importantes et ses zones géographiques importantes dans lesquelles elle exerce une activité ;
- (g) toute opération importante ou tous autres événements survenus dans la période de référence qui ont eu un impact important.

Notice ACPR, Orientation 1

À la section « A.1 Activité » du SFCR, telle qu'indiquée à l'annexe XX du règlement délégué (UE) n°2015/35, les entreprises indiquent au moins les informations suivantes concernant leur activité :

- a) le nom et la localisation des personnes morales ou physiques détenant directement ou indirectement des participations qualifiées dans l'entreprise (y compris l'entité participante ou la personne physique), la quote-part de la participation détenue et, si elle est différente, la quote-part des droits de vote détenus ;
- b) la liste des entreprises liées significatives, y compris le nom, la forme juridique, le pays, la quote-part de la participation détenue et, si elle est différente, la quote-part des droits de vote détenus ;

c) la structure simplifiée du groupe.

3. Résultats de souscription

Rappel de la réglementation

Règlement délégué, article 293, paragraphe 2

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient des informations qualitatives et quantitatives concernant les résultats de souscription de l'entreprise d'assurance ou de réassurance sur la période de référence, à un niveau agrégé ainsi que par ligne d'activité importante et zone géographique importante dans laquelle elle exerce une activité, assorties d'une comparaison avec les informations correspondantes publiées pour la précédente période de référence, telles qu'elles apparaissent dans les états financiers de l'entreprise.

4. Résultats des investissements

Rappel de la réglementation

Règlement délégué, article 293, paragraphe 3

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient l'ensemble des informations qualitatives et quantitatives suivantes concernant les résultats des investissements de l'entreprise d'assurance ou de réassurance sur la période de référence, assorties d'une comparaison avec les informations correspondantes publiées pour la précédente période de référence, telles qu'elles apparaissent dans les états financiers de l'entreprise :

- (a) des informations sur les produits et les dépenses générés par les investissements, par catégorie d'actifs, et, s'il y a lieu aux fins d'une bonne compréhension de ces produits et dépenses, leurs composantes ;
- (b) des informations sur les profits et les pertes comptabilisés directement en fonds propres ;
- (c) des informations sur tout investissement dans des titrisations.

5. Résultats des autres activités

Rappel de la réglementation

Règlement délégué, article 293, paragraphe 4

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière décrit les autres produits et dépenses importants de l'entreprise d'assurance ou de réassurance enregistrés sur la période de référence, assortis d'une comparaison avec les informations correspondantes publiées pour la précédente période de référence, telles qu'elles apparaissent dans les états financiers de l'entreprise.

Notice ACPR, Orientation 2

À la section « A.4. Résultats des autres activités » du SFCR, telle qu'indiquée à l'annexe XX du règlement délégué (UE) n°2015/35, les entreprises décrivent les accords de location pour chaque contrat de location significatif, en indiquant séparément les baux financiers et les baux d'exploitation.

6. Autres informations

Rappel de la réglementation

Règlement délégué, article 293, paragraphe 5

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière présente, dans une section séparée, toute autre information importante relative à l'activité et aux résultats de l'entreprise d'assurance ou de réassurance.

7. Informations générales sur le système de gouvernance

Rappel de la réglementation

Règlement délégué, article 294, paragraphe 1 et 9

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient l'ensemble des informations suivantes concernant le système de gouvernance de l'entreprise d'assurance ou de réassurance :

(a) la structure de l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle de l'entreprise, y compris une description de ses principales missions et responsabilités, une brève description de la séparation des responsabilités en son sein, en particulier s'il comprend ou non des comités, et une description des principales missions et responsabilités des fonctions clés ;

(b) tout changement important du système de gouvernance survenu au cours de la période de référence ;

(c) des informations sur la politique et les pratiques de rémunération applicables aux membres de l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle et, sauf indication contraire, aux salariés, y compris :

i) les principes de la politique de rémunération, avec une explication de l'importance relative de la part fixe et de la part variable de la rémunération ;

ii) des informations sur les critères de performance individuelle et collective ouvrant droit à l'attribution d'options sur actions, d'actions ou d'autres composantes variables de la rémunération ;

iii) une description des principales caractéristiques des régimes de retraite complémentaire et de retraite anticipée des membres de l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle et des titulaires d'autres fonctions clés ;

(d) des informations sur les transactions importantes conclues durant la période de référence avec des actionnaires, des personnes exerçant une influence notable sur l'entreprise ou des membres de l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle.

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient une évaluation de l'adéquation du système de gouvernance de l'entreprise d'assurance ou de réassurance par rapport à la nature, l'ampleur et la complexité des risques inhérents à son activité.

Notice ACPR, Orientation 3

À la section « B.1. Informations générales sur le système de gouvernance » du SFCR, telle qu'indiquée à l'annexe XX du règlement délégué (UE) n°2015/35, les entreprises expliquent les dispositions permettant aux fonctions clés de disposer de l'autorité, des ressources et de l'indépendance opérationnelle nécessaires afin de mener leurs tâches à bien et de rendre des comptes au conseil d'administration ou au conseil de surveillance et de le conseiller.

8. Exigences de compétence et d'honorabilité

Rappel de la réglementation

Règlement délégué, article 294, paragraphe 2

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient l'ensemble des informations suivantes concernant la politique de l'entreprise d'assurance ou de réassurance en matière de compétence et d'honorabilité :

(a) une description des exigences spécifiques d'aptitudes, de connaissances et d'expertise appliquées par l'entreprise aux personnes qui la dirigent effectivement ou qui occupent d'autres fonctions clés en son sein ;

(b) une description du processus par lequel l'entreprise apprécie la compétence et l'honorabilité des personnes qui la dirigent effectivement ou qui occupent d'autres fonctions clés en son sein.

9. Système de gestion des risques yc ORSA

Rappel de la réglementation

Règlement délégué, article 294, paragraphe 3

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient l'ensemble des informations suivantes concernant le système de gestion des risques de l'entreprise d'assurance ou de réassurance :

- (a) une description du système de gestion des risques de l'entreprise, y compris des stratégies, processus et procédures de reporting appliquées dans ce cadre, ainsi que de la manière dont ce système permet d'identifier, de mesurer, de contrôler, de gérer et de déclarer efficacement et en continu les risques, au niveau individuel et agrégé, auxquels l'entreprise est ou pourrait être exposée ;
- (b) une description de la manière dont le système de gestion des risques, y compris la fonction de gestion des risques, est intégré à la structure organisationnelle et aux procédures de prise de décision de l'entreprise.

Règlement délégué, article 294, paragraphe 4

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient l'ensemble des informations suivantes concernant la procédure que l'entreprise d'assurance ou de réassurance a adoptée pour satisfaire à son obligation de procéder à une évaluation interne des risques et de la solvabilité :

- (a) une description du processus mis en oeuvre par l'entreprise pour satisfaire à son obligation de procéder à une évaluation interne des risques et de la solvabilité dans le cadre de son système de gestion des risques, y compris de la manière dont l'évaluation interne des risques et de la solvabilité est intégrée à la structure organisationnelle et aux procédures de prise de décision de l'entreprise ;
- (b) une déclaration indiquant à quelle fréquence l'évaluation interne des risques et de la solvabilité est examinée et approuvée par l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle de l'entreprise ;
- (c) une déclaration expliquant comment l'entreprise a déterminé ses propres besoins de solvabilité compte tenu de son profil de risque et les interactions entre ses activités de gestion du capital et son système de gestion des risques.

Notice ACPR, Orientation 4

À la section « B.3 Système de gestion des risques, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité » du SFCR, telle qu'indiquée à l'annexe XX du règlement délégué (UE) n°2015/35, les entreprises utilisant un modèle interne partiel ou intégral pour calculer le SCR, décrivent au moins les informations suivantes concernant la gouvernance du modèle interne :

- a) les fonctions responsables et les comités spécifiques, le cas échéant, leurs principales tâches, leurs postes et leurs responsabilités ;
- b) la manière dont les comités existants interagissent avec le conseil d'administration et le directeur général ou, le cas échéant, le directoire afin de se conformer aux exigences énoncées à l'article L. 352-1 II du code des assurances ;
- c) toute modification significative du modèle interne de gouvernance survenant au cours de la période de référence ;
- d) la description du processus de validation (utilisé pour assurer le suivi des résultats et de l'adéquation permanente du modèle interne).

10. Système de contrôle interne

Rappel de la réglementation

Règlement délégué, article 294, paragraphe 5

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient l'ensemble des informations suivantes concernant le système de contrôle interne de l'entreprise d'assurance ou de réassurance :

- (a) une description du système de contrôle interne de l'entreprise ;
- (b) une description de la manière dont la fonction de vérification de la conformité est mise en oeuvre.

11. Fonction d'audit interne

Rappel de la réglementation**Règlement délégué, article 294, paragraphe 6**

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient l'ensemble des informations suivantes concernant la fonction d'audit interne de l'entreprise d'assurance ou de réassurance :

- (a) une description de la manière dont la fonction d'audit interne de l'entreprise est mise en oeuvre ;
- (b) une description de la manière dont la fonction d'audit interne de l'entreprise préserve son indépendance et son objectivité par rapport aux activités qu'elle examine.

*12. Fonction actuarielle***Rappel de la réglementation****Règlement délégué, article 294, paragraphe 7**

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient une description de la manière dont la fonction actuarielle de l'entreprise d'assurance ou de réassurance est mise en oeuvre.

*13. Sous-traitance***Rappel de la réglementation****Règlement délégué, article 294, paragraphe 8**

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient une description de la politique de sous-traitance de l'entreprise d'assurance ou de réassurance et signale la sous-traitance, par cette entreprise, de toute activité ou fonction opérationnelle importante ou critique, en précisant le ressort territorial où se situe le prestataire de services chargé de cette activité ou fonction.

*14. Autres informations***Rappel de la réglementation****Règlement délégué, article 294, paragraphe 10**

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière présente, dans une section séparée, toute autre information importante relative au système de gouvernance de l'entreprise d'assurance ou de réassurance.

*15. Profil de risque***Rappel de la réglementation****Règlement délégué, article 295, paragraphes 1, 2, 3, 4 et 6**

1. Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient des informations qualitatives et quantitatives concernant le profil de risque de l'entreprise d'assurance ou de réassurance, conformément aux paragraphes 2 à 7, présentées séparément pour les catégories de risques suivantes : (a) risque de souscription ; (b) risque de marché ; (c) risque de crédit ; (d) risque de liquidité ; (e) risque opérationnel ; (f) autres risques importants.

2. Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient les informations suivantes concernant l'exposition au risque de l'entreprise d'assurance ou de réassurance, y compris l'exposition découlant de positions hors bilan et du transfert de risques à des véhicules de titrisation :

- (a) une description des mesures utilisées pour évaluer les risques au sein de l'entreprise, y compris tout changement important survenu à cet égard au cours de la période de référence ;
- (b) une description des risques importants auxquels l'entreprise est exposée, y compris tout changement important survenu à cet égard au cours de la période de référence ;

3. En ce qui concerne la concentration des risques, le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient une description des concentrations de risques importantes auxquelles l'entreprise d'assurance ou de réassurance est exposée.
4. En ce qui concerne l'atténuation du risque, le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient une description des techniques utilisées à cet effet et des procédures de suivi selon lesquelles il est vérifié que ces techniques restent efficaces.
6. En ce qui concerne la sensibilité aux risques, le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient une description des méthodes utilisées, des hypothèses formulées et du résultat des tests de résistance et des analyses de sensibilité réalisés pour les risques et événements importants.

16. Risque de souscription

Rappel de la réglementation

Notice ACPR, Orientation 5

À la section « C.1 Risque de souscription » du SFCR, telle qu'indiquée à l'annexe XX du règlement délégué (UE) n°2015/35, les entreprises, en ce qui concerne l'utilisation de véhicules de titrisation, indiquent si ceux-ci sont agréés au titre de l'article 211 de la directive Solvabilité 2, recensent les risques qui leur sont transférés et expliquent la manière dont le principe de couverture intégrale est évalué de manière constante.

17. Risque de marché

Rappel de la réglementation

Règlement délégué, article 295, paragraphe 2 point c

2. Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient les informations suivantes concernant l'exposition au risque de l'entreprise d'assurance ou de réassurance, y compris l'exposition découlant de positions hors bilan et du transfert de risques à des véhicules de titrisation :

(c) une description de la manière dont les actifs ont été investis conformément au principe de la « personne prudente » énoncé à l'article 132 de la directive 2009/138/CE, cette description rendant compte des risques visés à cet article et de la manière dont ils ont été pris en compte.

18. Risque de liquidité

Rappel de la réglementation

Règlement délégué, article 295, paragraphe 5

5. En ce qui concerne le risque de liquidité, le rapport sur la solvabilité et la situation financière indique le montant total du bénéfice attendu inclus dans les primes futures, calculé conformément à l'article 260, paragraphe 2.

19. Autres informations

Rappel de la réglementation

Règlement délégué, article 295, paragraphe 7

7. Le rapport sur la solvabilité et la situation financière présente, dans une section séparée, toute autre information importante relative au profil de risque de l'entreprise d'assurance ou de réassurance.

20. Valorisation à des fins de solvabilité - Actifs

Rappel de la réglementation

Règlement délégué, article 296, paragraphe 1

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient l'ensemble des informations suivantes concernant la valorisation des actifs de l'entreprise d'assurance ou de réassurance à des fins de solvabilité :

- (a) séparément pour chaque catégorie d'actifs importante, la valeur des actifs et une description des bases, méthodes et principales hypothèses utilisées pour leur valorisation à des fins de solvabilité ;
- (b) séparément pour chaque catégorie d'actifs importante, une explication quantitative et qualitative de toute différence importante entre les bases, méthodes et principales hypothèses utilisées par l'entreprise pour la valorisation des actifs à des fins de solvabilité et celles utilisées pour leur valorisation dans les états financiers.

Notice ACPR, Orientation 6

À la section « D.1 Actifs » du SFCR, telle qu'indiquée à l'annexe XX du règlement délégué (UE) n°2015/35, les entreprises, lorsqu'elles agrègent les actifs par catégories significatives afin de décrire la base de valorisation appliquée à ceux-ci, tiennent compte de la nature, de la fonction, du risque et de l'importance relative de ces actifs.

Les catégories autres que celles utilisées dans le modèle de bilan de Solvabilité 2, tel que défini dans la norme technique d'exécution concernant les procédures, les formats et les modèles du rapport sur la solvabilité et la situation financière, ne sont utilisées que si l'entreprise est en mesure de démontrer à l'autorité de contrôle qu'une autre présentation est plus claire et plus pertinente.

Notice ACPR, Orientation 7

À la section « D.1 Actifs » du SFCR, telle qu'indiquée à l'annexe XX du règlement délégué (UE) n°2015/35, les entreprises, pour chaque catégorie significative d'actifs, indiquent au moins les informations quantitatives et narratives suivantes :

- a) la base de comptabilisation et de valorisation appliquée, y compris les méthodes et les données d'entrée utilisées, ainsi que les appréciations faites autres que les estimations susceptibles d'avoir une incidence significative sur les montants comptabilisés, et notamment :
 - i. pour les immobilisations incorporelles significatives : nature des actifs et informations sur les preuves et les critères utilisés pour déduire l'existence d'un marché actif pour ces actifs ;
 - ii. pour les actifs financiers significatifs : informations sur les critères utilisés pour évaluer si les marchés sont actifs et, s'ils ne le sont pas, description du modèle de valorisation utilisé ;
 - iii. pour les baux financiers et les baux d'exploitation : description générale des accords de location pour chaque catégorie significative d'actifs faisant l'objet d'un contrat de location, en indiquant séparément les baux financiers et les baux d'exploitation ;
 - iv. pour les impôts différés actifs significatifs : informations sur l'origine de la comptabilisation des impôts différés actifs et le montant et la date d'échéance, le cas échéant, des différences temporelles déductibles, des pertes fiscales non utilisées et des crédits d'impôt non utilisés pour lesquels aucun actif d'impôt différé n'est comptabilisé dans le bilan ;
 - v. pour les entreprises liées : si les entreprises liées n'ont pas été valorisées en utilisant des prix cotés sur un marché actif ou la méthode de la mise en équivalence corrigée, expliquer pourquoi l'utilisation de ces méthodes n'a pas été possible ;
- b) toute modification des bases de comptabilisation et de valorisation utilisées ou des estimations au cours de la période de référence ;
- c) hypothèses et appréciations, y compris celles concernant l'avenir, et autres sources majeures d'incertitude des estimations.

21. Valorisation à des fins de solvabilité – Provisions techniques

Rappel de la réglementation

Règlement délégué, article 296, paragraphe 2

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient l'ensemble des informations suivantes concernant la valorisation des provisions techniques de l'entreprise d'assurance ou de réassurance à des fins de solvabilité :

- (a) séparément pour chaque ligne d'activité importante, la valeur des provisions techniques, y compris le montant de la meilleure estimation et de la marge de risque, et une description des bases, méthodes et principales hypothèses utilisées pour leur valorisation à des fins de solvabilité ;
- (b) une description du niveau d'incertitude lié à la valeur des provisions techniques ;
- (c) séparément pour chaque ligne d'activité importante, une explication quantitative et qualitative de toute différence importante entre les bases, méthodes et principales hypothèses utilisées par l'entreprise pour la valorisation des provisions techniques à des fins de solvabilité et celles utilisées pour leur valorisation dans les états financiers ;
- (d) dans le cas où l'ajustement égalisateur visé à l'article 77 *ter* de la directive 2009/138/CE est appliqué, une description de l'ajustement égalisateur et du portefeuille d'engagements et des actifs du portefeuille assigné auxquels s'applique l'ajustement égalisateur, ainsi qu'une quantification des effets d'une annulation de l'ajustement égalisateur sur la situation financière de l'entreprise, y compris sur le montant des provisions techniques, le capital de solvabilité requis, le minimum de capital requis, les fonds propres de base et les montants de fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis et le capital de solvabilité requis ;
- (e) une déclaration indiquant si l'entreprise utilise la correction pour volatilité visée à l'article 77 *quinquies* de la directive 2009/138/CE, et une quantification des effets d'une annulation de la correction pour volatilité sur la situation financière de l'entreprise, y compris sur le montant des provisions techniques, le capital de solvabilité requis, le minimum de capital requis, les fonds propres de base et les montants de fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis et le capital de solvabilité requis ;
- (f) une déclaration indiquant si la courbe des taux d'intérêt sans risque transitoire visée à l'article 308 *quater* de la directive 2009/138/CE est appliquée, et une quantification des effets de la non-application de cette mesure transitoire sur la situation financière de l'entreprise, y compris sur le montant des provisions techniques, le capital de solvabilité requis, le minimum de capital requis, les fonds propres de base et les montants de fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis et le capital de solvabilité requis ;
- (g) une déclaration indiquant si la déduction transitoire visée à l'article 308 *quinquies* de la directive 2009/138/CE est appliquée, et une quantification des effets de la non-application de cette déduction transitoire sur la situation financière de l'entreprise, y compris sur le montant des provisions techniques, le capital de solvabilité requis, le minimum de capital requis, les fonds propres de base et les montants de fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis et le capital de solvabilité requis.
- (h) une description des éléments suivants :
 - i) les montants recouvrables au titre des contrats de réassurance et des véhicules de titrisation ;
 - ii) tout changement important des hypothèses pertinentes utilisées dans le calcul des provisions techniques par rapport à la précédente période de référence.

Règlement délégué, article 296, paragraphe 4

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient des informations sur les domaines visés à l'article 260 en ce qui concerne le respect des exigences de publication applicables à l'entreprise d'assurance ou de réassurance conformément aux dispositions des paragraphes 1 et 3 du présent article.

Notice ACPR, Orientation 8

À la section « D.2 Provisions techniques », telle qu'indiquée à l'annexe XX du règlement délégué (UE) n°2015/35, les entreprises décrivent les méthodes simplifiées significatives utilisées pour calculer les provisions techniques, y compris celles utilisées pour calculer la marge de risque.

22. Valorisation à des fins de solvabilité – Autres passifs

Rappel de la réglementation

Règlement délégué, article 296, paragraphe 3

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient l'ensemble des informations suivantes concernant la valorisation des autres passifs de l'entreprise d'assurance ou de réassurance à des fins de solvabilité :

- (a) séparément pour chaque catégorie importante d'autres passifs, la valeur de ces autres actifs et une description des bases, méthodes et principales hypothèses utilisées pour leur valorisation à des fins de solvabilité ;
- (b) séparément pour chaque catégorie importante d'autres passifs, une explication quantitative et qualitative de toute différence importante entre les bases, méthodes et principales hypothèses utilisées par l'entreprise pour la valorisation de ces autres passifs à des fins de solvabilité et celles utilisées pour leur valorisation dans les états financiers.

Règlement délégué, article 296, paragraphe 4

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient des informations sur les domaines visés à l'article 260 en ce qui concerne le respect des exigences de publication applicables à l'entreprise d'assurance ou de réassurance conformément aux dispositions des paragraphes 1 et 3 du présent article.

Notice ACPR, Orientation 9

À la section « D.3 Autres passifs » du SFCR, telle qu'indiquée à l'annexe XX du règlement délégué (UE) n°2015/35, les entreprises, lorsqu'elles agrègent des passifs autres que les provisions techniques par catégories significatives afin de décrire la base de valorisation appliquée à ceux-ci, tiennent compte de la nature, de la fonction, du risque et de l'importance relative de ces passifs.

Les catégories autres que celles utilisées dans le modèle de bilan de Solvabilité 2, tel que défini dans la norme technique sur les modèles à utiliser pour la communication d'informations aux autorités de contrôle, ne sont utilisées que si l'entreprise est en mesure de démontrer à l'autorité de contrôle qu'une autre présentation est plus claire et plus pertinente.

Notice ACPR, Orientation 10

À la section « D.3 Autres passifs » du SFCR, telle qu'indiquée à l'annexe XX du règlement délégué (UE) n°2015/35, les entreprises, pour chaque catégorie significative de passifs autres que les provisions techniques, indiquent au moins les informations quantitatives et narratives suivantes :

- a) la base de comptabilisation et de valorisation appliquée, y compris les méthodes et les données d'entrée utilisées, et notamment :
- i. description générale des passifs significatifs découlant des accords de location, en indiquant séparément les informations sur les baux financiers et les baux d'exploitation ;
 - ii. l'origine de la comptabilisation des impôts différés passifs et le montant et la date d'échéance, le cas échéant, des différences temporelles déductibles ;
 - iii. la nature de l'engagement et, s'il est connu, le moment prévu des éventuelles sorties d'avantages économiques et une indication des incertitudes concernant le montant ou le moment des sorties d'avantages économiques et la manière dont il a été tenu compte du risque d'écart dans la valorisation ;
 - iv. la nature des passifs concernant les avantages du personnel et la ventilation des montants par nature du passif ainsi que la nature des actifs du régime à prestations définies, le montant de chaque catégorie d'actifs, la quote-part de chaque catégorie d'actifs dans le total des actifs du régime à prestations définies, y compris les droits de remboursement ;
- b) toute modification des bases de comptabilisation et de valorisation utilisées ou des estimations au cours de la période de référence ;
- c) hypothèses et appréciations, y compris celles concernant l'avenir, et autres sources majeures d'incertitude des estimations.

23. Valorisation à des fins de solvabilité – Autres informations

Rappel de la réglementation

Règlement délégué, article 296, paragraphe 5

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière présente, dans une section séparée, toute autre information importante concernant la valorisation des actifs et des passifs à des fins de solvabilité.

24. Gestion des fonds propres – Fonds propres

Rappel de la réglementation

Règlement délégué, article 297, paragraphe 1

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient l'ensemble des informations suivantes concernant les fonds propres de l'entreprise d'assurance ou de réassurance :

- (a) des informations sur les objectifs, politiques et procédures appliqués par l'entreprise pour la gestion de ses fonds propres, y compris des informations sur l'horizon temporel utilisé pour la planification des activités et sur tout changement important survenu au cours de la période de référence ;
- (b) séparément pour chaque niveau de fonds propres, des informations sur la structure, le montant et la qualité des fonds propres à la fin de la période de référence et à la fin de la précédente période de référence, y compris une analyse des changements importants survenus à chaque niveau de fonds propres au cours de la période de référence ;
- (c) le montant des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis, classés par niveau ;
- (d) le montant des fonds propres de base éligibles pour couvrir le minimum de capital requis, classés par niveau ;
- (e) une explication quantitative et qualitative de toute différence importante entre les fonds propres tels qu'ils apparaissent dans les états financiers de l'entreprise et l'excédent des actifs par rapport aux passifs tel que calculé à des fins de solvabilité ;
- (f) pour chaque élément de fonds propres de base faisant l'objet des mesures transitoires prévues à l'article 308 *ter*, paragraphes 9 et 10, de la directive 2009/138/CE, une description de la nature de cet élément et son montant ;
- (g) pour chaque élément important de fonds propres auxiliaires, une description de cet élément, son montant et, lorsqu'une méthode selon laquelle déterminer ce montant a été approuvée, cette méthode, ainsi que la nature et le nom de la contrepartie ou du groupe de contreparties pour les éléments visés à l'article 89, paragraphe 1, points a), b) et c), de la directive 2009/138/CE ;
- (h) une description de tout élément déduit des fonds propres et une brève description de toute restriction notable affectant la disponibilité et la transférabilité des fonds propres au sein de l'entreprise. Aux fins du paragraphe g), les noms des contreparties ne sont pas divulgués lorsqu'une telle divulgation est juridiquement impossible ou impraticable ou lorsque les contreparties concernées ne sont pas importantes.
- (i) des informations sur les impôts différés, qui contiennent au moins l'ensemble des éléments suivants :
 - i) une description de la manière dont le montant des actifs d'impôts différés a été calculé, sans évaluation de leur utilisation probable, et la mesure dans laquelle ces actifs d'impôts différés ont été comptabilisés;
 - ii) pour les actifs d'impôts différés qui ont été comptabilisés, une description des actifs susceptibles d'être utilisés en rapport avec de probables bénéfices imposables futurs et en rapport avec la reprise de passifs d'impôts différés liés aux impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale
 - iii) concernant les actifs d'impôts différés nets, calculés comme étant égaux à la différence entre le montant d'actifs d'impôts différés qui a été comptabilisé et celui des passifs d'impôts différés, l'ensemble des informations suivantes:
 - une confirmation du fait que ces actifs d'impôts différés nets sont disponibles en tant qu'éléments de fonds propres de base classés comme de niveau 3 conformément à l'article 76, point a) iii);
 - une description du montant de ces actifs d'impôts différés nets qui sont comptabilisés en tant que fonds propres éligibles, les limites d'éligibilité prévues à l'article 82 étant appliquées;
 - si le montant des actifs d'impôts différés est important, une description des hypothèses sous-jacentes utilisées pour la projection de probables bénéfices imposables futurs aux fins de l'article 15.»

Notice ACPR, Orientation 11

À la section « E.1 Fonds propres » du SFCR, telle qu'indiquée à l'annexe XX du règlement délégué (UE) n°2015/35, lorsque les entreprises communiquent des ratios de solvabilité en sus de ceux inclus dans

l'état S.23.01, le SFCR contient également une explication sur le calcul et la signification des ratios supplémentaires.

Notice ACPR, Orientation 12

À la section « E.1 Fonds propres » du SFCR, telle qu'indiquée à l'annexe XX du règlement délégué (UE) n°2015/35, les entreprises, en ce qui concerne leurs fonds propres, indiquent au moins les informations suivantes :

- a) pour chaque élément de fonds propres significatif visé aux articles 69, 72, 74, 76 et 78, ainsi que pour les éléments approuvés par l'autorité de contrôle conformément à l'article 79 du règlement délégué (UE) n°2015/35, les informations requises à l'article 297, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) n°2015/35, en différenciant entre éléments de fonds propres de base et éléments de fonds propres auxiliaires ;
- b) pour chaque élément de fonds propres significatif, la mesure dans laquelle il est disponible, subordonné, ainsi que sa durée et toute autre caractéristique pertinente permettant d'en évaluer la qualité ;
- c) l'analyse de toute évolution significative des fonds propres au cours de la période de référence, y compris la valeur des éléments de fonds propres émis au cours de l'année, la valeur des instruments rachetés au cours de l'année et la mesure dans laquelle l'émission a servi à financer le rachat ;
- d) en ce qui concerne les créances subordonnées, l'explication de l'évolution de leur valeur ;
- e) lorsque sont communiquées les informations prévues à l'article 297, paragraphe 1, point c), du règlement délégué (UE) n°2015/35, l'explication des éventuelles restrictions des fonds propres disponibles et l'incidence des limites sur les fonds propres éligibles de niveau 2, les fonds propres éligibles de niveau 3 et les fonds propres restreints de niveau 1 ;
- f) les détails du mécanisme d'absorption des pertes sur le capital utilisé afin de respecter l'article 71, paragraphe 1, point e), du règlement délégué (UE) n°2015/35, y compris l'événement déclencheur, et ses effets ;
- g) l'explication des principaux éléments de la réserve de réconciliation ;
- h) pour chaque élément de fonds propres de base faisant l'objet de dispositions transitoires :
 - i. le niveau de classement de chaque élément de fonds propres de base et la justification de ce classement ;
 - ii. la date du prochain appel et la régularité des éventuelles dates d'appel ultérieures ou le fait qu'aucune date d'appel n'intervient avant la fin de la période transitoire ;
- i) lorsque sont communiquées les informations prévues à l'article 297, paragraphe 1, point g), du règlement délégué (UE) n°2015/35, informations sur le type d'accord et la nature de l'élément de fonds propres de base que deviendrait chaque élément de fonds propres auxiliaires appelé ou versé, y compris le niveau, ainsi que la date d'approbation de l'élément par l'autorité de contrôle et, lorsqu'une méthode a été approuvée, la durée de l'approbation ;
- j) lorsqu'une méthode a été utilisée pour déterminer le montant d'un élément de fonds propres auxiliaires significatif, les entreprises devraient décrire :
 - i. l'évolution de la valorisation fournie par la méthode au fil du temps ;
 - ii. les données d'entrée de la méthodologie auxquelles est principalement due cette évolution ;
 - iii. la mesure dans laquelle le montant calculé est affecté par l'expérience passée, y compris le résultat d'appels antérieurs ;
- k) en ce qui concerne les éléments déduits des fonds propres :
 - i. l'excédent total des actifs par rapport aux passifs au sein des fonds cantonnés et des portefeuilles auxquels est appliqué l'ajustement égalisateur, en définissant le montant pour lequel un ajustement est effectué au moment de déterminer les fonds propres disponibles ;
 - ii. l'ampleur et les raisons des restrictions, des déductions et des charges significatives des fonds propres.

25. Gestion des fonds propres – SCR et MCR

Rappel de la réglementation

Règlement délégué, article 297, paragraphe 2

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient l'ensemble des informations suivantes concernant le capital de solvabilité requis et le minimum de capital requis de l'entreprise d'assurance ou de réassurance :

- (a) le montant du capital de solvabilité requis et du minimum de capital requis à la fin de la période de référence, assorti, s'il y a lieu, d'une indication selon laquelle le montant définitif du capital de solvabilité requis reste subordonné à une évaluation par les autorités de contrôle ;
- (b) le montant du capital de solvabilité requis de l'entreprise scindé par module de risque lorsque l'entreprise applique la formule standard, ou par catégorie de risques lorsqu'elle utilise un modèle interne ;
- (c) si, et pour quels modules et sous-modules de risque de la formule standard, l'entreprise utilise des calculs simplifiés ;
- (d) si, et pour quels paramètres de la formule standard, l'entreprise utilise des paramètres qui lui sont propres, conformément à l'article 104, paragraphe 7, de la directive 2009/138/CE ;
- (e) s'il y a lieu, une déclaration indiquant que l'État membre de l'entreprise a fait usage de la faculté prévue à l'article 51, paragraphe 2, troisième alinéa, de la directive 2009/138/CE ;
- (f) sauf si l'État membre de l'entreprise a fait usage de la faculté prévue à l'article 51, paragraphe 2, troisième alinéa, de la directive 2009/138/CE, l'effet de tout paramètre propre à l'entreprise qu'elle est tenue d'utiliser conformément à l'article 110 de ladite directive et le montant de toute exigence de capital supplémentaire appliquée au capital de solvabilité requis, avec des informations concises sur sa justification par l'autorité de contrôle concernée ;
- (g) des informations sur les données utilisées par l'entreprise pour calculer le minimum de capital requis ;
- (h) tout changement important du capital de solvabilité requis ou du minimum de capital requis survenu dans la période de référence, et les raisons de ce changement.
- (i) des informations sur la capacité d'absorption de pertes des impôts différés, qui contiennent au moins l'ensemble des éléments suivants:
 - i) le montant à hauteur duquel le capital de solvabilité requis a été ajusté pour tenir compte de la capacité d'absorption de pertes des impôts différés et une description des passifs d'impôts différés, du report en arrière et des probables bénéfices imposables futurs utilisés pour démontrer la probabilité de leur utilisation;
 - ii) si le montant des actifs d'impôts différés est important, une description des hypothèses sous-jacentes utilisées pour la projection de probables bénéfices imposables futurs aux fins de l'article 207.

26. Utilisation du sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée dans le calcul du capital de solvabilité requis

Rappel de la réglementation

Règlement délégué, article 297, paragraphe 3

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient l'ensemble des informations suivantes en ce qui concerne la faculté prévue à l'article 304 de la directive 2009/138/CE :

- (a) une déclaration indiquant si l'entreprise utilise le sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée prévu dans cet article pour le calcul du capital de solvabilité requis, après approbation de son autorité de contrôle ;
- (b) le cas échéant, le montant de l'exigence de capital qui en résulte pour le sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée.

27. Différence entre la formule standard et tout modèle interne utilisé

Rappel de la réglementation

Règlement délégué, article 297, paragraphe 4

Lorsque le capital de solvabilité requis est calculé à l'aide d'un modèle interne, le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient également l'ensemble des informations suivantes :

- (a) une description des diverses fins auxquelles l'entreprise utilise son modèle interne ;
- (b) une description du champ du modèle interne en termes d'unités opérationnelles et de catégories de risques ;
- (c) lorsqu'un modèle interne partiel est utilisé, une description de la technique utilisée pour intégrer celui-ci à la formule standard, y compris, s'il y a lieu, une description des techniques alternatives utilisées ;
- (d) une description des méthodes utilisées dans le modèle interne pour calculer la distribution de probabilité prévisionnelle et le capital de solvabilité requis ;
- (e) une explication, par module de risque, des principales différences dans les méthodes et hypothèses sous-jacentes respectivement utilisées dans la formule standard et le modèle interne ;
- (f) la mesure du risque et l'horizon temporel utilisés dans le modèle interne et, lorsque ce ne sont pas les mêmes que ceux prévus à l'article 101, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE, une explication de la raison pour laquelle le capital de solvabilité requis tel que calculé avec le modèle interne garantit aux preneurs et aux bénéficiaires un niveau de protection équivalent à celui prévu à l'article 101 de ladite directive ;
- (g) une description de la nature et du caractère approprié des données utilisées dans le modèle interne.

Notice ACPR, Orientation 13

À la section « E.4 Différences entre la formule standard et tout modèle interne utilisé », telle qu'indiquée à l'annexe XX du règlement délégué (UE) n°2015/35, les entreprises, lorsqu'elles communiquent les principales différences des méthodologies et des hypothèses sous-jacentes utilisées dans la formule standard et dans le modèle interne, décrivent au moins ce qui suit :

- a) la structure du modèle interne ;
- b) les méthodologies d'agrégation et les effets de la diversification ;
- c) les risques non couverts par la formule standard mais couverts par le modèle interne.

28. Non-respect du SCR ou du MCR

Rappel de la réglementation

Règlement délégué, article 297, paragraphe 5

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient l'ensemble des informations suivantes concernant tout manquement au minimum de capital requis et tout manquement grave au capital de solvabilité requis de l'entreprise d'assurance ou de réassurance :

- (a) pour tout manquement à l'exigence de minimum de capital requis : la durée et le montant maximum de ce manquement au cours de la période de référence, une explication de son origine et de ses conséquences, toute mesure corrective prise, comme prévu à l'article 51, paragraphe 1, point e) v), de la directive 2009/138/CE, et une explication de l'effet de ces mesures correctives ;
- (b) lorsque le manquement au minimum de capital requis n'a pas été résolu par la suite : le montant du manquement à la date du rapport ;
- (c) pour tout manquement grave au capital de solvabilité requis au cours de la période de référence : la durée et le montant maximum de ce manquement grave au cours de la période de référence, une explication de son origine et de ses conséquences, toute mesure corrective prise, comme prévu à l'article 51, paragraphe 1, point e) v), de la directive 2009/138/CE, et une explication de l'effet de ces mesures correctives ;
- (d) lorsque le manquement grave au capital de solvabilité requis n'a pas été résolu par la suite : le montant du manquement à la date du rapport.

29. Autres informations

Rappel de la réglementation

Règlement délégué, article 297, paragraphe 6

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière présente, dans une section séparée, toute autre information importante relative à la gestion du capital de l'entreprise d'assurance ou de réassurance.

ADEQUATION DU PROFIL DE RISQUES PAR RAPPORT AUX HYPOTHESES DE LA FORMULE STANDARD

Adéquation du profil de risques par rapport aux hypothèses de la formule standard
1. Introduction

MFPrécaution ayant fait le choix de retenir la formule standard, il est nécessaire de passer en revue les hypothèses qui sous-tendent les calculs des principaux SCR afin de vérifier si elles sont adaptées au cas de MFPrécaution et le cas échéant, dans quelle mesure elles s'en éloignent. Ces hypothèses sont décrites en détail dans le document *The underlying assumptions in the standard formula for the Solvency Capital Requirement calculation* publié par l'EIOPA le 25 juillet 2015.

Cette adéquation est étudiée pour les sous modules du risque de souscription non-vie uniquement. Il est de loin le plus significatif pour MFPrécaution car il pèse 80% du BSCR total.

Le risque de contrepartie est peu significatif.

Par ailleurs, le risque de marché n'a pas de caractère particulier nécessitant une adaptation de la formule standard, le passif n'étant pas corrélé avec les actifs sous gestion comme cela peut être le cas dans d'autres branches.

Décomposition du SCR de Marché

	2021
Risque de Marché	5 165 551
<i>Ratio SCR Marché/BSCR</i>	<i>39%</i>
Risque de défaut de contrepartie	682 322
<i>Ratio SCR Défaut/BSCR</i>	<i>5%</i>
Risque souscription Santé	0
<i>Ratio SCR Santé/BSCR</i>	<i>0%</i>
Risque de Souscription Non-Vie	10 507 065
<i>Ratio SCR Non Vie/BSCR</i>	<i>80%</i>
Risque de BSCR	13 176 334
<i>Ratio BSCR/BSCR</i>	<i>100%</i>
Risque opérationnel	86 857
<i>Ratio SCR op/BSCR</i>	<i>0.66%</i>
SCR	9 748 446

Rappel : les différents risques affectant MFPrécaution (Risque de marché, de défaut de contrepartie, et de souscription non-vie) sont combinés via une matrice de corrélation pour générer le BSCR, qui est donc inférieur à la somme des différents SCR.

2. Adéquation à la formule standard

Hypothèses de la formule standard	Analyse des hypothèses pour MFPrécaution
<i>La prime acquise nette peut être utilisée comme une approximation de l'exposition au risque de prime et les provisions nettes pour sinistres à payer peuvent être utilisées comme une approximation de l'exposition au risque de réserve</i>	<p>Les PENA constituées par MFPrécaution sont calculées sur un mode linéaire, comme le prévoit la législation, et regroupent l'ensemble des provisions constituées.</p> <p>Cependant, lorsque l'on compare cette méthode à une méthode où les PENA seraient estimées selon une méthode homogène au calcul du Best Estimate de primes, le ratio de solvabilité est légèrement inférieur mais l'écart diminue dans le temps. Dans tous les cas, le ratio de solvabilité est bien supérieur au ratio cible de 150%, nous pouvons donc considérer que l'application de la formule standard génère des résultats satisfaisants.</p>
<i>La valeur du ratio combiné du Portefeuille n'évolue pas de manière Significative ces dernières années.</i>	Cette valeur est stable depuis plusieurs années.
<i>Les frais n'évoluent pas indépendamment ou dans un sens contraire au risque sous-jacent à travers le temps</i>	Les résultats sont assez stables depuis 10 ans concernant les frais et l'encours. Les frais n'évoluent pas indépendamment ou dans un sens contraire au risque sous-jacent.
<i>La cadence de liquidation n'évolue pas de manière significative ces dernières années</i>	La valeur attendue du ratio de liquidation est relativement stable dans le temps, autour de 84%.
<i>La réassurance non proportionnelle réduit la volatilité de 20% sur les segments 1, 4 et 5.</i>	Sans objet car les risques de MFPrécaution concernent les segments 6 et 9

3. Conclusion

Nous n'observons pas d'inadéquation dans les hypothèses ayant permis le calibrage des risques de souscription non-vie dans la formule standard.